

Radio-Télévision Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14730 - 6 F

DIMANCHE 7 - LUNDI 8 JUIN 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOUREN

Une défense occidentale au coup par coup

La coalition politique au pouvoir en Allemagne dira, le 23 juin, à ses partenaires britannique, espagnole et italienne, quel avenir elle a choisi de réserver à leur projet commun d'un avion de combat. Après les entretiens, vendredi 5 juin, à Bonn, entre le premier ministre britannique, M. John Major, et le chancelier Helmut Kohl, tout donne à penser que la réponse de l'Allemagne sera à l'image de ce que pense du sujet son ministre de la Défense, M. Volker Rühe, à savoir que cet avion européen, conçu à l'origine pour faire face à une menace de l'Est, appartient déjà au passé avant que de voler.

Dans le même temps, on a appris, à en croire les milieux industriels de part et d'autre du Rhin, que l'Allemagne cherche en quelque sorte à pousser les Français, en pressant les Français de coopérer sur un programme de missiles anti-navires, l'ANS, qui se veut le successeur de l'Exocet, baptisé la « terreur des amiraux » depuis les tirs au but réussis des Argentins contre des navires anglais durant la guerre des Malouines en 1982.

En commençant à mettre de l'argent sur ce programme, l'Allemagne accorde un suris, jusqu'au 1^{er} juillet, à la France - qui a longtemps renâclé parce que sa nouvelle loi de programmation militaire n'est pas arrêtée - pour qu'elle la rejoigne enfin.

APRÈS la décision des deux pays de se lancer dans le projet - vivement contesté à Washington comme du temps où le général de Gaulle a repris le contrôle de l'armée française en retirant de l'OTAN - d'un corps européen à base de divisions françaises et allemandes, il n'en faudrait pas plus pour que des optimistes, en France, se prennent à rêver sur le thème : Bonn joue à fond la carte de la coopération militaire avec Paris.

De l'existence d'un tel courant en France, on a une preuve avec ceux qui, déjà, espèrent sinon rallier l'Allemagne au programme Rafale au siècle prochain, du moins la convaincre de jeter les bases d'un rapprochement à long terme sur le projet d'un avion qui relèverait de la génération de l'Europe unie.

C'est sans doute aller très vite en besogne. En réalité, l'Allemagne est obsédée par le coût de sa réunification, et M. Rühe, suivi en cela par son chancelier, est partisan avant tout de faire des économies. Il avance la nécessité de devoir réduire de quelque 70 milliards de francs son budget de la défense sur les dix à douze années à venir. Entre l'avion de combat européen et l'ANS, il n'y a guère à hésiter tant les deux programmes en cause sont loin d'avoir la même dimension.

L'ATTITUDE de l'Allemagne ressortirait, plutôt, de ce qu'on peut appeler le pragmatisme. C'est-à-dire un comportement qui est de plus en plus fréquent à l'Ouest, depuis la fin de l'empire soviétique, et qui consiste - faute d'une conception géopolitique d'ensemble que les dirigeants politiques et leurs responsables militaires ne sont pas en mesure de proposer - à pratiquer le coup par coup. Ni les États-Unis, avec le vote en cours de leur budget de défense au Congrès où sont rognés les crédits d'un « bouclier » spatial pour tant porteur au pinacle, ni la France, avec la réorganisation encore assez mal argumentée de son dispositif militaire, n'échappent à cette observation.

Lire page 20

Article de JACQUES ISNARD

M0146 - 0608 0 - 6.00 F



Un entretien avec M. Andreï Kozyrev

La Russie n'exclut pas de rectifier ses frontières

Dans l'entretien qu'il a accordé au « Monde », vendredi 5 juin, à la veille de son départ pour les États-Unis, où il doit préparer la visite de M. Boris Eltsine, M. Andreï Kozyrev, ministre des affaires étrangères de Russie, expose notamment l'évolution prévisible de la CEI. Il n'exclut pas des modifications de frontières, si celles-ci obéissent aux principes de la CSCE. M. Kozyrev évoque le « poids du passé » sur l'attitude de certains militaires ou diplomates russes.

MOSCOU

de notre correspondant

« Le domaine le plus délicat de la politique extérieure de la Russie, ce sont aujourd'hui ses relations avec les autres ex-républiques de l'URSS. La CEI a-t-elle encore un avenir ? La Russie n'est-elle pas déjà à présent passée à l'étape suivante, la constitution d'une communauté plus restreinte avec des pays acceptant de se placer sous sa tutelle ? »

« La notion même de CEI est en train de se préciser. Les États qui se sont formés à la place de l'ex-Union soviétique ne peuvent pas se séparer sans garder quelques liens. A cet égard, nous cherchons à inciter le plus grand nombre possible de Républiques à participer. Au départ nous voulions le faire dans le cadre de l'Union, puis il est devenu évident que seule une communauté était envisageable.

« A la différence de Gorbatchev, nous ne voulons pas nous accrocher à tout prix à ce qui était déjà dépassé, c'était une perte de temps considérable et ça

nous faisait courir le risque d'une effusion de sang « à la yougoslave ».

« Notre principe reste le même, nous sommes prêts à la coopération à l'intégration, aux actions conjointes, à aller aussi loin que le souhaite l'importance laquelle des républiques ou elles toutes. A l'heure actuelle, il semble que les Républiques commencent à mieux se situer dans le monde qui les entoure. Les Républiques européennes sont dans la sphère de la CSCE, ont affaire à des États hautement civilisés et souhaitent à l'évidence appartenir au monde civilisé. Le processus de leur retour à une union étroite et à une coopération avec la Russie traîne en longueur, mais je suis persuadé qu'elles y viendront tôt ou tard.

« Les Républiques asiatiques appartiennent à un autre monde et, au début, elles avaient des illusions, confrontées à la réalité asiatique, elles ont déjà fait marche arrière.

Propos recueillis par

JAN KRAUZE

Lire la suite page 4

Réouverture partielle de la bande de Gaza

Israël a décidé de rouvrir partiellement la bande de Gaza à partir du lundi 8 juin, après la fête de la Pentecôte juive, célébrée dimanche, l'armée ayant exprimé des craintes que ce territoire de 750 000 habitants, fermé depuis le 25 mai, n'implose. Mais les cinq mille colons juifs qui habitent le territoire réclament une solution plus radicale : « Il faut chasser les quelque 1 200 activistes arabes », explique leur président élu, M. Zvi Haendel.

Lire page 20 le reportage de PATRICE CLAUDE

M. Michel Barnier au « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Michel Barnier, député RPR, président du conseil général de Savoie, invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde » dimanche 7 juin, de 18 h 30 à 19 h 30.

HEURES LOCALES

Dérèglements immobiliers à Lyon

La réhabilitation du quartier de la Croix-Rousse, sur les hauteurs de Lyon inquiète les habitants.

Lire page 11 l'enquête de MICHEL DELBERGHE

CHRONIQUE DES MARCHÉS

« Devises et or. » Marché monétaire et obligataire. « Matières premières. » Marché international des capitaux.

page 19

DATES

Il y a vingt-cinq ans : la guerre des six jours.

Lire page 2 l'article de JEAN GUEYRAS

Se défendant de toute « action de politique intérieure »

M. Mitterrand lance une campagne d'« explication » sur le traité de Maastricht

M. François Mitterrand a lancé, vendredi 5 juin, sa campagne pour la ratification du traité de Maastricht. Le président de la République a souhaité que la perspective du référendum, qu'il avait annoncé au lendemain de la défection du Danemark, donne lieu à une « formidable explication » à travers le pays et que « l'importance de l'enjeu » permette de dépasser les clivages.

Le président de la République a réfuté les arguments selon lesquels il s'agit d'une action de politique intérieure.

Mais, tout en se défendant d'avoir des arrière-pensées plébiscitaires, le chef de l'Etat a admis que le recours au référendum est « risqué » pour le gouvernement, pour la majorité et pour lui-même.



PLANTU

L'Europe existe...

par Roland Dumas

Si certains en doutaient, qu'ils ouvrent les yeux et tendent l'oreille : l'Europe existe. Un vote au début, elle avait des illusions, confrontées à la réalité asiatique, elles ont déjà fait marche arrière.

Les faits sont clairs. D'un côté, l'expression d'une volonté populaire dans l'un des douze pays membres : à une très courte majorité, quarante-huit mille voix, les Danois ont refusé, mardi, de ratifier le traité de Maastricht. On peut regretter ce choix, il faut le respecter. Telle est la démocratie.

Mais d'un autre côté, pouvons-nous admettre que quarante-huit mille femmes et hommes puissent bloquer l'élan de trois cent quarante millions ? La démocratie consiste aussi à éviter qu'un petit nombre ne prenne en otage la volonté générale. Certains voudraient qu'aujourd'hui, du fait d'un seul, l'ambition s'arrête. D'après eux, Copenhague ruine à jamais Maastricht. Tout serait à refaire. Le traité est mort, c'est-à-dire, vive la renégociation. Ces gens-là ne sont pas innocents.

Lire la suite page 6

► Roland Dumas est ministre des affaires étrangères.

Lire aussi

- M. John Major - et M. Helmut Kohl - ont un élargissement rapide de la Communauté par HENRI DE BRESSON
- La préparation du référendum sur la ratification du traité de Maastricht en Irlande par PIERRE SERVENT
- Les déclarations du président de la République par ALAIN ROLLAT
- M. Giscard d'Estaing prévoit un « changement d'équilibre » au sein de l'opposition
- Les écologistes divisés par JEAN-LOUIS SAUX pages 6, 7 et 8

Korda, voleur de folie

L'adversaire de Courier en finale de Roland-Garros : le talent et l'inconstance

par Dominique Le Guilleudoux

On dit de lui qu'il fait partie des « fins » du circuit du tennis professionnel. Un de ces gars qui au court pas assez accroché, un dégingandé imprévisible, un flibustier à la tête de corbeau, moitié druide, moitié devin, capable d'envoûter un joueur par des coups de sorcier, écrasant de stupeur les meilleurs frappeurs moins par la force que la rapidité.

Petr Korda a grandi à Prague, les images de Martina Navratilova et d'Ivan Lendl plein la tête « parce qu'ils étaient tchèques ». Jimmy Connors et John McEnroe, eux, il les portait dans son cœur « parce qu'ils étaient gauchers et qu'ils faisaient des trucs extraordinaires ». Petr Korda, héros de bande dessinée, champion de la maigreur, aimant la volige et son tennis à hauts risques, méprisant les musculettes à la Schwarzenegger - « Je ne suis pas musclé comme Becker ou Courier mais mon bras gauche

me permet de frapper plus fort qu'eux », méprisant de toute façon le style du coq. Le jeune homme de vingt-quatre ans semble aimer le tennis pour deux ou trois choses, s'amuser et faire du jeu une sorte de beauté qu'il aurait lui-même imaginée.

On dit de Petr Korda qu'il est fou parce que parfois on ne le saisit pas. Il semble être partout et puis, pffft !, il disparaît du même coup, laissant le court en jachère à l'adversaire. Petr Korda semble terroriser les joueurs pour cela : cette inconstance qui avait fait hurler André Agassi à Flushing Meadow en 1990, parfois une réelle absence qui avait sidéré le Français Olivier Delatre au dernier tournoi de Hambourg.

Petr Korda et ses faux pas, funambule de ses propres humeurs. « Il avait perdu contre Agassi parce que le public criait contre lui », dit son coach Wladimir Zednik, ancien finaliste de la Coupe Davis en 1975.

Lire la suite page 10

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 300 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 450 F CFA ; Suisse, 1,50 FR ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,80 \$.

هكزا من الشهر

ÉTRANGER

POLOGNE

La Diète confirme M. Waldemar Pawlak comme premier ministre

La Diète polonaise, réunie vendredi 5 juin à Varsovie, a confirmé à une large majorité la nomination de M. Waldemar Pawlak, âgé de trente-trois ans, comme premier ministre : 281 députés ont voté en faveur du président du Parti paysan (PSL), 149 contre et 7 se sont abstenus. M. Pawlak avait été désigné dans la matinée par le président Lech Wałęsa pour succéder à M. Jan Olszewski, dont le cabinet venait d'être destitué par la Diète.

M. Waldemar Pawlak se distingue de deux façons : à trente-trois ans, il est le plus jeune chef de gouvernement en Europe et, contrairement aux précédents premiers ministres depuis 1989, il est le seul à ne pas sortir de la famille Solidarnosc. Au contraire, il a milité depuis 1985 au sein du mouvement paysan (ZSL), qui était encore à l'époque un « satellite » du PC. Avec la révolution pacifique de 1989, sa carrière politique

devait connaître une ascension vertigineuse. Ce fils d'agriculteur, lui-même propriétaire d'une exploitation de 17 hectares, est alors élu député du Parti paysan et devient le président de son groupe parlementaire. En juin 1991, il prend la tête de son parti et dirige son renouveau, éliminant l'ancienne « nomenclature » compromise.

La candidature de M. Pawlak était appuyée par l'Union démocratique (dont une fraction, la Droite démocratique, a voté contre), l'Union social-démocrate (ex-communiste), la Confédération pour une Pologne indépendante (KPN, droite), le Parti paysan (PSL) et le Congrès libéral.

Le résultat du vote, applaudi par M. Wałęsa, renforce la position du président. Après s'être débarrassé de M. Olszewski, auquel l'opposait un long conflit dans divers domaines - du contrôle de l'armée à la question de l'épuration des anciens collaborateurs de la police politique - M. Wałęsa a maintenant un chef de gouvernement qu'il a choisi lui-même, et qui aura besoin de son appui pour donner

une cohésion à la coalition hétéroclite qui le soutient à la Diète. M. Pawlak a d'ailleurs reconnu dans une boutade que sa coalition ressemblait au « mariage du feu et de l'eau ».

Dès son élection, le premier ministre s'est engagé à maintenir le déficit budgétaire à un niveau inférieur à 5 % du PIB, conformément à l'objectif fixé par son prédécesseur. Après plusieurs mois de résistance, le Parlement a finalement adopté, vendredi, un budget d'austérité qui a l'aval du FML M. Pawlak a néanmoins annoncé qu'après la rédaction d'un programme social son gouvernement chercherait à assouplir la loi de finances.

Sa première tâche consiste maintenant à former un gouvernement qu'il veut « équilibré », capable de recueillir le soutien d'un Parlement extrêmement fragmenté. M. Pawlak a immédiatement confié, à titre provisoire, les portefeuilles de la défense et de l'intérieur respectivement à MM. Janusz Onyszewski et Andrzej Milczanowski, tous deux évincés par son prédécesseur. (AFP, Reuters)

TCHÉCOSLOVAQUIE : les élections législatives

La machine Vaclav Klaus ou la conception radicale de la réforme

Les Tchécoslovaques devaient élire, les 5 et 6 juin, leurs députés à l'Assemblée fédérale et aux Parlements tchèque et slovaque. En République tchèque, le parti du ministre fédéral des finances, M. Vaclav Klaus, était en tête des sondages.

PRAGUE

de notre envoyé spécial

« Plus qu'un ministre des finances, je suis un politicien », disait M. Vaclav Klaus fin 1990, un an après son entrée en fonction. La définition peut paraître anodine ; elle est, en réalité, la clé du succès de cet homme de cinquante ans, entré en politique il y a deux ans et demi dans l'ébullition de la « révolution de velours » sans la moindre expérience.

En deux ans et demi, M. Vaclav Klaus, tempes et moustaches grises, lunettes cerclées d'or, s'est en effet imposé non seulement comme l'artisan de la réforme radicale mettant la Tchécoslovaquie sur la voie de l'économie de marché, mais aussi comme le leader d'un puissant mouvement de droite susceptible de soutenir sa politique de transformations. Observateur très attentif de ce que faisaient ses voisins polonais, pionniers de la « thérapie de choc » sous la houlette d'un autre chercheur économique, M. Leszek Balcerowicz, il a rapidement compris l'erreur majeure qui coûtait les élections au premier ministre Mazowiecki : tout occupé à la tâche titanesque de changer de système économique, les nouveaux dirigeants polonais avaient négligé la communication et la politique.

Le parti des « yuppies »

« Combien de meetings fais-tu par mois pour expliquer la politique aux gens ? », demande un jour M. Klaus à M. Balcerowicz. « Oh, ce n'est pas mon style, lui répondit le Polonais : j'aime mieux rester à mon bureau, travailler et écrire. » Voilà la différence, expliquait récemment devant des hommes d'affaires américains M. Klaus, qui ne perd jamais une occasion de critiquer les Polonais, « arrêtés à mi-chemin de la réforme ».

Politique, M. Vaclav Klaus s'est d'abord battu au sein du premier gouvernement post-communiste pour imposer sa conception radicale de la réforme, contre son ancien patron de l'Institut de prévision économique, Václav Komárek, favorable à une évolution plus lente. Le duel se solda par l'élection de M. Komárek à l'« ancien poste », commenta simplement M. Klaus.

Puis il prit le contrôle du Forum civique, mouvement créé par les acteurs de la Révolution de velours en novembre 1989, et entreprit d'y mener un combat contre les courants de gauche. M. Vaclav Klaus déteste l'idée de « troisième voie » et, de manière générale, tout ce qui ressemble de près ou de loin à la gauche.



Lorsqu'il comprit que son action au sein du Forum civique serait toujours entravée par des gens différents de lui, il créa, en avril 1991, son propre parti, le Parti démocratique civique (ODS), avec l'idée d'un parti conservateur à la britannique. « Il échoua », prédisait à l'époque son ami Václav Dlouhý, ministre de l'économie : la société tchèque n'est pas prête. » Aujourd'hui, M. Dlouhý reconnaît qu'il s'est trompé : favori dans les sondages, l'ODS s'est affirmé comme le premier parti de droite.

C'est un parti solide, très structuré, que M. Klaus tient personnellement en main. Comme les Tories britanniques ou le RPF, il recrute dans toutes les couches de la société. Au siège de l'ODS, très ordonné, règne derrière des ordinateurs la « génération Klaus », ces « yuppies » tchèques de 25-40 ans que l'on rencontre aussi, propres et élégants, à la mairie de Prague ou au ministère des finances. Comme leur maître, ce sont généralement des gens peuts en politique, ni communistes ni dissidents sous l'ancien régime.

Quand d'autres étaient en prison ou réduits à laver des carreaux, M. Vaclav Klaus a traversé le communisme en travaillant dans sa branche, sans compromettre mais sans non plus s'engager. Il fit certes les frais de la normalisation puisque, jugé trop éduqué après avoir voyagé en Italie et aux États-Unis, il fut chassé en 1970 de l'Institut d'économie de l'Académie des sciences et relégué à un poste obscur de la Banque centrale. Ce n'est qu'en 1986 que M. Komárek le recrute à l'Institut

de prévision, qui devait devenir un vivier d'économistes progressistes. Mais M. Klaus mit toutes ces années à profit pour étudier la théorie des modèles économiques, et en particulier les mécanismes de l'économie de marché. Il lui arrivait aussi d'organiser des séminaires parallèles : « Il y avait tant, cent cinquante personnes à chaque fois, dit-il dans un livre qui vient de paraître (1). C'était autre chose que les cours de dissidents qui ne réunissaient que quelques personnes. » M. Havel et ses amis de la Charte 77 apprécieront.

« Parfois, je le tueais... »

Cette extraordinaire assurance et son manque de tact le font très souvent passer pour arrogant et antipathique, ce qu'il explique par un « mécanisme d'autodéfense ». M. Vaclav Klaus n'a pas d'états d'âme : c'est un forceur, un battant sans faiblesse qui n'a pas de temps à perdre à « badiner » ou en discussions stériles, plus séduisant par l'Allemagne que par la France. Il impressionne ses collaborateurs par sa capacité de travail, son énergie et sa rapidité à prendre des décisions. C'est un homme qui a avant tout confiance en lui-même, reconnaissent-ils, et se repose assez peu sur les autres. Entier et terriblement ennuyeux, il s'est fait pas mal d'ennemis dans la classe politique mais, à la veille des élections, personne n'osait l'attaquer de front : « C'est un ami, parfois je le tueais mais je l'aime beaucoup », affirme Václav Dlouhý, qui a fondé un mouvement rival de l'ODS, l'Alliance démocratique civique (ODA).

Qu'importe. Si les intellectuels font la fine bouche, le public voit surtout en lui un politicien qui parle clair, sait ce qu'il veut, très occidental dans son allure - costumes croisés bien coupés, une panoplie de cravates qu'il aime choisir lui-même. Il attache une grande importance à son apparence - et qui symbolise le passage à la prospérité. Les femmes l'adorent. Sa biographie officielle le présente comme un homme très heureux en famille avec ses deux grands fils et son épouse Livia, une femme intelligente et volontaire, économiste comme lui et slovaque, qui « lève et repasse les chemises des trois hommes de la maison ». Assurément, hormis son aversion pour les journalistes, M. Vaclav Klaus a omis tous les « trucs » de la politique.

SYLVIE KAUFFMANN

(1) *První zpráva* (Le Premier Message), entretiens avec Karel Hvizdala, Ed. Carion, 1992, Prague.

BOSNIE-HERZEGOVINE : grâce à la médiation de l'ONU

Un accord de principe est conclu sur la réouverture de l'aéroport de Sarajevo

Les forces serbes ont accepté, vendredi soir 5 juin, de remettre l'aéroport de Sarajevo à des troupes de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) pour permettre l'acheminement de secours à des milliers de civils bloqués dans la capitale bosniaque. Selon Shannon Boyd, porte-parole de la FORPRONU, l'aéroport, tenu depuis deux mois par des irréguliers serbes, pourrait recommencer à fonctionner rapidement.

Il a ajouté que l'accord avait été officiellement avalisé par la présidence de Bosnie-Herzégovine et accepté - mais non signé pour des raisons techniques - par les représentants de la communauté serbe de Serbie.

La plupart des 14 000 hommes de la FORPRONU sont déployés en Croatie. L'intensification des combats en Bosnie a entraîné l'évacuation de leur quartier général de Sarajevo et il ne reste qu'environ 90 membres de la FORPRONU dans la capitale bosniaque.

Le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros-Ghali, doit recevoir au début de la semaine prochaine un rapport du général indien Satish Nambiar, commandant de la FORPRONU, sur les effectifs et les moyens nécessaires à la prise de contrôle de l'aéroport. La France a proposé d'envoyer des forces supplémentaires pour participer à cette opération.

La mission de M. Kouchner

Pour garantir la sécurité des avions à l'approche de l'aéroport, tous les dispositifs antiaériens seront retirés des alentours et les abords de l'aéroport seront placés sous supervision de la FORPRONU. Le porte-parole de l'ONU a souligné que la viabilité de l'accord sur l'aéroport dépendait de la bonne foi des parties, et en particulier de la partie serbe dans le respect scrupuleux de ses engagements. La question de l'ouverture de couloirs de sécurité pour permettre la distribution de secours

humanitaires doit également être réglée. M. Boutros-Ghali a également demandé au général Nambiar d'étudier la possibilité d'une extension de la zone de sécurité à l'ensemble de la ville de Sarajevo, dans le cadre d'une seconde phase de négociations.

Sur le terrain, les irréguliers serbes ont pénétré les quartiers croates et musulmans de Sarajevo pendant toute la journée de vendredi. La radio locale a fait état de trois morts. Toutefois, la caserne Maréchal Tito à Sarajevo, où quelques 800 « fédéraux » et leurs

familles étaient bloqués depuis deux mois, a été évacuée sans incident grâce à une médiation de la FORPRONU.

Enfin, M. Bernard Kouchner, ministre français de la santé et de l'action humanitaire, a accompagné, dans la nuit de vendredi à samedi, un convoi de neuf camions qui devait acheminer l'aide humanitaire française et celle du Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés à Visoko, une bourgade située à 30 kilomètres de Sarajevo. (Reuters, AFP)

Selon M. Hans-Dietrich Genscher

L'Allemagne n'a pas fait cavalier seul dans la crise yougoslave

Au cours du premier « Club de Strasbourg », l'émission politique mensuelle de la chaîne culturelle européenne ARTE, M. Hans-Dietrich Genscher a indiqué, vendredi 5 juin, qu'il était prêt à prendre des responsabilités dans l'ancienne Allemagne de l'Est pour favoriser « l'unification interne ». Interrogé par des journalistes du *Monde*, de la *Repubblica*, de *Die Zeit*, et de l'hebdomadaire de Belgrade *Vreme*, l'ancien ministre des affaires étrangères a défendu la politique qu'il a menée dans la crise yougoslave.

Insistant sur le fait que les Allemands ayant toujours réclamé pour eux-mêmes le droit à l'autodétermination ils ne pouvaient refuser ce droit aux autres peuples, M. Genscher a nié que Bonn ait

exerçé, à la fin de l'année dernière, des pressions sur ses partenaires de la Communauté en faveur d'une reconnaissance de la Croatie et de la Slovénie. Interrogé sur la réunion du 16 décembre dernier au cours de laquelle les ministres des affaires étrangères des Douze s'étaient mis d'accord sur l'établissement de critères et un délai d'un mois avant toute décision, il a estimé que la RFA n'avait pas fait cavalier seul en annonçant dès le lendemain la reconnaissance des deux Républiques issues de la fédération yougoslave. « Nous avions annoncé à nos partenaires notre intention de reconnaître immédiatement la Croatie et la Slovénie et ils nous avaient donné leur accord », a déclaré M. Genscher.

GRANDE-BRETAGNE : anoblissement par M. Major

Mme Thatcher retrouve son « cabinet » à la Chambre des lords

LONDRES

de notre correspondant

Ce sera un « shadow cabinet » d'un type nouveau, mais peut-être plus menaçant que le très institutionnel « cabinet fantôme » de l'opposition : en confiant la peine à vie à M. Margaret Thatcher, ainsi qu'à neuf de ses anciens ministres - tous, comme M. Thatcher elle-même, nouveaux « barons » non héréditaires, - M. John Major fait de la chambre des lords le siège d'une rébellion potentielle : nul doute que la « dame de fer » va se servir de

cette tribune pour relancer, à la tête de ses principaux lieutenants désormais anoblis, la croisade anti-européenne. Mais le premier ministre, qui a accordé vingt et un titres nobiliaires dans la « liste des honneurs » annoncée vendredi 5 juin, ne pouvait pas faire autrement, noblesse et tradition obligent. La liste des honneurs est l'exemple le plus éloigné possible d'une « société sans classes », que prône M. Major. Mais le premier ministre a l'intention de réformer ce système. Pour la prochaine fois.

L. Z.

Du nouveau dans les week-ends

Franchement, vous ne comptiez pas aller chez votre belle-mère ce week-end ?

ÉCOUTEZ EUROPE 2 ET GAGNEZ CHAQUE DIMANCHE DES VOYAGES EN AMOUREUX



TOUTES LES FRÉQUENCES SUR 36 15 EUROPE 2, À PARIS SUR 103.5

RTL - St. Moritz

MICHEL

ARNIE

DE COSTER CENTRAL

RTL

EUROPE

Un entretien avec le ministre russe des affaires étrangères

Suite de la première page

« Ces Républiques ont compris qu'il valait mieux conclure avec la Russie une alliance politico-militaire sous une forme ou sous une autre. Ce processus est plus complexe avec les républiques européennes, c'est pourquoi il serait plus juste de parler d'une coopération avec une participation individuelle sous de multiples formes, plutôt que de l'échec de l'idée de communauté. Ce sera une communauté très diverse, complétée par des accords bilatéraux, par des petits regroupements autour d'intérêts communs.

Crimée : l'exemple de la Sarre

« Le problème des frontières est l'un des sujets de friction majeurs entre la Russie et les Républiques européennes. Pensez-vous qu'il soit possible que la Crimée soit rendue à la Russie ?

« Je ne l'exclus pas, je n'exclus pas que des changements territoriaux se produisent dans cette partie du monde. A ce sujet, le différend le plus important se joue entre nous - démocrates - et les communistes : quelles méthodes sont acceptables et efficaces ? Ils partent du principe, traditionnel chez les bolcheviks, selon lequel on peut régler ces problèmes par la force armée. Nous réfutons cela. Il faut régler les problèmes de manière civilisée, démocratique. Il est bien sûr très difficile de défendre ce point de vue dans l'atmosphère d'impudence qui règne chez nous en Russie aussi bien que dans

les autres Républiques. Le danger d'une revanche de l'appareil subside, pas forcément sous la forme d'un coup d'Etat, des chars dans la rue, mais sous la forme d'une prise des postes de commandement, dans l'armée, le ministère de l'Intérieur, l'ex-KGB.

« C'est pourquoi, bien sûr, il est particulièrement difficile de défendre une ligne démocratique. N'importe quel processus démocratique, comparé à la force, peut être assimilé à de l'inertie. S'il n'existait pas cette atmosphère de confrontation en Crimée, on pourrait consulter la population soit par référendum, soit par des élections, puis, conformément aux normes du droit international, en prenant en compte les intérêts de la Russie et de l'Ukraine, on pourrait résoudre ce problème par voie de négociation. Il me semble qu'il est égaré l'exemple de la Sarre est très significatif. Dans ce cas, la France et l'Allemagne, après avoir établi des relations amicales et proclamé leur union, ont réussi à résoudre ce problème.

« Ce pourrait être la même chose pour la Transnistrie ? Vous n'excluez pas qu'elle fasse un jour partie de la Russie ?

« On ne peut pas l'exclure. En ce qui concerne la Transnistrie, il est important que la Moldavie renonce à ses vues irréalistes. Je ne comprends pas pourquoi la Moldavie devrait à tout prix être un état unitaire, alors qu'elle comprend des régions comme la Transnistrie et la Gagauzie qui ont une histoire et une composition démographique tout à fait particulières. Il est indispensable de donner à la Transnistrie un statut politique et juridique à part, pour l'instant au sein de la Moldavie, parce que, pour l'instant, il n'y a pas d'autre

issue. Par la suite il y peut y avoir diverses solutions.

« Ne pensez-vous pas que le principe d'intangibilité des frontières en Europe est une règle d'or ?

« Si, c'est une des vaches sacrées qu'on ne peut ignorer. Le problème de l'intangibilité des frontières, tel qu'il est formulé dans le cadre de la CSCE, ne signifie absolument pas que les frontières ne peuvent changer sur la base d'accords. Mais il faut compter avec l'avis de la population des territoires dont nous parlons et engager un processus de négociations entre les Etats intéressés.

« Au Haut-Karabakh il y a eu une modification des frontières par la force.

« Ce qui change par la force sera à nouveau changé par la force. Les modifications territoriales obtenues par la force ne doivent pas être reconnues, dans le cas du Karabakh comme dans n'importe quel autre cas. Cela n'exclut pas que la volonté de la population puisse s'exprimer par des moyens démocratiques. Mais cela doit se faire, non pas sous la menace des armes, mais dans des conditions normales de liberté.

« Si la Russie ferme les yeux... »

« Certain pensent, en particulier en Ukraine, dans les pays baltes, que la Russie est revenue à une politique de grande puissance.

« La démocratie est un moyen d'appréhender les problèmes et de les résoudre. Si la Russie ferme les yeux sur ces problèmes, ça ne donnera rien de bon. Si les autres Etats considèrent qu'il s'agit de l'expansionnisme russe, alors on va se retrouver dans une impasse. Je ne vois rien là d'expansionniste, mais plutôt la reconnaissance de la réalité dans laquelle nous vivons. Il ne s'agit pas forcément de scinder ou de réunifier des territoires à

d'autres Etats, mais on pourrait envisager que les Etats reconnaissent en leur sein les territoires qui présentent des particularités. Ces régions peuvent avoir des contacts très étroits avec la Russie, des liens privilégiés. Cela ne doit pas faire peur.

« Le fait que la Russie se soit associée aux sanctions contre la Serbie a suscité ici-même de très vives critiques. Pensez-vous, dans ces conditions, pouvoir observer l'embargo de manière stricte ?

« Bien sûr, si nous avons voté pour, cela signifie que nous nous y tiendrons. Le problème n'est pas là. Il s'agit de comprendre ce qu'est l'embargo. On ne peut résoudre un problème par la seule voie des sanctions. C'est pourquoi nous avons fait une déclaration avant de voter les sanctions, où nous avons demandé à l'ONU et à la CSCE de s'engager sur le principe d'un règlement politique en Bosnie. J'ai moi-même proposé que des comités compétents soient créés au sein du Conseil de sécurité et dans le cadre de la CSCE, chargés, au quotidien, d'apprécier et d'élaborer des initiatives et des mesures complétant les sanctions dans la perspective d'une substitution de ces sanctions, car on évolue déjà vers un recul des positions bellicistes envers la Bosnie-Herzégovine : les sanctions vont manquer leur but.

« La pression sur Belgrade a joué son rôle, on pourra encore en user pendant un certain temps, mais déjà, par exemple, Milosevic a déclaré qu'il reconnaissait toutes les Républiques yougoslaves. C'est une évolution intéressante. C'est, pour ainsi dire, une manière de renoncer à ses revendications territoriales.

« A la veille du précédent voyage de M. Eltsine aux Etats-Unis, en février, les initiatives de désarmement s'étaient multipliées, on avait même évoqué

même proposé que des comités compétents soient créés au sein du Conseil de sécurité et dans le cadre de la CSCE, chargés, au quotidien, d'apprécier et d'élaborer des initiatives et des mesures complétant les sanctions dans la perspective d'une substitution de ces sanctions, car on évolue déjà vers un recul des positions bellicistes envers la Bosnie-Herzégovine : les sanctions vont manquer leur but.

« La pression sur Belgrade a joué son rôle, on pourra encore en user pendant un certain temps, mais déjà, par exemple, Milosevic a déclaré qu'il reconnaissait toutes les Républiques yougoslaves. C'est une évolution intéressante. C'est, pour ainsi dire, une manière de renoncer à ses revendications territoriales.

« A la veille du précédent voyage de M. Eltsine aux Etats-Unis, en février, les initiatives de désarmement s'étaient multipliées, on avait même évoqué

des projets spectaculaires comme la participation de la Russie à la création d'un « buffer state », en commun avec les Etats-Unis. Présentement, c'est plutôt le silence.

« C'est le silence pour une simple raison : on travaille sur la manière pratique de rapprocher les différentes propositions. N'oublions pas que la réduction et la liquidation des armes stratégiques sont une vaste entreprise technique et industrielle. Cela coûte très cher, il faut en tenir compte.

« Il y a un complexe militaro-industriel »

« Et peut-être aussi de certains de vos généraux, qui appellent sur le front ?

« Je ne le cache pas. Il y a des points de vue divers. Il y a un complexe militaro-industriel. Je vous ai dit que la possibilité d'une opposition ou même d'une revanche de la part de la bureaucratie est très réelle. Il y a des gens qui ont du mal à s'adapter, tout particulièrement les militaires, c'est tout naturel. Même les diplomates, d'ailleurs. Pour des hommes qui depuis trente ans, depuis leurs premiers pas militaires ou diplomatiques, se sont habitués à considérer les Etats-Unis, l'Ouest, l'OTAN, comme des adversaires, c'est très difficile d'admettre que ce qui était noir devienne blanc.

« Vous ne pensez pas aussi que les Américains sont aujourd'hui moins enthousiastes à l'égard de la Russie en général et de votre politique en particulier ?

« Le problème consiste à voir la Russie sous des couleurs plus variées. L'URSS était une société fermée, un ennemi monolithique, puis est apparu Gorbatchev, et on lui a assimilé tout ce qu'il y avait de bon dans cette époque, à nouveau comme un monolithisme, un symbole. Et aujourd'hui encore il est difficile de sortir d'une concep-

Pour que la Russie devienne un pays « normal »

M. Andreï Kozyrev est l'un des points de mire favoris de ceux qu'on appelle en Russie les « nationaux-patriotes » et des nostalgiques de l'URSS, qui lui reprochent de ne pas défendre avec assez de fermeté le statut de grande puissance de la Russie ou les intérêts des Russes à l'extérieur des frontières. Pourtant, sa manière d'envisager des modifications territoriales risque de faire grincer des dents chez les voisins de la Russie, même s'il réclame avec énergie toute solution fondée sur la force et les méthodes « bolcheviques ».

Nommé ministre des affaires étrangères à une époque

(novembre 1990) où la Russie ne pouvait avoir de politique extérieure propre, M. Kozyrev a longtemps été considéré avec condescendance par les vieux routiers de la diplomatie soviétique. Cet homme de quarante et un ans parle à voix basse, affirme, à travers un langage enveloppé, de très fortes convictions et assume désormais sa fonction sans complexe. Mais son ambition, est bien différente de celle de ses illustres prédécesseurs. Andreï Gromyko ou même Edouard Chevardnadze : il veut tout simplement que son pays devienne « normal ».

J. K.

ASIE

LOIN DES CAPITALES

Olongapo en mal d'Américains

OLONGAPO

de notre envoyé spécial

On dirait une ville de villégiature hors saison. Enfilade d'hôtels, de boîtes de nuit, boutiques de souvenirs, fast-food et tailleurs fermés. La rue qui longe sur 3 kilomètres les grillages de la base est déserte. Des camions barrent les portails d'entrée. Un drapeau américain flotte encore : celui du cimetière. Dans la tour de contrôle, dont les appareils sophistiqués ont été retirés, du contreplaqué bouchent les trous des consoles. Un seul aiguilleur du ciel philippin guide, à l'aide d'une radio portative, les rares appareils civils qui se posent sur ce qui fut l'un des points-clés de la stratégie américaine en Asie : la base aérienne de Clark.

Angeles-City, la ville qui a vécu grâce à Clark, est progressivement abandonnée par ses habitants. Dans la bourgade de Margot, à 1 kilomètre de l'enceinte, 80 % des 2 700 habitants travaillent pour les Américains. Ils sont tous au chômage. M. Feligio Macapagal, qui espérait que son fils pourrait lui succéder à la présidence, vend des balais (sauf couverts, mets appréciés des Philippines). Il gagne bien sa vie avec 7 000 pesos par mois (1 600 F). Aujourd'hui, il en réunit péniblement 50 par jour.

Les 10 000 anciens employés de la base sont dans le même cas. Les salariés permanents ont bénéficié d'une prime de licenciement, les temporaires n'ont rien eu. Pour M. Antonio Carlos, qui pédale sur un tricycle à la recherche de clients, il ne reste qu'une solution : utiliser sa qualification pour aller travailler au Proche-Orient tandis que sa femme lui fait la domestique au Japon.

Il y a un an, les Philippines n'auraient jamais imaginé qu'un jour les Américains quitteraient l'archipel. La base navale de Subic Bay, entrepôt et chantier de réparation pour la VII^e flotte croisant en mer de Chine, comme celle de Clark, semblait immuable. Leur démantèlement était certes une exigence ancienne de la gauche nationaliste. Mais rares étaient ceux qui pensaient que les choses iraient aussi vite.

La fuite au Pinatubo

A Angeles, la population n'éprouve pas de ressentiment à l'égard des Américains ou des sénateurs qui ont voté en septembre dernier l'abrogation du traité sur les bases. « C'est lui le responsable », dit, fataliste, M. Macapagal, indiquant du menton le volcan Pinatubo, dont le silhouetier se profile dans la brume de che-

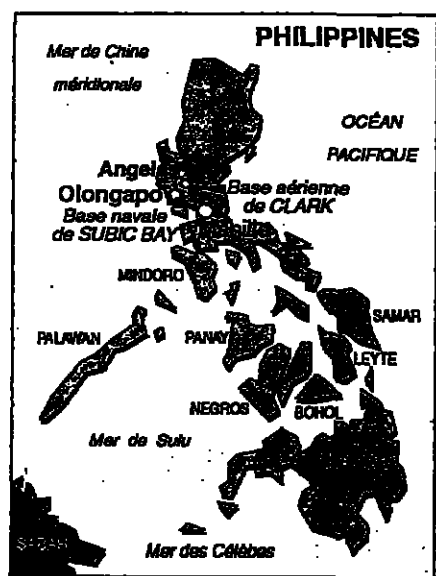
leur à 16 kilomètres. Son éruption, en juin 1991, fut à l'origine de la décision de Washington.

On n'a guère parlé des bases lors de la récente campagne présidentielle. Excepté à Angeles et à Olongapo, ville accrochée à Subic Bay, qui sera fermée le 31 décembre. Le précédent de Clark inquiète. Les atterrissements sur la reconversion et le pillage systématique de Clark augurent mal de l'avenir.

A l'entrée principale, une pancarte affirme que la base ne subira pas le même sort que Clark. Olongapo est encore plus dépendante de Subic Bay que Angeles ne l'était de Clark. Le maire sortant et triomphalement réélu, M. Richard Gordon, affirme qu'Olongapo connaîtra une renaissance après le départ des Américains. Il voudrait transformer la base en port franc. Il doit se rendre au Japon, à Hong Kong et à Singapour pour essayer d'attirer des investisseurs, à qui seraient loués les équipements laissés par les Américains, dont la valeur, avant l'éruption du Pinatubo, était estimée à 2 milliards de dollars.

L'idée est séduisante, mais difficile à mettre en pratique compte tenu de la situation des Philippines : exécutif faible, paralysie de l'administration, absence de fonds et de coordination entre les instances nationales et locales. La volontarisme du maire est destiné à freiner un exode de la population qui constitue, par sa qualification, le seul véritable atout de la ville.

Faute de ressources à consacrer à la recon-



version des bases, le gouvernement n'a d'autre choix que de faire appel au secteur privé. Si elle était réussie, la transformation de Subic Bay et de Clark serait un remarquable exemple de privatisation. Subic Bay couvre 20 000 hectares et emploie 32 000 personnes, dont la majorité est bien qualifiée. Mais c'est aussi une main d'œuvre habituée à des salaires élevés : 3,5 dollars de l'heure, quinze fois le salaire minimum. Il est peu vraisemblable que les investisseurs soient disposés à payer autant.

Les Japonais semblent intéressés. Une vingtaine d'entreprises - dont les sept plus grandes maisons de commerce - ont annoncé leur intention de s'installer à Subic. Angeles, en revanche, suscite moins d'intérêt : le risque que constitue le Pinatubo reste dissuasif pour une reconversion de Clark en aéroport civil. Dans les deux cas, il faudra procéder à d'importants travaux d'infrastructure : à une centaine de kilomètres de Manila, Subic Bay et Clark sont, en réalité, à trois heures et demi de route de la capitale. Pendant la saison des pluies, la route, endommagée par les cendres du Pinatubo, devient impraticable.

Richesse écologique

Le départ des Américains risque d'avoir un autre effet négatif : la disparition de l'une des dernières régions du pays où l'environnement est resté à l'abri des prédateurs. Subic Bay renferme 10 000 hectares de forêt pratiquement vierge, peuplée d'une faune d'une étonnante richesse, qui a profité des mesures de sécurité de la base.

Aux Philippines, la politique de protection de l'environnement n'est guère encourageante. Les forêts disparaissent au rythme de 2,5 % par an, soit trois fois celui du déboisement causé par les pluies acides. Dans le parc national de Batjan, jouxtant la zone contrôlée par les Américains, 3 200 hectares ont été déboisés illégalement. Le gouvernement ne consacre que 2 000 dollars par an pour la protection de ce parc.

Le départ des Américains ne met pas seulement au chômage les employés des bases et quelque 15 000 « hôtesse » de bars. Il menace aussi la survie des aigles, des serpents et des singes des forêts de Subic Bay, qui comptent en outre des espèces devenues rares de bois précieux. Un lourd héritage pour le nouveau gouvernement.

PHILIPPE PONS

PAKISTAN

Les incidents se multiplient entre communautés musulmanes

Les autorités s'inquiètent d'un regain d'incidents entre les communautés musulmanes coexistait au Pakistan. Les sunnites, très majoritaires, les chiites, représentant quelque 20 % de la population, et les ismaéliens, peu nombreux mais très influents.

Le dernier en date de ces incidents est l'explosion d'une bombe, à la fin de la prière du vendredi 5 juin, dans la mosquée d'une communauté sunnite extrémiste, l'Anjuman Sipah-e-Sahaba, située près du centre de Karachi, rapporte l'AFP. Il y a eu 21 blessés. Des sympathisants d'Anjuman ont récemment l'objet de plusieurs attaques. L'attentat contre la mosquée est survenu alors que s'organisaient les funérailles, dans un quartier chiite proche, de deux jeunes gens assassinés par des inconnus.

Des forces militaires ont pris position pour prévenir des affrontements entre communautés musulmanes de la capitale du Sind. Karachi est depuis des années une poudrière de tensions ethniques et politiques. L'enlèvement, le 14 mai, d'un important homme d'affaires, M. Ashiq Ali, représentant au Pakistan de l'Agha Khan, chef des ismaéliens, avait déjà fourni à l'ala-

mabad l'occasion de conférer à l'armée des pouvoirs spéciaux dans le Sind. La célébration, très ostentatoire à Karachi, du *moharram*, le grand deuil annuel des chiites, renforce les craintes des autorités.

La tension ne se limite pas à la province méridionale. L'assassinat le 30 mai, à Lahore, d'un dignitaire chiite a aussi semé le trouble dans le nord. Des affrontements ont eu lieu le 1^{er} juin entre les deux communautés à Gilgit, le district le plus septentrional du pays. Douze personnes ont été tuées. Islamabad a décrété un couvre-feu.

Les Pakistanais soupçonnent des provocations indiennes. New Delhi est accusée de vouloir « faire payer » à Islamabad le soutien que cette capitale ne cache pas d'accorder aux groupes armés cachemiris qui contestent la souveraineté de l'Inde sur leur territoire. La tension entre les deux capitales s'est accrue, fin mai, lorsqu'un commando appartenant sans doute aux services spéciaux militaires pakistanais a molesté un diplomate du pays voisin, lui-même présumé se livrer à l'espionnage. Des discussions bilatérales prévues début de juin ont été reportées sine die.

J.-P. C.

EN BREF

o AUSTRALIE : procès d'un présumé nazi. — La Cour suprême a fixé au 6 juillet l'ouverture du procès d'un ex-citoyen soviétique devenu Australien, Ivan Polyukhovitch, âgé de soixante-quinze ans, est soupçonné d'avoir commis des atrocités pendant la seconde guerre mondiale. L'inculpé devra répondre du meurtre de six juifs, perpétré fin 1942. Il appartenait alors, selon l'accusation, à un escadron de police ukrainienne formé par les nazis. Une loi adoptée en 1989 a rendu possible ce procès, en autorisant désormais la poursuite de personnes vivant en Australie et soupçonnées d'avoir commis des crimes de guerre en Europe durant la seconde guerre mondiale. (Reuters)

o Un tribunal fédéral américain ouvre le dossier Demjanjuk. — Un tribunal fédéral américain a rouvert, vendredi 5 juin, le dossier de l'extradition vers Israël, en 1986, de John Demjanjuk, condamné à

mort dans ce pays sous l'accusation d'avoir été « Ivan le Terrible », le bourreau du camp de la mort de Treblinka. L'ordre d'extradition a peut-être été pris à tort « parce qu'il reposait sur des informations erronées », a estimé la sixième Cour d'appel fédérale basée à Cincinnati (Ohio), alors que se déroule en Israël le procès en appel de Demjanjuk. (AFP)

o L'IRAK : l'Irak a remis à l'ONU un rapport sur ses armes de destruction massive. — L'Irak a remis, jeudi 4 juin, à des représentants de l'ONU à Bagdad un rapport sur ses armes de destruction massive, présenté comme « complet », mais qui laisse « sceptique » M. Dimitri Pericic, chef d'une mission d'experts nucléaires de l'ONU en Irak. Le rapport, qui comporte plusieurs centaines de pages, est rédigé en arabe et sa traduction prendra un certain temps, a dit M. Pericic. (AFP)

EUROPE

tion stéréotypée des relations avec la Russie. Tout le monde admet qu'aux États-Unis il y a au moins deux points de vue, à savoir l'administration et le Congrès, sur la question des désaccords; tout le monde considère que c'est normal. Il faut comprendre que chez nous il y a des conservateurs et le danger d'une revanche de l'appareil, mais aussi un très grand potentiel de développement démocratique.

Il ne semble pas qu'on trouve au sein de l'exécutif américain des divergences aussi grandes que celles qui vous séparent par exemple du vice-président, le général Rumsfeld?

C'est vrai. C'est la vie, je n'y peux rien.

Vous considérez-vous comme le successeur de personnalités comme Andreï Gromyko ou Edouard Chevardnadze, au même titre que la Russie se considère comme le successeur de l'URSS sur la scène internationale?

Oui, bien sûr, je sens le poids de cette responsabilité. Mais je ne veux pas être un simple continuateur. Il faut changer radicalement le système, l'orientation de la politique extérieure. Gromyko, c'était la coexistence obligée avec l'Occident, conçue comme une forme de lutte. Chevardnadze, c'était une tentative pour donner à cette lutte un visage humain comme au communisme lui-même. Mon souhait, c'est que la Russie devienne une démocratie normale et qu'elle considère les États civilisés occidentaux comme ses partenaires et alliés naturels, ce qui, bien entendu, n'exclut pas des désaccords, comme c'est le cas dans la communauté occidentale.

Vous voulez un pays « normal »?

Oui, normal. Mais c'est un pays énorme. Plusieurs petits pays d'Europe de l'Ouest ont suivi une voie semblable, de la dictature, d'un régime totalitaire, à l'intégration progressive dans la communauté occidentale. Mais la différence c'est que la Russie, ne



serait-ce qu'en raison de sa taille, ne peut pas être absorbée comme cela; il faut un effort des deux côtés.

Vous ne pensez donc pas que la Russie risque plutôt de s'engager sur la voie du tiers-monde?

C'est précisément ce qu'essaie de nous imposer l'opposition, ce complexe d'infériorité. Le complexe d'une nation attardée, qui doit toujours suivre une voie différente, soit communiste, soit maintenant ultra-nationaliste. La menace existe, mais ce serait une catastrophe.

Propos recueillis par
JAN KRAUZE

HAUT-KARABAKH : M. Chevardnadze propose une médiation. - Le président arménien, M. Levon Ter-Petrossian, a accepté une offre de médiation dans le conflit du Karabakh, offerte par son homologue géorgien Edouard Chevardnadze lors d'une rencontre, vendredi 5 juin, en Arménie, selon l'agence Interfax. Dix-sept personnes ont encore trouvé la mort ces trois derniers jours dans ce conflit, dont sont aussi saisis des délégués de la CSCE qui reprendront leurs discussions le 15 juin à Rome. - (AFP)

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

Les primaires ont confirmé le rôle grandissant des femmes en politique

L'ultime série d'élections primaires, organisées le 2 juin, a permis de faire le bilan suivant : 51 femmes sont candidates à l'un des 435 sièges de la Chambre des représentants, qui ne compte actuellement que 28 femmes. Au Sénat, les femmes, qui ne sont que deux actuellement pour 98 hommes, pourraient bien être six. Devant le succès de M^{me} Dianne Feinstein et Barbara Boxer aux primaires sénatoriales de Californie, plusieurs commentateurs n'hésitent plus à prédire que 1992 sera « l'année des femmes » en politique.

SAN FRANCISCO

correspondance

Les femmes fêtent leur victoire en Californie. Choies, non sans surprise, à l'issue des primaires du 2 juin, M^{me} Dianne Feinstein et Barbara Boxer seront les candidates du Parti démocrate pour les deux postes de sénateurs de la Californie, à pourvoir en novembre. Cette double victoire est d'autant plus remarquable qu'aucune femme n'avait remporté une élection primaire sénatoriale en Californie depuis 1950. Toutes deux portaient pourtant avec un sérieux handicap.

L'effet Anita Hill

M^{me} Boxer, qui termine son cinquième mandat à la Chambre des représentants, figure sur la liste des élus qui ont abusé de leur privilège bancaire : elle avait signé 143 chèques sans provision. Ses adversaires pour les primaires, deux hommes qui prenaient de haut cette candidate au budget électoral modeste, n'avaient pas manqué de rappeler ce faux pas. L'ancien maire de San Francisco Dianne Feinstein a en droit, elle aussi, aux coups bas. Son adversaire, Gray Davis, l'a attaquée pour une grossière erreur de comptabilité lors de sa campagne de 1990, menée - en vain - pour le poste de gouverneur de la Californie. Il ne s'est pas privé de quelques allusions à connotation antisémite, en la comparant à la propriétaire d'hôtels new-yorkais. Leona Helmsley,

condamnée à la prison pour fraude fiscale.

Les deux candidates ont, en retour, évoqué les symboles de la domination masculine du pouvoir politique, comme l'avaient fait, avec le même succès lors de précédentes primaires sénatoriales, les candidates démocrates Carol Mosley Braun dans l'Illinois (le Monde du 4 avril) et Lynn Yeakel en Pennsylvanie. Elles ont appelé l'image, encore fraîche dans les mémoires, de la juriste noire Anita Hill, venue témoigner pour harcèlement sexuel lors des auditions pour la confirmation du juge Clarence Thomas à la Cour suprême, devant le comité sénatorial constitué seulement d'hommes. Leur discours pour la défense du « libre choix » pour l'avortement a touché nombre d'électeurs, au moment où la Cour suprême s'appête à prendre une décision qui pourrait restreindre la liberté des femmes en ce domaine. Selon un sondage du New York Times effectué en Californie, trois démocrates sur cinq et deux républicains sur cinq - en deçà de la position du président Bush - seraient opposés à toute restriction de ce droit.

Progressistes, les Californiens ont par ailleurs voté en faveur de la « proposition Feinstein » qui vise à réformer la police de Los Angeles, en lui imposant un contrôle par les élus. Les conservateurs, qui soutiennent le chef de la police Daryl Gates, s'y opposaient vigoureusement.

M^{me} Feinstein sera confrontée en novembre au républicain sortant modéré John Seymour, proche du président Bush, tandis que M^{me} Boxer aura pour adversaire le républicain ultra-conservateur Bruce Hershenov. L'un et l'autre risquent de connaître quelques difficultés sur une terre que les républicains cherchent à tout prix à dominer.

Dans les élections primaires californiennes pour la Chambre des représentants, l'émergence des femmes, avec 17 victoires sur les 52 circonscriptions de l'État, a été tout aussi nette. Maureen Reagan, la fille de l'ancien président, qui se présentait à l'une des primaires républicaines de cet État, a tout de suite été battue par une autre femme, plus intrépidement dans son opposition à l'avortement.

RÉGIS NAVARRE

AFGHANISTAN

Plus de cent morts dans les combats de Kaboul

Les combats entre moudjahidins de la faction sunnite du Itshad et ceux du groupe chiite Wahdat se sont étendus vendredi 5 juin au centre de Kaboul. Les deux factions se sont affrontées à la roquette non loin du palais présidentiel.

Le chef du gouvernement intérimaire, M. Modjeddin, avait menacé jeudi de faire intervenir les forces du commandant Massoud et les milices ouzbèkes du général Dostom si un cessez-le-feu n'intervenait pas. Mais le ministre de la défense n'a, jusqu'à présent, envoyé que quelques chars aux abords des lieux de combat. Le chef de la police, le commandant Abdul Haq, a indiqué que cent personnes au moins avaient été tuées. Près de huit cents civils seraient toujours retenus en otage par les factions rivales. Des exécutions ont également eu lieu.

Le secrétaire général des Nations unies, M. Boutros-Ghali, a exprimé vendredi son inquiétude devant la poursuite des affrontements. Il a également lancé un appel à la communauté internationale afin qu'elle fournisse 180 millions de dollars d'ici la fin de l'année pour aider à la reconstruction du pays. Par ailleurs, le roi Fahd d'Arabie a exhorté les factions afghanes à mettre fin à « l'effusion de sang ». - (AFP, Reuter.)

ÉTATS-UNIS

La Chambre des représentants vote un budget de la défense réduit

Par 198 voix contre 188, la Chambre des représentants a voté, vendredi 5 juin, une proposition de budget de défense d'un montant de 270 milliards de dollars, soit 11 milliards de moins que ce que le président Bush avait prévu. Les représentants ont approuvé la construction de vingt bombardiers furtifs B-2, mais leur texte rogne sur les dépenses de crédit pour l'initiative de défense stratégique (4,3 milliards de dollars accordés au lieu des 5,4 milliards souhaités).

Il prévoit aussi une réduction des troupes américaines à l'étranger supérieure à celle envisagée par la Maison Blanche, en diminuant d'environ 3,5 milliards de dollars les crédits à ce chapitre. Le nombre de soldats stationnés en Europe serait ramené de 235 000 à 100 000 en 1995, d'après la proposition des représentants. Le Sénat doit préparer sa propre version.

A TRAVERS LE MONDE

SOMALIE

Sept tonnes d'aide alimentaire pillées

Les membres du Conseil de sécurité de l'ONU ont exprimé leur indignation, vendredi 5 juin, à New-York, après le pillage de 7 tonnes d'aide humanitaire, entreposées dans l'aéroport de Mogadiscio. Certains d'entre eux ont, notamment, dénoncé l'attitude du général Aidid, chef d'une des factions locales, qui a refusé d'autoriser des membres de l'ONU à escorter les convois. Qualifiant ce vol d'« inadmissible », le président en exercice du Conseil, l'ambassadeur de Belgique, M. Paul Nizkor, a demandé au secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, d'examiner « immédiatement » les moyens de protéger l'assistance humanitaire, dans la capitale somalienne.

L'ambassadeur de l'ONU en Somalie, M. Mohammed Sahnoun, a suggéré de recourir à des escortes de Somaliens armés, pour garder les stocks de ravitaillement. De son côté, le secrétaire général de l'ONU a souhaité l'envoi d'un contingent de cinq cents hommes, que le Pakistan serait prêt à fournir. S'il se réalisait, ce serait constituerait une première dans l'histoire des Nations unies. - (AFP, Reuter.)

IRLANDE

Vers un référendum sur le divorce

Le premier ministre irlandais, M. Albert Reynolds, a indiqué, vendredi 5 juin, devant le Parlement irlandais, qu'un référendum sur le divorce pourrait avoir lieu en Irlande d'ici aux prochaines élections de 1994. M. Reynolds a indiqué qu'un Livre blanc sur le divorce, qui est toujours interdit en Irlande, devrait être publié avant la fin de l'année, et qu'une consultation pourrait suivre à une date indéterminée. Le dernier référendum sur le divorce en Irlande a eu lieu en 1986. Les deux tiers des Irlandais avaient alors voté pour le maintien de l'interdiction. - (AFP.)

ROUMANIE

M. Iliescu candidat « probable » à l'élection présidentielle

Le président roumain, M. Ion Iliescu, a déclaré pour la première fois, vendredi 5 juin, qu'il allait « probablement » se présenter à la prochaine élection présidentielle. La date du scrutin n'a pas encore été fixée. Le Front démocratique de salut national, né d'une scission du Front de salut national (FSN), avait déjà proposé la candidature de M. Iliescu qui conserve, selon les sondages, de bonnes chances de l'emporter.

Le FSN, dirigé par l'ex-premier ministre, M. Petre Roman, n'a toujours pas désigné son candidat. L'opposition, réunie au sein de la Convention démocratique, doit bientôt choisir le sien. Les deux Chambres du Parlement doivent se réunir, lundi 8 juin, pour tenter de régler leur différend sur la date des élections. - (Corresp.)

Du nouveau dans les concerts

Franchement, vous avez le temps de faire la queue pour aller aux concerts, vous ?

GAGNEZ 100 PLACES POUR LE CONCERT CLAPTON - ELTON JOHN LE 18 JUIN À PARIS AVEC



TOUTES LES FRÉQUENCES SUR 36.15 EUROPE 2, À PARIS SUR 103.5

(Publicité)

SAUVONS LES ENSEIGNEMENTS LITTÉRAIRES

L'Association S.E.L. avait pris connaissance avec joie des bonnes intentions du Ministre de l'Éducation et de la Culture, qui laissent espérer le maintien des études de grec et de latin au lycée : c'était se réjouir trop tôt.

Chaque jour, nous apprenons que les instructions rectoires multiplient les obstacles, au point que ces disciplines sont aujourd'hui plus menacées que jamais.

Nous souhaitons informer le public de cette situation à laquelle, de notre côté, nous comptons bien faire face. Nous interviendrons avec toute la fermeté possible en ce qui concerne l'élaboration des textes à venir.

Nous vous invitons à rejoindre les milliers d'adhérents que nous comptons déjà, et nous demandons aux professeurs, aux parents, aux élèves, de tout faire sur place pour que soit, dès maintenant, sauvegardé le libre accès aux options littéraires.

SAUVEGARDE DES ENSEIGNEMENTS LITTÉRAIRES,

15, rue du Pré-aux-Clercs, 75007 Paris,

sous la présidence de Jacqueline de Romilly, de l'Académie Française.

DIPLOMATIE

Le processus de désarmement

Les Etats de la CEI s'engagent à ratifier le traité sur les forces conventionnelles

L'une des hypothèses qui pesait sur la poursuite du processus de désarmement en Europe a été levée vendredi 5 juin à Oslo, avec la signature par les ministres des affaires étrangères de l'OTAN, des Etats issus de l'ex-Union soviétique et des autres anciens membres du pacte de Varsovie, d'un document qui permettra l'entrée en vigueur du traité sur les forces conventionnelles en Europe (FCE) signé en novembre 1990 à Paris.

Ce traité avait été négocié entre l'OTAN et le pacte de Varsovie et, moyennant de fortes réductions, établissait une parité Est-Ouest pour certaines catégories d'armements conventionnels (chars, véhicules blindés, artillerie, avions de combat, hélicoptères). L'essentiel des réductions (environ les neuf dixièmes) incomberait aux pays membres du pacte de Varsovie et en particulier à l'URSS. La dislocation de ce traité en avait suspendu l'entrée en vigueur.

Il fallait en effet que les nouvelles Républiques de la CEI s'engagent sur la répartition entre elles des limitations que le texte avait globalement imposées à l'Union soviétique. Cet accord sur les chiffres a été acquis le

15 mai lors d'une réunion de la CEI à Tachkent, à la surprise des Occidentaux qui commençaient à ne plus y croire.

Il a été entériné à Oslo par un document dans lequel la Russie, l'Ukraine, la Biélorussie, la Moldavie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie et le Kazakhstan, concernés par ces mesures de désarmement dont la zone d'application géographique va de l'Atlantique à l'Oural, reprennent à leur compte les engagements de M. Gorbatchev et affirment leur intention de procéder à la ratification avant le sommet de la CSCE (Conférence sur la sécurité et le désarmement en Europe) qui doit se tenir les 9 et 10 juillet à Helsinki. On n'exclut pas cependant des difficultés pour la ratification dans certains Etats comme la Biélorussie.

Des négociations se poursuivent à Vienne entre représentants des mêmes pays (OTAN et anciens membres du pacte de Varsovie) sur la réduction des effectifs. Le sommet d'Helsinki devrait se prononcer sur la façon de poursuivre ce processus de désarmement, notamment sur l'opportunité de l'étendre à tous les autres pays membres de la CSCE.

L'enquête sur l'assassinat de Chapour Bakhtiar

L'Iran veut éviter une détérioration de ses relations avec la France

De passage à Paris en route pour le Sommet de Rio, le vice-ministre iranien des affaires étrangères, M. Mahmoud Vaezi, s'est entretenu vendredi 5 juin à Paris, à sa propre demande, avec le secrétaire-général du Quai d'Orsay, M. Serge Boidevaux. Cette rencontre a eu lieu dix jours après l'inculpation par la justice française d'un ressortissant iranien, M. Zeyar Sarhadi, pour « complicité d'assassinat » de l'ex-premier ministre iranien Chapour Bakhtiar, à Suresnes, en août 1991. Téhéran, qui avait aussitôt réclamé la libération « immédiate » de M. Sarhadi - arrêté en Suisse le 23 décembre et extradé vers la France le 26 mai (le Monde du 28 mai), - semble chercher aujourd'hui à calmer le jeu.

Faut-il voir dans l'attitude de l'Iran la conséquence de la victoire des « pragmatiques » aux élections législatives du mois de mai ? Le gouvernement du président Ali Akbar Hashemi Rafsanjani a opté pour la diplomatie discrète dans cette affaire, malgré le déchaînement contre la France, il y a quelques jours encore, de la presse qui reflète les vus des « durs » à Téhéran.

Le message transmis par M. Vaezi peut être ainsi paraphrasé : « La justice doit suivre son cours, soit ! Mais nous souhaiterions que les choses aillent vite et que soit rapidement ôté cette épine qui perturbe les relations franco-iraniennes ». C'est une façon de dire, sans acrimonie, que nul ne peut préjuger de l'avenir et que si M. Rafsanjani a les coudes suffisamment franchement aujourd'hui pour traiter cette affaire sans passion, tel pourrait ne plus être le cas demain. Car il ne faut pas oublier que, pour telle ou telle autre raison, il doit un jour donner des gages aux « radicaux ».

Le journal Ettela'at, proche du régime, avait annoncé la couleur il y a quelques jours. Cette affaire pourrait avoir échappé à la « volonté » du gouvernement de Paris et être le résultat de « rivalités internes françaises », écrivait-il lundi 1^{er} juin. Ce qui compte aujourd'hui, c'est que la France donne des « assurances suffisantes » pour que cet « incident mineur » ne perturbe pas des relations qui pourraient être « exemplaires », ajoutait-il.

En clair, cela signifie que quelles que soient les conclusions de l'enquête, l'Iran souhaite qu'elles n'écaboussent pas les relations d'Etat à Etat entre Paris et Téhéran. Etrange changement de ton par rapport à la fin de l'année dernière, lorsque l'Iran, tout en affir-

mant n'avoir aucune responsabilité dans l'assassinat de Chapour Bakhtiar, n'en était pas moins monté au créneau lors de l'arrestation de M. Sarhadi, mettant provisoirement à mal ses liens avec la Suisse et contestant à la France le droit de demander l'extradition du présumé coupable. Mais c'était avant les législatives...

Visites reportées

S'il s'est attendu dire à Paris que l'affaire était entre les mains du juge, souverain en la matière, M. Vaezi - un familier du Quai d'Orsay puisque c'est lui qui, avec l'ancien secrétaire général, M. François Schœr, a mené et conclu la négociation sur les contentieux financiers franco-iraniens - n'a pas moins été assuré que M. Sarhadi bénéficierait de tous les droits et garanties prévus par les textes.

En attendant les résultats de l'enquête, dans laquelle des présomptions pèsent sur le gouvernement iranien, Paris ne peut pas franchir certaines lignes rouges. D'où le report à une date indéterminée d'une visite à Téhéran de M. Mitterrand, pour laquelle il est vaine aucune date n'avait été fixée, mais qui devait se dérouler à l'automne 1991. Et d'une autre, elle aussi restée en pointillé, mais qui était tenue pour acquise, du ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas.

Si, dans le domaine commercial et économique, les choses vont plutôt bien entre la France et l'Iran, les sociétés françaises continuent de se heurter à des difficultés administratives en Iran qui entravent la garantie de leurs investissements. Aucun contrat ne peut prévoir une clause d'arbitrage international, car la Constitution iranienne exige qu'un tel recours soit approuvé par un vote au cas par cas du Parlement.

Il y a quelque temps, Téhéran avait promis un avis interprétatif de la Cour constitutionnelle à ce sujet, mais, à ce jour, cet avis n'a pas été rendu. Autre problème : la Banque centrale iranienne refuse d'offrir noir sur blanc, dans les contrats, sa garantie aux contrats conclus, même si elle s'engage verbalement à intervenir en cas de défaillance. Il reste que les sociétés allemandes et italiennes, notamment, s'accommodent fort bien de ces lois. M. M. Boidevaux et Vaezi ont évoqué ces difficultés sans y apporter de solution. Ils ont également discuté de la situation en Asie centrale et dans le Caucase, dans la continuité des entretiens que le directeur Afrique du Nord-Moyen-Orient, M. Jean Lafrance, avait eus en mars dernier à Téhéran avec des responsables iraniens.

MOUNA NAÏM

A moins de douze jours du référendum sur le traité de Maastricht, le premier ministre irlandais, M. Albert Reynolds affirme que son pays relèvera « le défi » de la ratification.

DUBLIN

de notre envoyé spécial

« Les yeux de l'Europe sont tournés vers l'Irlande en ce moment, et je crois que le peuple irlandais va répondre à ce défi », a affirmé le premier ministre, M. Albert Reynolds, Fianna Fáil (nationaliste), vendredi 5 juin, au cours d'une rencontre avec des journalistes spécialistes des questions européennes, venus de Paris, Bruxelles et Londres.

M. Reynolds n'entend pas marquer le pas à la suite du rejet danois. Bien au contraire, il estime « que cela va donner un nouvel élan » à sa campagne et que les électeurs irlandais, foudroyés par le contre-exemple de Copenhague, vont venir renforcer, le 18 juin, le clan des pro-Maastricht qui, selon les sondages, rassemblerait, avant la surprise danoise, 60 % de l'électorat avec, il est vrai, 30 % d'indécis.

Le premier ministre irlandais qui affronte un regain de mobil-

sation des « anti-Maastricht » (le Monde du 4 juin) estime que rien n'a changé aujourd'hui, sous le ciel de l'Irlande et que les raisons de la profonde adhésion de son pays à l'Europe restent toujours aussi solides. Un seul mot semble le résumer : l'économie. « La grande différence avec le Danemark qui a une économie développée, souligne-t-il, c'est que notre pays a une économie en cours de développement ». C'est ce que les affiches placardées dans Dublin rappellent d'une façon lapidaire en donnant une estimation des aides diverses que l'Irlande devrait recevoir de la CEE dans les prochaines années : « L'Irlande ne peut pas se passer de 6 milliards de livres ».

« Être en première ligne »

Pour ne pas apparaître trop mercantile, M. Reynolds affirme ne pas oublier que l'Europe ne se réduit pas à un tas de laine et que l'avenir de l'agriculture, les droits des travailleurs, ceux des femmes, la culture, etc., font également partie intégrante des acquis communautaires. Reste que les changements économiques pèseront lourd le 18 juin, même

si l'attachement à l'Europe semble être une caractéristique assez naturelle ici, notamment chez les jeunes.

Des sondages informels réalisés dans la rue par les télévisions confirment cette tendance de fond. En outre, les « forces vives » du pays (la plupart des partis politiques, les milieux d'affaires, le monde paysan, les syndicats) sont également favorables à la ratification. Mais certains observateurs font valoir que le nombre élevé des indécis, le renfort apporté aux partisans du « non » par le Danemark, la complexité d'un traité dont l'homme de la rue saisit difficilement la portée concrète et la perturbation du débat par la question de l'avortement constituent un nombre d'inconnues à ne pas négliger.

« L'Europe, c'est notre avenir. Nous n'avons pas l'intention de jouer en équipe de réserve mais d'être en première ligne », martèle le premier ministre irlandais en vantant « la maturité » de l'électorat qui, après avoir examiné « avec un esprit réaliste » le traité, saura faire le bon choix.

Malgré tous les efforts pour séparer le débat sur Maastricht de celui à venir sur l'avortement, le « non » danois a contribué à

mettre un peu plus les cartes. La question de l'avortement, qui doit faire l'objet d'une nouvelle consultation référendaire au mois de novembre, passera sur le scrutin du 18 juin. Une conjonction des contraintes regroupe en effet au sein des « anti-Maastricht » les « pro-life » qui craignent qu'une plus forte intégration européenne ne conduise à terme à légaliser l'avortement et les adversaires du protocole annexé au traité de Maastricht qui entérine la législation irlandaise actuelle.

Tout en réaffirmant son souhait de voir les deux dossiers abordés séparément, le chef du gouvernement irlandais a toutefois admis, vendredi, « que si le peuple vote pour Maastricht cela va donner une indication pour le droit de voyage (NDLR : pour se faire avorter hors d'Irlande) et le droit d'information sur l'avortement ». Les Irlandais devraient se prononcer sur ces deux points dans cinq mois mais la question précise qui sera soumise à référendum n'a pas encore été arrêtée. M. Reynolds ajoute qu'il est lui-même hostile à l'avortement.

PIERRE SERVANT

A Bonn

M. Major et M. Kohl prônent un élargissement rapide de la Communauté

BERLIN

de notre correspondant

Accompagné de son ministre de la défense, M. Malcolm Rifkind, le chef du gouvernement britannique, M. John Major - dont le pays assumera la présidence de la Communauté européenne à partir de juillet - s'est rendu, vendredi 5 juin, à Bonn, pour des consultations avec le chancelier Helmut Kohl.

Après le vote de défiance des Danois, MM. Kohl et Major ont approuvé la décision du conseil des ministres de la CEE de poursuivre le processus de ratification dans les onze autres pays. Ils se sont mis d'accord, indiquant qu'à Bonn, sur la nécessité d'accélérer les négociations en vue de l'intégration dans la Communauté européenne des pays de l'Association européenne de libre échange (AELE), qui en ont fait la demande.

La présence de M. Rifkind était avant tout liée aux problèmes soulevés par la perspective d'un retrait de Bonn du projet commun d'union de combat européen. La décision de l'Allemagne est attendue pour le 23 juin.

H. de B.

Selon son ministre des affaires étrangères

Le Danemark se donne jusqu'à l'automne « pour réfléchir »

Le premier ministre danois, M. Poul Schlüter, a annulé sa participation à la conférence de Rio, jugeant sa présence à Copenhague indispensable après la situation créée par le référendum du 2 juin, nous indique notre correspondante Camille Olsen. Le gouvernement a confirmé qu'il ne redemanderait pas la renégociation du traité de Maastricht et démentirait son rôle à l'organisation prochaine d'un second référendum. De l'avis des experts, en effet, la Constitution danoise ne prévoit pas ce genre de procédure de rattrapage : contre laquelle d'ailleurs les tenants du « non » ne manqueraient pas de s'élever.

Le gouvernement danois se donne jusqu'à l'automne pour réfléchir et décider en particulier s'il organisera un deuxième référendum sur le traité de Maastricht, a indiqué, vendredi 5 juin à Oslo,

le ministre danois des affaires étrangères, M. Uffe Ellemann-Jensen. Ce n'est qu'après l'été que Copenhague « fera le point de la situation », a-t-il déclaré. En réponse à une question sur l'éventuelle organisation d'un nouveau référendum, il a estimé que cela ne sera possible que « lorsque les circonstances auront changé ». Mais il s'est refusé à « spéculer » sur la nature de ces « circonstances ». « Toutes les options restent ouvertes », a-t-il souligné.

Pour M. Ellemann-Jensen, il n'est pas question actuellement de « discuter des possibilités de rattrapage » le résultat du référendum. « C'était un petit non, mais c'était un non, et il sera appliqué à la lettre », a-t-il affirmé, en rappelant qu'il « ne doit pas être interprété comme un non à l'Europe ». Si le Danemark prend au 1^{er} janvier 1993 la présidence tournante de la CEE sans avoir ratifié Maastricht, « je ferais mon devoir », a-t-il dit, mais ce sera une situation délicate et compliquée.

L'Europe existe...

Suite de la première page

Il savent bien que renégocier, c'est ouvrir la boîte de Pandore, la boîte aux pétales. Ils savent qu'à Maastricht le bon alliage fut trouvé entre ambition et réalisme. Que l'histoire ne repasse pas les plats. Que de telles occasions perdus le sont peut-être à jamais. Bref, que l'Europe risque de ne pas se relever, avant longtemps, d'un tel espoir assésiné.

Car ils sont et s'en rendent compte. Car ils ont, du fond du cœur, qu'ils avancent - massés - ou découvrent, adeptes du tyranisme ou de la manœuvre, des ennemis de l'Europe. Ces adversaires, qui sont-ils ? La troupe, assez hétéroclite, on l'avouera, de ceux qui ont accueilli souriant aux lèvres la décision du Danemark de Charles Pasqua à Jean-Pierre Chevènement et Jean-Marie Le Pen, de Georges Marchais au vicomte Le Jolis de Villiers...

Nous ne tomberons pas dans le piège. Continuer, nous allons continuer. Continuer parce que nous ne vivons pas sous l'empire des regrets, nous ne faisons pas commerce de passé glorieux. Soyons réalistes : que seraient nos pays privés du grand élan communautaire et renvoyés à eux-mêmes ? Que serions-nous seuls face à nos problèmes, qu'ils appellent chômage, mafia, guerre à nos portes, place dans le monde ?

La détermination de la France est inchangée, c'est-à-dire totale. Et, en cela, nous sommes à l'unisson de nos partenaires. Des mercredi, Paris et Bonn, dans un communiqué commun, ont affirmé vouloir « poursuivre fer-

meusement la mise en œuvre de l'union. En conséquence, les deux pays s'en tiendront au calendrier prévu pour la ratification du traité de Maastricht... »

Et jeudi, à Oslo, les douze ministres des affaires étrangères de la Communauté se sont réunis avec le président de la Commission. Ensemble, nous avons examiné les données nouvelles et consulté le droit. Tous, sans exception, ministre danois compris, nous avons réaffirmé notre volonté de continuer à bâtir l'Europe. A l'avenir, nous devons choisir le chemin qui nous mène à l'avenir, pour la France et pour notre Communauté. De ce grand exercice démocratique, l'Europe, j'en suis convaincu, sortira confortée.

Contrairement à beaucoup, je sais que le vote de Copenhague a sonné le réveil de la conscience européenne. Et que les Danois reviendront, plus vite qu'on ne croit, dans la famille et l'ambition qui sont les leurs.

ROLAND DUMAS

Dans « le Monde diplomatique » de juin

Les paris de Maastricht

L'Europe ne se résume pas à Maastricht. Si elle demeure impuissante face à l'embrassement dans l'ex-Yougoslavie, la Communauté ne pratique pas partout l'immobilisme, comme en témoigne la récente adoption d'une réforme de la politique agricole commune. La marche vers plus d'unité est une indiscutable avancée, mais, pour l'heure, Maastricht comble plutôt les financiers que les citoyens. L'Europe-Maastricht reste à construire. Claude Julien, Paul-Marie de La Gorce et Bernard Cassen analysent les contradictions de la politique de Bruxelles.

On lira, d'autre part, une série d'articles sur la situation explosive qui continue de régner au Proche-Orient. Joseph Algazy définit les positions des principales forces israéliennes à la veille des élections, tandis que Ali Jarbawi et Roger Hescock examinent les réactions palestiniennes et que Amnon Kapeliouk rappelle les occasions manquées lors de la guerre de juin 1967. C'est une autre guerre, celle de juin 1982 au Liban, qu'évoque Ghassan Elzezi. Luc Barjulesco et Samir Kassir analysent la manière dont la littérature libanaise a rendu compte des déchirements internes.

Les récentes émeutes de Los Angeles ont confirmé la fragilité interne des Etats-Unis. Marie-France Toinet décrit comment Washington a perdu les moyens de son hégémonie ;

Serge Halimi se demande si M. Bush peut tirer parti des désordres ; Achille Mbembe rappelle les sources culturelles du nouveau radicalisme noir.

Dans ce même numéro : « Dragonnades » (Ignacio Ramonet) ; « La Monténégro est-elle une nation ? » (Catherine Lutz) ; « Crise sociale et crise morale en Allemagne » (Pierre Béhar) ; « Nouveau roman de Günter Grass, nouvelles polmiques » (Jean-Michel Palmier) ; « La Russie des mille crises » (Jaurès A. Medvedev, Jean-Jacques Marie, Christian de Brie) ; « Qui se souvient des crimes de Pinochet ? » (Gilles Baudin) ; « Les blessures sanglantes du Pérou » (Pablo Parades) ; « Nouvelle donne en Afghanistan » (James Ruperd) ; « L'archipel philippin en quête de croissance » (Jobil Picard) ; « La folle violence des généraux-dictateurs birmans » (Louis et André Boucaud) ; « Freyres et fantasmes des Blancs en Afrique du Sud » (Hein Marais) ; « Au Burkina : les politiques passent, la nature demeure... » (Anne Triant) ; « L'affaire Touvier » (Claude Julien).

Egalement au sommaire : « Le football, un sport qui met à nu les antagonismes majeurs de nos sociétés » (Christian Bromberger et Patrick Mignon).

Sommaire de Rio : « Une Terre à redécouvrir » (supplément de huit pages).

En vente partout, 20 francs.

سكز من الاصل

LE DÉBAT

La préparation du référendum du 18 juin

Le premier ministre irlandais réaffirme l'adhésion de son pays aux accords de Maastricht

« Il faut »

هكذا من الجدل

• Le Monde • Dimanche 7 - Lundi 8 juin 1992 7

SUR LE TRAITÉ DE MAASTRICHT

Le lancement de la campagne de M. Mitterrand pour la ratification

Amphi présidentiel

M. François Mitterrand est entré en campagne comme on entrerait en monnaie dans les années 30, à l'époque où les Camelots du roi, exaltés par les discours nationalistes de Charles Maurras, disputaient le pavé parisien aux chœurs du Front populaire enflammés par les espérances humanistes de Léon Blum. Flambeur au vent. Dans le style d'Artaud à l'assaut de Maastricht, version cinquante ans après.

Galvanisé par le « non » des électeurs danois, qu'il attribue à un déficit d'explication, le président de la République a décidé de croquer le fer, sur-le-champ, avec les thèses défendues par les adversaires de sa démarche européenne. Il s'est fait inviter, vendredi après-midi 5 juin, à l'Institut d'études politiques de Paris, pour se mettre en jambes, en quelque sorte, sous le feu des questions des étudiants de Sciences-Po. En ce lieu familier, qu'il fréquenta lui-même de 1934 à 1937, M. Mitterrand a d'abord retrouvé quelques images de jeunesse, la

violence en moins. Les « anti-Maastricht » étaient en effet présents au rendez-vous et il s'est amusé avec eux.

Les animateurs du Mouvement de la jeune gauche, proches de M. Jean-Pierre Chevènement, s'étaient fait prêter des drapeaux danois à l'ambassade du Danemark (en faisant croire qu'ils représentaient une « scène scandaleuse ») et ils ont crié « Vive le Danemark libre ! » à son arrivée rue Saint-Guilhem. Puis, à l'intérieur, après avoir non sans mal obtenu un micro, ils n'ont pas hésité à l'impertinence pour lui demander comment il pouvait espérer que l'Europe de demain devienne un jour socialiste compte tenu du monétarisme ambiant dans l'Europe d'aujourd'hui.

M. Mitterrand a vivement repoussé l'accusation de trahison idéologique sous-jacente : « Est-ce que vous comparez la politique de

la France avec celle pratiquée aussi bien par M. Reagan que par M. Thatcher ? Etes-vous allés à Los Angeles ? Vos avez vu les résultats de cette politique sur le plan économique et social ? Vous appelez abusivement monétarisme la politique des gouvernements que j'ai constitués ? Moi, je crois à ce que je fais ! »

Et quand l'un de ces jeunes gens lui a fait savoir qu'il était l'un des militants socialistes de la « génération Mitterrand », « contraints de s'en détacher » parce qu'il n'avait pas envie de soutenir désormais la « génération Bérégovoy-Léotard », il l'a renvoyé à ses études d'un revers de la main : « Croyez-moi, je vous regretterai... »

La porte-parole des étudiants du Front national, lui, a posé la question rituelle sur l'octroi du droit de vote aux ressortissants

de la Communauté : « N'est-ce pas l'antichambre du droit de vote des immigrés qui vous tient à cœur ? » Cette question-là, M. Mitterrand l'attendait avec gourmandise et sa répartie lui a valu de gros applaudissements : « Etes-vous si sûr de vous que vous avez peur de l'ombre d'un Portugal passant par là ? Moi, je ne me gêne pas qu'un Portugais soit traité comme un citoyen comme les autres... » Et il a enchaîné sur le thème des « valeurs de la République... »

Parer l'accusation

Les autres questions avaient été soigneusement préparées par le directeur de l'IEP, M. Alain Lançolot, et la prestation du président de la République a suscité plus d'encouragements que de sifflets. Toutefois, au-delà de cet auditoire

estudiantin, qui présentait l'intérêt de constituer un parfait microcosme, il s'agissait surtout pour M. Mitterrand de parer sans attendre une autre accusation, beaucoup plus lourde de conséquences politiques et déjà formulée par ses opposants : l'accusation de vouloir transformer en plébiscite personnel le futur référendum de ratification du traité de Maastricht, au risque de porter atteinte à sa propre entreprise européenne.

Comme s'il suffisait de désigner un mal pour l'exorciser, le président de la République s'est publiquement juré de ne pas renouveler l'imprudence de Georges Pompidou qui avait lui-même, à ses yeux, mélangé les genres lors du référendum de 1972 sur l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun. Il est vrai que la majorité de l'époque avait fourni à M. Mitterrand, qui avait

appelé à l'abstention, le bâton pour se faire battre. Il s'était trouvé des membres du gouvernement, tel M. André Ferton, alors secrétaire d'Etat à la Défense, pour proclamer que le « oui » au référendum équivalait à « approuver la politique du président de la République ».

Mais à supposer que la question européenne donne lieu à la « formidable explication » nationale qu'il souhaite dans le triple espoir de mobiliser les électeurs, d'éviter un « effet Danemark » sous la pression des mécontentements catégoriels et de relativiser l'impact du cartel politique des « non », suffira-t-il à M. Mitterrand de répéter que « l'importance de l'enjeu » dépassera toutes les autres considérations pour être entendu ? Il a répondu lui-même à cette interrogation : « C'est risqué pour le gouvernement et pour le président de la République. C'est en effet le moins qu'on puisse dire. Même si en le disant on peut espérer conjurer un peu la fatalité. »

ALAIN ROLLAT

« Il faut qu'il y ait une formidable explication »

Dans son propos liminaire devant les étudiants de l'Institut d'études politiques de Paris, vendredi après-midi 5 juin, M. Mitterrand a notamment déclaré, à propos de la procédure parlementaire engagée sur le projet de révision de la Constitution préalable à la ratification du traité de Maastricht et de ses intentions pour la suite du processus : « A l'Assemblée nationale, cela s'est passé très bien ; au Sénat, cela paraît un peu plus délicat. (...) Si les conditions sont réunies, je convoquerai le Congrès et le Congrès, à son tour, se déterminera. (...) Pour la ratification, (...) sur un sujet pareil, qui suscite déjà tant de passion, qui le mérite et qui engagera le sort de la France pour longtemps, n'est-il pas nécessaire que le peuple se prononce ? Beaucoup le pensent, et le peuple aussi. Voilà pourquoi, lors du dernier conseil des ministres, j'ai annoncé qu'il serait procédé à une ratification par vote populaire. »

Le président de la République a fait, ensuite, un long exposé sur l'histoire de la question européenne en France, avant d'évoquer « les questions qui se posent » aujourd'hui : « L'idée de l'Europe est ancienne (...) et ce qui est remarquable, à cet égard, c'est l'étonnante continuité de la politique française dans ce domaine. Car, si l'on peut faire le compte des accidents de route - le refus de la Communauté européenne de défense, par exemple, le refus longtemps opposé à l'entrée de la Grande-Bretagne, enfin le référendum danois ayant choisi le « non » au traité de Maastricht - il n'empêche que ce qui ressort surtout de l'examen de cette histoire-là, c'est l'extraordinaire continuité de la politique française. (...) »

« Deux solutions »

« Le choix qui nous est posé, à nous qui avons vu l'Europe se défaire, perdre sa primauté, risquer même politiquement, spirituellement, culturellement, de perdre tout son acquis au bénéfice des empires (...), c'est : la guerre ou la paix ? », a poursuivi le chef de l'Etat. « Je me souviens d'avoir fait l'Etat. (...) En vérité, il n'y a qu'un seul pays avec lequel nous n'avons jamais été en guerre, c'est l'occasion de le dire, c'est le Danemark ! (...) Comment donc bâtir la paix sinon en tentant une construction inédite, jamais vue, et qui serait tout simplement la paix par contrat, par négociation, conciliation, arbitrage, une structure qui relierait de la libre décision des gouvernements, des parlements ou des peuples de l'Europe dans laquelle nous sommes ? Voilà l'entreprise ! (...) Aujourd'hui, on critique beaucoup cette construction, on en voit les inconvénients, moi le premier. Mais, ce que je constate, c'est que tout le monde veut y venir. (...) Pourquoi ? Parce que c'est beaucoup plus qu'un mirage, c'est la perspective de la paix. »

Le président de la République a également réaffirmé son attachement à l'union politique de la Communauté : « Je suis de ceux qui ont la conviction qu'aucune forme de communauté ne durera si elle n'est pas gérée, administrée, conduite par un pouvoir politique issu de la volonté populaire. Il y a ceux - et ils sont nombreux en France aujourd'hui - qui se conten-

teraient bien d'une communauté économique : c'est très intéressant et on en a tiré un grand profit, mais cela ne sera pas durable en face des bourgeoisies de l'histoire s'il n'y a pas un pouvoir politique commun. »

Dans ses réponses aux questions, M. Mitterrand a évoqué l'actualité immédiate imposée par le « non » danois, en disant notamment : « A Oslo, les ministres des affaires étrangères de la Communauté des douze se sont trouvés devant une question toute simple : puis-je qu'un pays semble vouloir se retirer, est-ce que les autres continuent ? Ils ont dit tout de suite et sans hésiter - les onze - oui. Pas un n'a esquissé le moindre mouvement de repli. Donc, on continue tel que le traité est rédigé, c'est le texte de l'accord d'Oslo. Après, si le Danemark maintient son refus, on pourrait envisager, mais ce sont de pures hypothèses juridiques qui doivent être affinées, que les dispositions concernant l'union économique et monétaire, par exemple, soient purgées de toutes références au traité de Rome et s'insèrent dans un traité à onze reprenant exactement le traité à douze. En vérité, c'est ce qu'on a fait à propos de l'Europe sociale, qui n'a pas été adoptée par la Grande-Bretagne à Maastricht. (...) Il y a, d'ailleurs, des dispositions qui aboutissent au traité de Rome ou de l'Acte unique. Alors, on pourrait penser à deux solutions. Une solution qui appliquerait à onze les dispositions nouvelles (affaires intérieures, justice, union économique et monétaire, politique) et généraliserait les dispositions en attendant le Danemark. Ou bien une solution plus stricte - et il me semble que c'est celle qui pourrait le plus intéresser les onze et peut-être les Danois eux-mêmes - consisterait que l'article G du traité de Maastricht qui pose des termes suivants : « Le traité instituant la Communauté économique européenne est modifié afin d'instituer une Communauté européenne », serait modifié et stipulerait sans référence au traité antérieur quelque chose comme : « Il est institué entre les Etats signataires du présent traité une Communauté européenne qui se substitue à la Communauté économique européenne, à la Communauté charbon-acier, à la Communauté de l'énergie atomique. Cette nouvelle communauté reprendrait les dispositions des trois traités susmentionnés en y apportant les modifications nécessaires et prévues par le traité de Maastricht. On pourrait également ajouter à un autre article que le présent traité entre en vigueur entre les Etats membres qui ont obtenu la ratification selon leurs procédures constitutionnelles respectives. »

« Cela ne me gêne pas qu'un Portugais... »

A propos de l'octroi du droit de vote aux ressortissants de la Communauté européenne, il a souligné : « Si le Parlement ne le veut pas, je demanderai au peuple de se prononcer. Et je suis prêt à affronter cette bataille là pour ce que je crois être la justice et la citoyenneté européenne, qui me paraît parfaitement compatible avec les valeurs de la République. J'ajoute que les premières dispositions dans ce sens adoptées au sein de la Communauté l'ont été en 1974, à la demande de M. Giscard d'Estaing. Voyez : là encore la continuité, même celle dont je ne me flatte pas. (...) Moi, cela ne me gêne pas qu'un Portugais qui vit en France, qui met ses enfants à l'école du coin, qui a besoin de nous, qui a besoin de l'électricité, du gaz, qui le cas échéant pourrait téléphoner, cela ne me gêne pas qu'il soit traité comme un citoyen comme les autres ; je dis même que c'est une grave injustice que de refuser à ces gens qui travaillent chez nous, qui nous apportent leur force de travail, le droit de dire leur mot dans la vie quotidienne, dans leur village ou leur commune. »

« M. Pompidou avait commis une imprudence... »

Répondant à une question sur la consigne d'abstention lancée par le PS lors du référendum de 1972 sur l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, le président de la République a affirmé : « M. Pompidou avait commis une imprudence, que je ne commettrai pas, qui consistait à dire que l'adoption de ce référendum à une large majorité signifierait une adhésion de l'opinion à la politique que lui faisait. Je le répète, je ne ferais pas cette imprudence. Il ne faut pas mélanger les affaires. L'avenir de l'Europe et l'avenir de la France, dans l'Europe, c'est l'affaire de tous les Français, quelle que soit leur opinion particulière en France. M. Pompidou s'est hasardé sur ce

terrain et il a eu la réponse qui convenait. (...) Si un parti politique demande l'abstention, il agira selon sa conscience et il a le droit de le faire, mais il ne pourra pas se servir de l'argument selon lequel il s'agitrait pour le président de la République d'une action de politique intérieure française je n'ai pas besoin de cela, croyez-moi. »

« C'est risqué pour le président »

Au passage, le chef de l'Etat a abordé les problèmes de défense et commenté la constitution d'une armée d'armée franco-allemande en déclarant : « Comme mes prédécesseurs, j'estime que la France n'a pas à entrer dans le commandement militaire intégré de l'alliance atlantique et qu'elle doit garder, parce que c'est une puissance nucléaire, sa capacité de décision nationale, mais aussi de solidarité pour la défense commune. Et aujourd'hui, il n'existe aucune autre force capable d'assurer la sécurité de nos pays que celle de l'OTAN. Alors, soyons réalistes. (...) Il ne s'agit pas de se lancer dans une concurrence à l'égard des Etats-Unis d'Amérique, mais, pour beaucoup de problèmes, l'Europe communautaire et démocratique sera conduite à organiser elle-même sa propre sécurité. (...) Je puis garantir aux Américains qu'un grand jamais il ne nous viendrait à l'esprit de considérer que cette construction militaire pourrait avoir une valeur

antagoniste avec celle des Américains. »

M. Mitterrand, au terme des échanges, est revenu sur sa décision d'organiser un référendum pour la ratification en disant : « La ratification, qui est un grand acte par « oui » ou par « non » à une question essentielle pour le présent et pour l'avenir de la France, je crois que c'est l'affaire du peuple. (...) C'est plus risqué, c'est vrai, et je le sais. C'est risqué pour l'Europe, c'est risqué pour le gouvernement et la majorité et c'est risqué pour le président de la République. Vous me permettez de vous renvoyer à une pensée que j'exprime souvent : il n'y a pas de grande chance sans grand risque. Le risque est là parce que, d'une part, il y a les gens convaincus que la construction européenne parvenue à ce point est nocive et dangereuse, et ils le diront souvent avec du talent - ils peuvent emporter la conviction de certains. Mais, après tout, n'est-ce pas la démocratie qui veut cela ? Et puis, il y a la somme des mécontentements, les gens qui voteront contre l'Europe à un référendum parce qu'ils voteront contre autre chose. Je pense à certains agriculteurs qui voteront contre la dernière décision visant la politique agricole commune. Ou bien il se vote de pas camarades de l'époque jusqu'en 1945. Eh bien, de même, dans la bataille pour l'Europe, je crois qu'il faut savoir dépasser ce type de clivage. »

Du nouveau dans les nouvelles

Franchement, connaître les titres des "20 heures" sans avoir à regarder la télé, c'est malin, non ?

ÉCOUTEZ LES TITRES DES "20 HEURES" TV TOUS LES SOIRS À 20 H 30 SUR EUROPE 2



TOUTES LES FRÉQUENCES SUR 36.15 EUROPE 2, À PARIS SUR 103.5

LE DÉBAT EUROPÉEN

M. Giscard d'Estaing prévoit «un changement d'équilibre» au sein de l'opposition

M. Valéry Giscard d'Estaing a souhaité, vendredi 5 juin sur France-Inter, que le référendum sur la ratification du traité de Maastricht soit «un référendum strictement limité à son objet», car, «si par malheur le sujet dérape, la réponse devient incertaine et difficile à interpréter». Selon le président de l'UDF, une victoire du «non» au référendum n'aurait pas «de conséquences directes sur les institutions politiques françaises», mais représenterait «un coup quasi mortel porté à l'union de l'Europe».

Interrogé sur les divergences entre le RPR et l'UDF, M. Giscard d'Estaing a estimé que le débat sur l'Europe pourrait se révéler «bénéfique pour l'opposition». «Ce qui va sans doute se produire, a-t-il expliqué, c'est un certain changement d'équilibre au sein de l'opposition, un changement d'équilibre entre ceux qui privilégient l'avenir, la préparation de l'avenir, le rôle de la France, l'adaptation de la France, et ceux qui témoignent d'un certain attachement à des positions ou des attitudes plus traditionnelles».

Dans le débat sur Maastricht, a

ajouté M. Giscard d'Estaing, l'opposition a «un double objectif»: le premier est «la position de la France en Europe», le second sera, au lendemain du référendum, «de préparer l'étape suivante, c'est-à-dire le changement politique en France».

D'autre part, l'ancien président de la République a précisé, dans un communiqué, les conditions dans lesquelles il a accepté de participer, aux côtés de M. Guigou, à une réunion organisée, le mardi 9 juin à Sélestat, par le Mouvement européen dont il est actuellement le président international. M. François Bonnet était celui de la branche française (le Monde du 6 juin). «Il n'était, à ce moment-là, nullement question d'ouvrir une campagne, au demeurant prématurée, concernant un futur référendum, mais seulement d'informer les Français et les Françaises sur le contenu et la portée du traité de Maastricht», indique M. Giscard d'Estaing, qui se rendra à Sélestat «en se refusant à entrer dans toute interprétation ou récupération politique à propos d'un sujet qui doit être traité comme un grand enjeu national».

Les écologistes, aussi, sont divisés

La perspective d'un référendum sur le traité de Maastricht divise les écologistes. Alors que Génération Ecologie juge le moment venu de constituer un comité national pour le «oui» (le Monde du 6 juin), les Verts, en revanche, selon les déclarations de M. Antoine Waechter, vendredi 5 juin à France-Inter, diraient «probablement non» à un référendum sur le traité.

La preuve est faite: on peut prétendre vouloir faire de la politique, autrement dit, se laisser piéger comme les autres. La ligne de fracture introduite par les accords de Maastricht et leur ratification par voie référendaire atteint, en effet, la famille écologiste, au moment même où, après les élections régionales du 22 mars, celle-ci tente, bon gré, mal gré, de se rappeler ses cousins. Pour M. Brice Lalonde, la décision du président de la République de convoquer un référendum sur le traité de Maastricht constitue une véritable aubaine. Les écologistes ne sont-ils pas favorables aux consultations populaires? Et M. Lalonde lui-même ne pourrait-il pas retrouver, à cette occasion, le rang auquel il aspire, en toute modestie, entre M. Raymond Barre et M. Laurent Fabius, en participant à un comité pour le oui, dont il a eu, le premier, l'idée et qui, de surcroît, pourrait opportunément préfigurer l'alliance bleu, rose, vert qu'il appelle de ses vœux?

Chez les Verts, en revanche, l'avenir de l'Union européenne fait ressur-

□ M. Balladur (RPR) attend «de savoir quelle question sera posée». — M. Edouard Balladur, député (RPR) de Paris, indique qu'il attendra «de savoir quelle question sera posée, sur quel traité on nous demandera de nous prononcer et quelle sera la présentation politique de l'offre» pour se prononcer sur le référendum de ratification européenne. L'ancien ministre précise toutefois: «Je ne considère pas le traité de Maastricht comme un danger, mais au contraire, à certains égards, comme une chance».

□ M. Méhaignerie est «interrogé». — M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, se déclare perplexé à propos des «dangers du référendum» sur le traité d'Union européenne. «Je suis un peu interrogé. Je préfère la ratification par les représentants du peuple», ajoute l'ancien ministre.

□ La CGT appelle les salariés à «apporter leur pierre au rejet de Maastricht». — M. Louis Vianet, secrétaire général de la CGT, invite les salariés à «apporter leur pierre au rejet de Maastricht» par le débat et les luttes sociales. La confédération se dit prête à «tenir toute sa place pour que les salariés puissent se déterminer en toute connaissance de cause».

□ 42 % de Français en faveur du «oui», selon l'IFOP. — Selon un sondage de l'IFOP publié dans le Figaro daté 6-7 juin, 42 % des personnes interrogées se disent prêtes à voter pour la ratification du traité de Maastricht, 26 % à voter contre et 5 % à s'abstenir; 25 % sont indécises et 2 % refusent de se prononcer. Ce sondage a été réalisé par téléphone les 4 et 5 juin auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes.

gir toutes les difficultés d'un mouvement encore groupusculaire, dit «basiste», ou, en tout cas, soumis aux humeurs du moment. Début avril, les députés Verts français au Parlement européen ont ainsi voté «non» au traité de Maastricht. Puis, le 25 avril, le collège exécutif du mouvement, sans avoir consulté son conseil national inter-régional (CNIR), le Parlement des Verts, s'est prononcé pour un «oui», juste après que M. Dominique Voynet, animatrice du principal courant minoritaire des Verts, se fut déclarée favorable, comme M. Jean-Pierre Chevènement et comme les communistes refondateurs, à une renégociation du traité. Les Verts, fervents partisans de l'intégration européenne, souhaitent alors renforcer les pouvoirs du Parlement européen et préciser le calendrier en matière de protection sociale et d'environnement. Le même jour, M. Waechter nous confiait: «D'autres que nous refusent la nouvelle citoyenneté européenne ou les transferts de souveraineté. C'est là, un refus de l'Europe politique. Telle n'est pas notre démarche».

Entre le «oui, si» et le «non, mais»

Mais entre-temps, certains responsables des Verts, dont M. Alain Lipietz, l'un des principaux auteurs du programme économique du mouvement, se sont résolument engagés aux côtés de MM. Chevènement et Fitterman pour obtenir une renégociation du traité de Maastricht (le Monde du 6 juin). Les députés Verts européens ont reconnu, d'autre part, que «les électeurs doivent, connus pour leur attachement à la démocratie, la protection sociale et l'environnement, avoir été réagis plus positivement à un traité renforçant la démocratie européenne, et comportant des dispositions pour la défense de l'environnement et pour une politique sociale avancée».

Une semaine avant leur conseil national qui sera appelé à trancher les 13 et 14 juin, les Verts balloquent ainsi entre le «oui, si» et le «non, mais». Sans qu'il leur faudra, un jour, répondre par oui ou non, sans autre considération, à une question du président de la République. «Nous ne pouvons pas entrer dans un front du refus, entre Georges Marchais et Jean-Marie Le Pen», juge M. André Buchmann, l'un des quatre porte-parole des Verts. «Si le gouvernement français devait se casser le nez sur Maastricht, l'Europe en resterait à la dimension strictement économique du marché unique. Le processus politique se trouverait gelé pour de nombreuses années. C'est pourquoi nous préférons nous trouver du côté de la dynamique, à condition de la maîtriser, plutôt que du côté de l'arrêt sur image du marché unique», ajoute M. Waechter.

Mais, comme ailleurs, des considérations purement tactiques peuvent encore l'emporter sur les vraies convictions: influencés par la culture du «ni ni» — ni gauche ni droite, et, en l'occurrence ni oui ni non — qui les conduit souvent à tout contester plutôt que de répondre simplement à une question simple, les députés du CNIR peuvent être tentés de dire, dans un message quelque peu brouillé, non à Maastricht pour dire oui à l'Europe. Pour conserver la majorité au sein de son mouvement, M. Waechter doit tenir compte de cet intégrisme européen, alors que certains imaginent de soumettre la question à un référendum interne, prévu par les statuts, mais qui n'a encore jamais été expérimenté à l'échelle du mouvement.

JEAN-LOUIS SAUX

M. Pierre Bérégovoy a engagé, vendredi 5 juin, la responsabilité de son gouvernement sur la proposition de loi relative à la maîtrise des dépenses de santé, contestée par la droite et le PC (le Monde du 5 juin). C'est la première fois depuis sa nomination à Matignon que M. Bérégovoy a recouru à l'article 49-3 de la Constitution. Le texte, examiné en première lecture, devait être considéré comme adopté vingt-quatre heures plus tard, soit samedi 6 mai en fin d'après-midi. L'opposition a indiqué, en effet, qu'elle n'entendait pas déposer de motion de censure, mais n'a pas exclu de le faire à l'occasion de la deuxième lecture du texte.

Avant d'utiliser l'article 49-3 de la Constitution, M. Bérégovoy s'est félicité du «grand débat» qui venait, selon lui, de se dérouler à l'Assemblée nationale à propos des dépenses de santé des médecins exerçant à titre libéral, alors que l'opposition et le PC avaient dénoncé à plusieurs reprises le «cassepate» des discussions qui vait entraîné, selon eux, l'engagement de la responsabilité du gouvernement.

Le premier ministre a défendu le texte proposé par M. René Teulade, ministre des affaires sociales et de l'intégration, en rappelant qu'il était le fruit d'un accord entre la Confédération des syndicats médicaux français et trois caisses nationales d'assurance-maladie. «Efficace techniquement, neutre économiquement et juste socialement (...), cette loi est celle de la raison et de la responsabilité», a-t-il précisé.

Le texte, qui sera prochainement présenté au Sénat, comporte cependant quelques modifications, proposées par M. Philippe Saumaneau (PS, Bouches-du-Rhône), rapporteur au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, et finalement acceptées par le gouvernement. Ces modifications ont pour but, selon le rapporteur, de revenir plus fidèlement au texte, beaucoup plus souple, de l'accord à l'origine du projet.

Il stipule ainsi que le taux d'évolution global des dépenses que prévoit le projet de loi, et qui est fixé à 7,09 % pour 1992, «tient compte des caractéristiques de la population, du progrès technique et médical, des maladies nouvelles, des conjonctures épidémiques et de la

démographie des professions de santé». A propos des pénalités prévues en cas de dépassement des normes d'évolution, le gouvernement a accepté que leur application devienne une possibilité et non une obligation.

Au chapitre des «unions départementales» des médecins libéraux prévues par le texte, et dont les missions sont détaillées par un amendement de la commission, le gouvernement a également accepté la création d'un «schéma régional», qui, outre un rôle de coordination, assure les missions qui lui sont confiées par les unions départementales. Cet échelon trouvera notamment son utilité pour les spécialistes où le nombre de médecins par département est très faible.

En revanche, les deux collèges — spécialistes et généralistes — au sein desquels seront élus les membres des unions ont été maintenus, en dépit de l'agitation que cette dualité crée dans les milieux syndicaux.

Le gouvernement a enfin adopté, en dépit des protestations du RPR, de l'UDF et du PC — qui ont estimé qu'il constituait un projet de loi en lui-même, un amendement, présenté conjointement par le PS et l'UDC, à propos des infra-

ctions. Le Sénat adopte définitivement le texte sur le dépôt légal. — Les sénateurs ont adopté définitivement, vendredi 5 juin, le projet de loi relatif au dépôt légal, qui en réaffirme la vocation culturelle et l'étend aux nouvelles techniques de communication.

□ Le code de la propriété intellectuelle adopté en deuxième lecture. — Au cours de sa séance du vendredi 5 juin, l'Assemblée nationale a adopté en deuxième lecture, après avoir modifié, le projet de loi relatif au code de la propriété intellectuelle. Les députés ont également adopté en deuxième lecture, après en avoir modifié certaines dispositions, le texte relatif à la modernisation des entreprises coopératives.

□ La fête de Lutte ouvrière. — M. Arlette Laguiller, porte-parole de Lutte ouvrière, s'exprimera sur le thème français: «Internationale, dimanche 7 et lundi 8 juin, au château de Presles, dans le Val-d'Oise, à l'occasion de la fête annuelle de l'organisation trotskiste à laquelle devraient participer notamment Léo Ferré et Fabienne Thibault.

□ Sondage: M. Bérégovoy en hausse, M. Mitterrand stable. —

POLITIQUE

Le projet de maîtrise des dépenses de santé

L'opposition a renoncé au dépôt d'une motion de censure

miers exerçant à titre libéral. Cet amendement contient les conclusions d'un accord qui va dans le même sens que celui intervenu pour les médecins.

Il prévoit donc, lui aussi, la détermination d'un «objectif annuel d'évolution des dépenses» et des «mécanismes permettant le respect de cet objectif». Plus contraignant, il plafonne les honoraires de chaque infirmier libéral à 490 000 F, soit vingt-deux mille actes médicaux infirmiers (AMI), activité qui représente treize heures de travail effectif, six jours par semaine et quarante-huit semaines par an.

M. Bérégovoy: «La démolition est mauvaise conseillère»

M. Bérégovoy a cependant évoqué la possibilité de retirer cet amendement à l'occasion d'une autre lecture du projet. «L'initiative de cet amendement venait de l'UDC et je l'ai acceptée. Je réfléchirai d'ici à la seconde lecture si les groupes de l'opposition se mettent d'accord d'ici là», a-t-il lancé ironiquement.

L'UDC, l'UDF et le RPR n'envisageaient pas, vendredi 5 juin, de déposer une motion de censure en

réponse au 49-3 du gouvernement. Survenant quelques jours à peine après celle qui avait été présentée sur les conséquences de la réforme de la politique agricole, une telle motion n'aurait certainement pas recueilli un score aussi élevé — 286 voix alors qu'il en fallait 289 —, les communistes ayant refusé par avance de s'y associer. En revanche, M. Bernard Foss, président du groupe RPR, et de l'intergroupe UDC-UDF-RPR, a brandi la menace d'une motion au cours de la prochaine lecture du texte à l'Assemblée.

M. Bérégovoy a saisi cette occasion pour ironiser à nouveau sur les divergences au sein de l'opposition, en citant un entretien de M. Jacques Barrot, président du groupe centriste, dans le journal *l'Impartial* où le responsable centriste indique qu'il «voit mal l'opposition s'exercer toutes les semaines à la démolition (...) pour cultiver quelques voix médicales». «La démolition est mauvaise conseillère», a conclu, bonhomme, le premier ministre, qui a cependant précisé que l'avertissement valait tout autant pour ses amis que pour ses adversaires.

GILLES PARIS

M. Le Pen condamné pour avoir diffamé M. Cambadélis

M. Jean-Marie Le Pen vient d'être condamné pour diffamation envers M. Jean-Christophe Cambadélis, député socialiste de Paris, qu'il avait qualifié d'«ami des organisations terroristes allemandes».

Dans un jugement rendu le 27 mai, le tribunal de grande instance de Paris a condamné le président du Front national à payer à titre de dommages-intérêts à M. Cambadélis.

Au terme d'une réunion du conseil national du parti d'extrême droite, le 26 janvier, M. Le Pen avait qualifié M. Cambadélis, animateur du Manifeste contre le Front national, d'«ancien ou toujours trotskiste et ami des organisations terroristes allemandes, comme le sont un certain nombre de ses amis, M. Dray ou M. Weber».

Le tribunal a estimé que le rappel, au procès, du passé et des engagements trotskistes de l'intéressé «ne saurait justifier une accusation aussi grave».

ANDRÉ LAURENS

LIVRES POLITIQUES

UNE dame âgée mais bien vivante fête aussi, cette année, son bicentenaire: la République française. Un album, où l'abondance de l'iconographie le dispute à la fécondité des notes historiques qui en retracent le parcours, fait honneur à cette vieille dame digne, prompt à se rebeller si on ne le laisse pas régulièrement se refaire une nouvelle jeunesse. L'auteur, Jocelyne George, souligne les avancées démocratiques et sociales que chacune des quatre premières républiques a laissées en héritage, mais elle paraît plus réservée à l'égard de la V. Celle-ci reste, à son sens, même sous l'égide de la gauche (qui n'est plus toute la gauche), marquée par le présidentialisme, fragilisée par le maintien des inégalités, menacée par l'intégration européenne.

Voilà qui prête à discussion! Le débat est ouvert et deux ouvrages collectifs s'offrent à l'aliment. Le premier est issu d'un colloque du Centre universitaire de recherches administratives et politiques de Picardie et de l'université Paris-VII. Jacques Chevallier et Dominique Cochart s'interrogent avec une douzaine d'autres spécialistes sur le thème: «La solidarité, un sentiment républicain?» C'est l'occasion de refaire le cheminement politique qui va de la compassion et de la charité à l'assistance et à l'insertion, et de voir comment le concept de solidarité a vécu en Islam et dans la judéité.

Puisqu'il est question ici de la République, on retiendra particulièrement la communication de Bernard Gibaud sur «Le mutualisme ferment du solidarisme républicain» et on verra, avec Jacques Chevallier et Emmanuelle Borla, comment le thème de la solidarité

Dans le moule républicain

est réapparu (impôt de solidarité sur la fortune, contribution sociale généralisée, solidarité financière des collectivités locales) et a cherché à s'affirmer dans la notion des «nouvelles solidarités» (le RMI, par exemple), plutôt que dans celle d'assistance. La solidarité est «un élément constitutif du social» et, note Dominique Cochart, elle est devenue, dans son cursus républicain, «l'expression d'une morale laïque impliquant le détachement vis-à-vis de ses propres passions».

Le second ouvrage, publié sous la direction de Serge Bernstein et Odile Rudelle, est le résultat d'un long séminaire organisé par l'Institut d'études politiques de Paris et le Centre d'histoire de l'Europe du vingtième siècle de la Fondation nationale des sciences politiques. L'idée de base en était que la République, en France, n'avait pas été qu'un régime institutionnel, mais qu'elle correspondait à un modèle politique, un écosystème, en phase avec la société l'ayant choisi.

A travers les contributions à ce travail, il apparaît que l'idéologie républicaine a construit autant qu'elle a remplacé la primauté du parlementarisme par celle de la puissance de l'Etat assise sur la démocratie directe (référendum, élection au suffrage universel du président). «Ce nouveau modèle républicain», écrit-il, représenterait l'adaptation de la société française aux évolutions de tous ordres engendrées par les transformations du vingtième siècle, les deux guerres, la crise des années 30 et le phénomène inédit de la croissance économique.

La V^e République a évidemment constitué un tournant en modifiant profondément le modèle connu.

Serge Bernstein montre qu'elle a introduit une nouvelle culture et qu'elle a remplacé la primauté du parlementarisme par celle de la puissance de l'Etat assise sur la démocratie directe (référendum, élection au suffrage universel du président). «Ce nouveau modèle républicain», écrit-il, représenterait l'adaptation de la société française aux évolutions de tous ordres engendrées par les transformations du vingtième siècle, les deux guerres, la crise des années 30 et le phénomène inédit de la croissance économique.

de la lit qui est resté valable jusqu'à la fin des années 50.

Ce modèle, cette culture, reposent sur cinq piliers: primauté de l'individu sur la société, prépondérance institutionnelle du Parlement, laté de l'école et de l'Etat, dessein de progrès social, pacifisme et défense nationale. Sur le plan social, le modèle républicain, de la lit à la IV^e, privilégie l'idéal d'une société de petits propriétaires, facteur d'intégration qui s'est révélé efficace, au risque de bloquer l'adaptation de la France à l'évolution économique et sociale du vingtième siècle. La volonté de progrès s'est manifestée par une promotion sociale fondée sur l'instruction et le mérite dans une république de bons élèves, de boursiers, favorable aux classes moyennes. Sur ce point, Jean-François Sirinelli conduit, non sans nuancer son jugement, qu'au total il y a eu adéquation entre le discours républicain et la pratique.

La V^e République a évidemment constitué un tournant en modifiant profondément le modèle connu. Serge Bernstein montre qu'elle a introduit une nouvelle culture et qu'elle a remplacé la primauté du parlementarisme par celle de la puissance de l'Etat assise sur la démocratie directe (référendum, élection au suffrage universel du président). «Ce nouveau modèle républicain», écrit-il, représenterait l'adaptation de la société française aux évolutions de tous ordres engendrées par les transformations du vingtième siècle, les deux guerres, la crise des années 30 et le phénomène inédit de la croissance économique.

Odile Rudelle ajoute qu'un changement s'est aussi opéré dans le domaine social avec les réformes de 1959 sur la promotion, qui ont facilité «la décolonisation d'une société segmentée». Elle souligne le rôle tenu par les nouvelles filières de promotion (mouvements de jeunesse, syndicats) dans «cette lente émergence d'une République plus consensuelle», qu'a consacrée le succès de l'alternance démocratique, lequel n'était pas si évident avant la mise à l'épreuve.

Finalement, le général de Gaulle s'impose comme un grand serviteur de la République, même si ce n'est plus tout à fait celle du modèle fondateur. Il était conscient du fait, rappelle Serge Bernstein, que les institutions républicaines doivent répondre aux besoins d'un peuple donné et de leur époque. C'est le leçon qui ressort de cette étude collective. Dans sa continuité, à la lumière de ses ruptures et de ses décalages avec la réalité environnementale, la République n'a jamais paru aussi forte que lorsqu'elle correspondait aux aspirations des citoyens et aux exigences du temps. L'intuition en politique consiste à présenter et à satisfaire ces besoins d'adéquation, quand il le faut, fût-ce contre ceux qui s'y opposent. Le modèle républicain ne peut rester vivant que si l'on continue de se reconnaître en lui.

Le République, de Jocelyne George, Massidor-La Farandole, 125 pages, 139 F.

La Solidarité: un sentiment républicain? présentés par Jacques Chevallier et Dominique Cochart, PUF, 202 pages, 80 F. Le Modèle républicain, sous la direction de Serge Bernstein et Odile Rudelle, PUF, 432 pages, 175 F.

SOCIÉTÉ

La conférence de Rio sur l'environnement

Les Etats-Unis refusent toujours de signer la convention sur la protection des espèces

Alors que la conférence de Rio sur le Sommet de la Terre continue, deux conventions ont été ouvertes à la signature. La première, sur l'atmosphère et le réchauffement du climat, bien que laborieusement négociée, a fait l'objet de pressions de la part des Américains qui ont fait gommer du texte toute référence à un seuil maximal des gaz à effet de serre. Quant à la seconde, relative à la biodiversité et donc à la protection d'un million et demi d'espèces animales et végétales, elle fait l'objet d'une nette opposition de la part des Etats-Unis.

Washington estime en effet que cette convention contient des insuffisances graves concernant le mode de financement des programmes de protection des espèces ou la protection des licences et du savoir-faire de l'industrie américaine des biotechnologies.

Cette position dure des Etats-Unis a été jugée « inacceptable », par le ministre français de l'environnement, M. Ségolène Royal, qui s'est étonnée à Rio que « le plus grand pays du monde détermine sa position par une campagne électorale (...) quant il s'agit de l'avenir de la planète ».

Bien que de nombreux pays développés comme la France, l'Allemagne, l'Australie, la Belgique et le Canada se soient déclarés prêts à signer cette convention, d'autres comme la Grande-Bretagne et le Japon hésitent encore.

Les industriels saisis par l'écologie

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

Parcourir les revues brésiliennes en cette fin de semaine, et les publicités qui y figurent, offre une caricature de la mode écologique sur le thème « Tout le monde il est beau, tout le monde il est vert ». Les annonces de l'hebdomadaire *Veja*, dans sa dernière livraison, sont à cet égard édifiantes : des bouquets de fleurs sur des pages pleines, jusqu'à l'affirmation de la Citybank : « Il y a plus de richesses dans la nature que dans l'ensemble des banques du monde », tout est prétexte à de grandes envolées lyriques non dénuées d'un certain cynisme. « C'est prouvé, l'écologie est une affaire d'or », proclame, par exemple, la banque Banespa.

Dans son rapport préliminaire à la Conférence de la Terre, l'organisation écologiste Greenpeace avait dénoncé « le maquillage vert » d'une dizaine d'entreprises multinationales. D'autres associations ont multiplié les actions symboliques ces derniers jours pour vilipender les « déshérences » commises par les industriels. Le secrétaire général des Nations Unies pour Rio '92, M. Maurice Strong, a pour sa part affirmé que « les entreprises qui ont adhéré à la Charte des Industriels sont l'avant-garde d'une génération qui se dirige vers le développement durable ».

Deux conférences ont réuni à ce sujet des représentants des grandes entreprises pour débattre des évolutions nécessaires des industries mondiales afin de réduire les pollutions en tous genres. L'ITCC (Chambre de commerce internationale) et le Business Council (association regroupant une cinquantaine de grands dirigeants d'entreprises) disposent de bureaux et de délégations à l'intérieur des bâtiments du Rio-Centro.

M. Stephan Schmidheiny, l'homme d'affaires suisse qui a



fondé le Business Council for Sustainable Development déplorait l'opposition entre les associations écologiques et les grandes entreprises : « Je n'ai jamais vu de propositions concrètes de Greenpeace concernant le développement, et il faut en finir, si l'on veut progresser avec et contre les entreprises », déclarait-il. Dans un livre intitulé *Changer de stratégie : une perspective globale de l'entrepreneuriat pour le développement et l'environnement*, le président du Business Council a réuni un certain nombre de propositions concrètes : taxe pour l'usage de produits naturels, suppression de subventions gouvernementales aux projets polluants.

Le président de l'ITCC, M. Joseph Conant, affirme pour sa part éprouver « l'impression que nous sommes critiqués pour avoir un programme concernant l'environnement et non pas jugés sur nos actes ». Dans l'ouvrage édité pour l'occasion par l'ITCC, « Des idées à l'action », les industriels se montrent confiants sur l'évolution du contrôle de la pollution et présentent un panorama optimiste de leur situation : « Il ne s'agit pas pour nous d'un travail de lobbying, mais surtout de collecter des opinions et des réflexions », dit Jan.

« Il est vrai, dit M. Jean-Sébastien Latournerie, président de l'Association européenne des métaux, qu'il existe une autosatisfaction évidente de la part des grands groupes concernant leurs efforts en faveur de la dépollution et de l'environnement. Mais il est tout aussi exact que des progrès très importants en ce sens ont été faits depuis une dizaine d'années ».

Durant toute la durée de la Conférence de la Terre, les industriels seront présents pour observer le déroulement des travaux, comme par exemple le délégué américain

des entreprises de charbonnage, M. Robert Shales, venu suivre les éventuelles réglementations d'émissions de CO₂. Car, dans ce cas comme dans d'autres, la mise en forme de nouvelles normes inquiète des industriels soucieux de répercussions sur leur coût de production que ne manqueraient pas d'avoir de telles mesures.

D'une manière générale, les problèmes d'argent sont au centre des préoccupations, qu'il s'agisse des industriels, des organisations non gouvernementales, et bien évidemment des délégations officielles. Les ONG, qui déplorent ce qu'ils appellent « la mainmise du secteur privé sur les débats de l'ONU », ont ainsi été obligés de faire appel aux gouvernements pour financer le Forum global. Leur budget, de 12 millions de dollars, a été sponsorisé pour plus de la moitié de cette somme par le gouvernement fédéral brésilien, les Etats de Sao Paulo et Rio-de-Janeiro et même par certaines entreprises d'Etat du pays comme Petrobras et la compagnie minière Vale-do-Rio-Doce. « Nous n'avions pas le choix », disait le coordinateur national M. Tony Gross, « si nous voulions éviter une sélection financière ».

L'ambassadeur brésilien, M. Marcos Azambuja, qui a dirigé les missions préparatoires de la Conférence pour le Brésil, estime pour sa part que « le problème financier est sans doute le plus épineux de la conférence de l'ONU ». Il chiffrait à 10 milliards de dollars par an la somme annuelle supplémentaire nécessaire à la mise en route de l'Agenda 21, le plan de l'écologie et du développement pour le vingt et unième siècle. Soit une augmentation des budgets actuels de près de 20 %. L'écologie est peut-être une affaire en or, mais sa mise en œuvre n'est pas seulement une question de volonté mais aussi - et surtout - de gros sous.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

JUSTICE

La « disparition » des fusils de Manufrance devant le tribunal correctionnel de Saint-Etienne

« On ne joue pas avec les armes... »

SAINT-ETIENNE

de notre correspondant

Le 5 février 1991, 4 174 fusils de marque Manufrance provenant de la coopérative ouvrière de Saint-Etienne étaient retrouvés dans un hangar près de Bourgès. Selon un tract remis à la presse par un collectif de salariés le 13 mai 1991, ces armes avaient été « mises à l'abri » par les salariés à la suite de « menaces proférées par des organisations d'extrême droite » et dans le souci de préserver l'avenir de l'entreprise. Vingt et une personnes comparaissent jeudi 4 et vendredi 5 juin devant le tribunal correctionnel de Saint-Etienne (Loire) pour s'expliquer sur ces « disparitions ».

Une vingtaine de ces armes ont été retrouvées en 1988 au domicile de M. Claude Charial qui affirme les avoir achetées « par solidarité avec les travailleurs de Saint-Etienne ». Délégué CGT d'un comité d'entreprise de la région périurbaine, il ne se souvient pas à qui il téléphona pour passer commande.

M. Charial n'est pas le seul à avoir perdu la mémoire. Plusieurs militants CGT qui avaient des responsabilités dans la SCOPD Manufrance ou dans l'union locale de leur syndicat en 1985 affirment tour à tour ne pas savoir qui a pris la décision de faire disparaître le stock d'armes. Aucun n'en revendiquera plus le transport bien que certains d'entre eux aient

été surpris, le 29 octobre 1986, en train de démanteler de nuit du matériel du comité d'entreprise de la SCOPD comprenant notamment cinq fusils et une carabine prototypes.

A la barre, M. Henri Krasucki qualifie la mise à l'abri des armes « d'acte de responsabilité ». « On ne joue pas avec des armes », observe par ailleurs : « On ne joue pas avec des armes ». Pour l'ancien secrétaire-général de la CGT, la disparition de ces 6 000 fusils masque en fait le « vrai problème d'une expérience que beaucoup ne voulaient pas voir réussir ».

De protocole renégocié en prêts bancaires différés, la SCOPD Manufrance, née d'un conflit du travail, a toujours vécu sous perfusion. « Dès l'origine, l'entreprise se trouvait en cassation de paiement », remarque M. Nicole Dreyfus. En 1985, année de la liquidation de biens de la coopérative, les pertes cumulées s'élevaient à 180 millions de francs. A cette époque, 80 millions de francs de subventions avaient été versées et 180 millions empruntés. Sept ans plus tard, tenant compte du caractère symbolique de cette affaire, le substitut du procureur de la République, M. Brice Robin, a requis des peines amnistiables au quantum et la restitution des armes au syndicat. Le jugement a été mis en délibéré au 9 juillet.

VINCENT CHARBONNIER

Pour avoir contribué à dissimuler le passif d'un client

Le Crédit lyonnais est condamné à indemniser les créanciers d'une entreprise

Reconnu coupable d'un ensemble de négligences ayant contribué à l'aggravation du passif d'une société régionale de négoce, la MEDEX, le Crédit lyonnais a été condamné à combler la moitié de ce passif le 10 septembre 1991 par le tribunal de commerce de Vienne (Isère). Ce jugement a été confirmé le 14 mai par la chambre des urgences de la cour d'appel de Grenoble.

GRENOBLE

correspondance

Créée en 1987, la société MEDEX, une SARL spécialisée dans le négoce de matériaux destinés au second œuvre, avait fait l'objet, à Vienne, d'une procédure de liquidation judiciaire en 1989. Il apparut alors que le gérant de cette société avait monté une gigantesque « carambolle » en achetant puis en revendant d'importantes quantités de matériel sans les avoir payées. Après en avoir seulement payé le minimum indispensable, estimant que ces opérations avaient nécessité « le concours accordé d'emblée et sans réserve par le Crédit lyonnais », le syndic chargé de la liquidation de la MEDEX saisit le tribunal de commerce de Vienne, qui condam-

nait, le 10 septembre 1991, l'établissement financier à participer à hauteur de 50 %, au comblement du passif de la société, évalué à plus de 54 millions de francs. Ce jugement a été confirmé pour l'essentiel par la cour d'appel de Grenoble.

La cour, en effet, a conclu à l'existence d'un lien de causalité entre le cumul des imprudences commises par la société Crédit lyonnais et le préjudice subi par les différents créanciers de la SARL MEDEX. Dans ses attendus, elle relève « la bienveillance dont la société MEDEX avait tout de suite bénéficiée de la part du Crédit lyonnais », notamment « dans l'octroi de crédits de lancement que n'était aucune pièce comptable, aucune provision de chiffre d'affaires et aucun élément sur les fonds propres de l'entreprise et ses perspectives de développement ». Cette négligence avait permis « d'entraîner en erreur les tiers fournisseurs de l'entreprise ». Par la suite, et malgré les incidents enregistrés depuis 1988 sur le compte commercial de la société, le Crédit lyonnais avait continué à fournir des informations « positives » et « rassurantes » sur la SARL MEDEX. Selon la cour, « l'ensemble de ces agissements fautifs ont permis d'instaurer un climat de confiance au bénéfice de la société MEDEX ».

NICOLE CABRET

L'enquête sur le financement des partis politiques

Le président du GIFCO est inculpé de trafic d'influence

Dans le cadre de l'enquête sur le financement des partis politiques dans la Sarthe, M. Renaud Van Ruymbeke, conseiller à la chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes, a inculpé, jeudi 4 juin, M. Jacques Grossman, PDG du bureau d'études GIFCO, proche du Parti communiste, de trafic d'influence (nos dernières éditions du 6 juin). M. Van Ruymbeke avait effectué le 10 mars une perquisition au siège parisien du GIFCO, la maison mère de plusieurs sociétés, dont Bretagne-Loire-Equipement (BLE), agissant en Bretagne et dans les Pays de la Loire (le Monde du 12 mars).

Le président de Bretagne Loire-Equipement, Gérard Votrich, avait été inculpé de trafic d'influence, faux et usage de faux le 14 mai par

M. Van Ruymbeke (le Monde du 16 mai). D'autre part, dans un autre dossier qu'il instruit, celui de l'affaire Trager, du nom de l'industriel nantais impliqué dans le financement occulte d'élus socialistes de la Loire-Atlantique, ce même juge a procédé à l'inculpation, jeudi 4 juin, de M. Yves Le Lann, l'ancien chef de cabinet du maire socialiste de Saint-Nazaire, M. Joël-Guy Bataux, et de M. Michel Maurice, ancien directeur de cabinet de M. Georges Dufour lorsqu'elle était présidente de la Croix-Rouge française. Tous deux ont été inculpés de recel et d'abus de biens sociaux. M. Michel Maurice est déjà inculpé dans un autre dossier Trager instruit à Angers (le Monde du 3 septembre 1991).

R.-P. P.

Le commandant Cousteau en vedette

RIO

de notre envoyé spécial

Lorsque les peuples de la Terre sont réunis sous l'arbre à palabres, en l'occurrence le centre de conférences du Rio-Centro, ils ont besoin de témoins, de voix que l'on écoute en dépit du ronron des discours. Le premier jour, ce fut Gro Harlem Brundtland, cette dame du Nord au tempérament de feu. Mais elle est repartie pour les Etats-Unis afin, notamment, de convaincre le président Bush de se montrer généreux à Rio. On a ensuite Michel Rocard, alerte et incisif, guilleret même. Mais les discours en français ne font pas autant recette que les interventions en anglais. C'est mathématique.

Vendredi 5 juin, au terme de la première semaine, c'est au commandant Cousteau qu'est revenu le rôle de témoin. Il ne s'agissait pas d'une conférence, organisée dans une petite salle, mais l'exploration aux grands honneurs réservée aux grands de ce monde. Le président brésilien Fernando Collor était au premier rang, à côté du roi de Suède Carl Gustav. Et le secrétaire général de la conférence, Maurice Strong, a présenté l'orateur avec une chaleur et un enthousiasme qui dépassaient l'habituelle emphase onusienne : « Voici mon héros, a-t-il dit, un homme qui a plus de pouvoir que bien des chefs d'Etat. Je vous présente le « Captain Planet » ».

L'auteur du « Monde du silence » s'est alors lancé - en

anglais pour mieux convaincre - dans l'évocation de deux cas qu'il juge exemplaires : la destruction de l'île de Pâques par une poignée de Polynésiens qui ont proliféré puis disparu, et la naufrage d'Haiti, emporté par la pauvreté, la déforestation et le surpeuplement, toutes choses étant liées. « Un terrible avertissement à l'humanité de ce qui attend l'île de la Terre si les hommes ne maîtrisent pas leur natalité », a-t-il martelé. Et qu'on ne compte pas sur la mer pour subvenir aux besoins des multitudes : contrairement à une opinion répandue, le mer n'est pas du tout aussi productive que la terre, et l'on doit se rappeler que « 92 % de la surface des océans équivalent à un vaste désert ».

Cousteau, intrépide malgré son âge - quatre-vingt-deux ans - et la chaleur des projecteurs, répond ensuite aux questions, en français ou en anglais. Captain Planet, qu'il séduise ou irrite, ne laisse personne indifférent. Il apporte ce qui manque le plus dans ce genre d'assemblée : l'indépendance d'esprit et le courage de ses opinions. C'est ce pouvoir de conviction qu'évoquent les diplomates chargés de négocier les conventions de Rio. Alors que, dit-on, la Terre entière les regarde, ils se battent pied à pied pour des alliances, sous l'œil narquois - et parfois irrité - de Captain Planet.

ROGER CANS

BANLIEUES

M. Mitterrand à Epinay-sur-Seine

M. François Mitterrand a assisté, vendredi 5 juin en soirée, à Epinay-sur-Seine (Seine-Saint-Denis), à la seconde édition de la Nuit des Trophées SLJ. Cette cérémonie était organisée par l'association Sport Insertion Jeunes (SIJ) en l'honneur de dix jeunes sportifs issus de cités de différentes villes ou quartiers de France (Vaux-en-Velin, Montfermeil, Trappes, Goussainville, la Goutte d'Or...) ayant une action en direction de la jeunesse qui vit.

TOXICOMANIE

Quatre enseignants inculpés d'infraction à la législation sur les stupéfiants

Quatre enseignants du lycée Bourcier-de-Perthes à Abbeville (Somme) soupçonnés d'avoir fumé du hashish avec des élèves ont été inculpés vendredi 5 juin d'infraction à la législation sur les stupéfiants et écroués à la maison d'arrêt d'Amiens. Ils auraient organisé à plusieurs reprises, à l'extérieur de l'établissement, des réunions au cours desquelles ils invitaient certains élèves à fumer du hashish.

I.L.-DE-FRANCE

Michel Giraud

contre le tracé de l'A 14

M. Michel Giraud, président (PPR) du conseil régional d'Ile-de-France, se déclare « déçu » par la décision du ministre de l'équipement et des transports, M. Jean-Louis Bianco, de confirmer le tran-

REPÈRES

chassement de la Seine par la future autoroute urbaine à péage A 14 en viaduc et non en souterrain (le Monde du 6 juin). M. Giraud rappelle dans un communiqué qu'il a saisi le président de la République « d'un projet global d'insertion » de cette autoroute qui doit relier la Défense et l'autoroute de Normandie.

DÉVELOPPEMENT

M. Bérégoz souhaite une coopération plus grande entre l'Etat et les ONG

A l'ouverture du rassemblement Terre d'avenir, organisé au Bourget, au cours du week-end de Pentecôte, par le Comité catholique contre la faim et pour le développement (le Monde du 5 juin), M. Pierre Bérégoz, premier ministre, a souligné, vendredi 5 juin, la nécessité d'une meilleure coopération entre l'Etat et les organisations non gouvernementales. « L'heure est venue de donner à ce dialogue un nouveau départ », a dit M. Bérégoz, de mieux accorder les moyens et les procédures de la coopération entre les pouvoirs publics et les ONG.

RECTIFICATIF. - L'escroquerie à la Sécurité sociale au Mans. - A la suite d'une regrettable confusion, une erreur s'est glissée dans l'article consacré à l'escroquerie au Mans sur le remboursement de prothèses de hanches (le Monde du 5 juin). Contrairement à ce que nous avons écrit, le docteur Patrice Vand de Veldre ne figure pas au nombre des inculpés et n'a pas été entendu dans le cadre de l'enquête. Les trois personnes inculpées dans cette affaire sont les docteurs Jean-Claude Meynet, Gilles Gagne et Claude Pean.



SPORTS

TENNIS : les internationaux de France

La nouvelle collection de Courier

La finale du simple messieurs opposera, dimanche 7 juin, Jim Courier (n° 1), vainqueur éclair d'Andre Agassi (n° 11), à Petr Korda (n° 7), qui a mis rapidement fin aux espoirs d'Henri Leconte.

Deux heures, il aura fallu deux heures à Jim Courier (nos derniers éditions du 6 juin) pour faire plier Andre Agassi. Et pourtant, le duel, revanche de la finale 1991 où ce dernier avait chuté en quatre sets, s'annonçait serré : un combat de titans entre deux joueurs qui n'avaient concédé chacun qu'un seul set au cours du tournoi. Cognant, attaquant, bluffant, Andre Agassi aura tout tenté, jouant son meilleur tennis, comme Nick Bollettieri, son entraîneur - et ex-entraîneur de Jim Courier - le lui a appris. Trop sage, vidé de sa rage de vaincre et de son insolente gouaille, Agassi n'a pas vu que Courier, lui, jouait encore un ton au-dessus. Car pour battre son compatriote, le numéro un mondial a un tantinet rompu avec la réputation

d'extra-terrestre bulldozer qui lui colle à la peau, renvoyant inlassablement au coup droit robotisé. Dans la forme somnolente d'un central transi et dégoûté, il a montré qu'il savait aussi jouer un tennis varié et parfois inspiré, celui qu'il garde pour ses adversaires de choix, c'est-à-dire les joueurs aussi costauds que lui, difficiles à mettre KO d'un seul direct au filet. Comme au deuxième tour devant Thomas Muster, Jim Courier a donc sorti le grand jeu, pendant deux sets seulement. Dans la troisième manche, il retrouvait le confort ennuyeux du fond de court pour donner le coup de grâce à un Agassi groggy.

Un « marine » du tennis

Quand il le veut, le numéro un mondial pimente ses célèbres coups massés de petits coups de patte. Parmi les derniers cris de sa panoplie : l'amorçage, et pas n'importe laquelle, celle qui rebondit une deuxième fois sur la trace même du premier impact ; le lob, encore, précis

et aussi haut qu'une chandelle au rugby. Ces premiers changements dans la raquette de Jim Courier sont sans doute le fruit du travail avec José Higueras, qu'il a préféré à Nick Bollettieri il y a deux ans. « Après mon apprentissage avec ce dernier, il était important pour moi de jouer plus intelligemment. José Higueras m'a appris à jouer au tennis plus qu'à frapper les balles », explique-t-il.

Pourquoi, alors, continue-t-il le plus souvent à embourber la balle ? Jim Courier attend sans doute le gazon de Wimbledon, où il ne bûille guère, pour présenter sa nouvelle collection : jeu plus rapide et plus distingué. Désormais, d'ailleurs, il s'agit de le comparer à un « marine » du tennis. Sans talent, lui ? « Je ne suis sûr d'être pas le joueur le plus doué du circuit, mais gagner demande d'autres talents que de simplement frapper dans la balle. Avoir du courage sur le court, avoir un désir très fort de jouer et avoir certains coups plus variés, c'est cela aussi le talent ».

BÉNÉDICTE MATHIEU

tion n'était pas si mauvaise que ça. Maintenant je ne vais pas retomber dans l'erreur de l'après-Coupe Davis et jouer énormément de tournois pour gagner des millions à l'ATP. Je vais d'abord améliorer ma qualité de jeu, partir à Wimbledon et surtout ne plus me prendre la tête avec ces histoires de classement ».

Petr Korda, lui, se retient d'exploser de rire. S'il est arrivé à une jeune prodige tchèque de gagner contre Courier, l'éliminant du tournoi de Montréal en 1991, ce dernier n'en est pas moins resté abasourdi par la rapidité avec laquelle le favori américain s'est débarrassé, vendredi, d'Andre Agassi. « Je réfléchirai à la stratégie à adopter contre Courier quelques minutes avant le match, je fais toujours comme ça. J'essaierai en tout cas de m'amuser, de fournir un beau tennis, de faire plaisir au public ». Un artiste contre un frappeur. Korda l'outsider ne semble pas en avoir peur.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

DÉFENSE

Le général Renard commandera la mission militaire française à POTAN

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Pierre Joxe, le conseil des ministres du mercredi 3 juin a approuvé les promotions et nominations suivantes :

• Terre. - Sont promus : général de division, les généraux de brigade Jacques Piliat, nommé chef de la mission militaire française auprès du commandant en chef des forces alliées du secteur Centre-Europe, et Alain Josselin de Plessy, nommé général de brigade, les colonels Jean de Widgach-Thor, Gérard Liesenfeld, Jean Delabre, Claude Capdeville et Guy Querolle.

Sont nommés : chef de la mission militaire française auprès du commandant suprême des forces alliées en Europe, le général de division Étienne Renard ; directeur de la section technique de l'armée de terre, le général de division Jacques Vidé ; adjoint au général commandant la région militaire de défense Atlantique et la circonscription militaire de défense de Bordeaux, le général de division Jacques Genest ; directeur de l'école supérieure des officiers de réserve du service d'état-major, le général de brigade Louis Germain ; gouverneur militaire de Strasbourg, commandant la division du Rhin et délégué militaire départemental du Bas-Rhin, le général de brigade Philippe Thorey ; adjoint au général gouverneur militaire de Lyon, commandant la région militaire de défense Méditerranée et la circonscription militaire de défense de Lyon, le général de brigade Xavier Prevost ; délégué militaire départemental du Loiret, le général de brigade Roland Bock ; adjoint au général gouverneur militaire de Marseille et commandant la circonscription militaire de défense de Marseille, le général de brigade Christian Pipemal.

• Air. - Sont promus : général de brigade aérienne, les colonels Hugues Danis (nommé directeur de l'École supérieure de guerre aérienne) et Alain Perrotaz.

Sont nommés : adjoint au général commandant le transport aérien militaire, le général de brigade aérienne Jean-Paul Trappé ; chef des conseillers militaires aux négociations de Vienne sur le désarmement classique en Europe, le général de brigade aérienne Daniel Vilain.

La revanche de Zvereva sur Graf

Il y a d'autres tournois à Roland-Garros. Quand la terre battue du central est foulée par les derniers rescapés des simples messieurs ou dames, quelques courts voisins résonnent des coups des juniors et des équipes de double. C'est dans cette dernière discipline, terrain d'entraînement privilégié des joueurs, que Natalia Zvereva a oublié, vendredi 6 juin, sa défaite contre Steffi Graf, trois jours plus tôt en quarts de finale.

En battant en demi-finale la paire allemande Huber-Graf, 6-0, 6-1, la joueuse russe, accompagnée de l'Américain Gigi Fernandez, s'est également offert une petite revanche sur la finale du simple dames où Graf lui avait infligé un 6-0, 6-0. Plus tranchant, le duo russo-américain, tête de série n° 2 du tournoi, a éliminé les Allemandes dont la tête dans la finale du lendemain. Le retour à la lumière de la talentueuse Zvereva fait décidément plaisir à voir.

B. M.

Les résultats du vendredi 5 juin SIMPLES MESSIEURS

Demi-finales

1. Courier (E-U, 1) b. A. Agassi (E-U, 11) 6-3, 6-2, 6-2 ; P. Korda (Tch, 7) b. H. Leconte (Fra) 6-2, 7-6, 6-3.

(Entre parenthèses, la nationalité des joueurs et joueuses et, éventuellement, leur rang parmi les têtes de série.)

CARNET

Naissances

- Claire MANDOUZE et Raymond VERIFIER, Julie, Jérôme et Pauline, ont la joie d'annoncer la naissance de Mathieu,

le 7 mai 1992.

8, avenue des Orangers, 1150 Bruxelles.

Mariages

- M. et M^{me} Jean-François LE TOURNEUX de LA FERRAUDIERE, M. et M^{me} Yves-Marie HEUDE, sont heureux de faire part du mariage de

Christelle LE TOURNEUX de LA FERRAUDIERE et Antoine DEMETZ,

célébré le 6 juin 1992 à Luc-en-Baugois, en union de prêtre avec Jean-Louis Demetz (P), père du marié.

La Ferraudière, 49140 Luc-en-Baugois, 18, rue Montmartre, 75001 Paris.

Anniversaires

Le 8 juin 1990, Jacques FRANJU

nous quitte pour toujours.

Pour ce deuxième anniversaire, Marie-Laure, son épouse, demande que tous ceux qui l'ont connu et aimé aient une pensée pour lui et ne l'oublient pas.

Soutenances de thèses

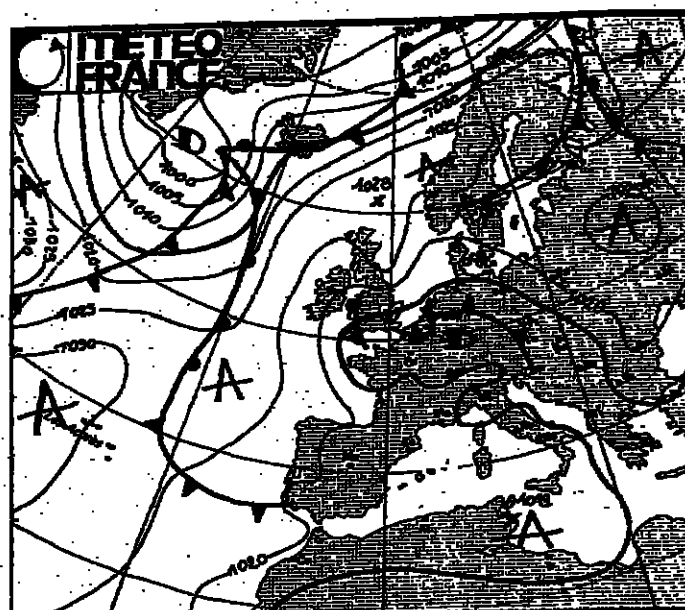
- Roger Moyon-Mogo a soutenu, le 1^{er} juin 1992, à l'université de Reims, une thèse de doctorat en médecine avec mention très honorable et félicitations du jury, sur « Les lésions ostéolytiques au cours de la lymphoprolifération bénigne d'inoculation ».

Conférences

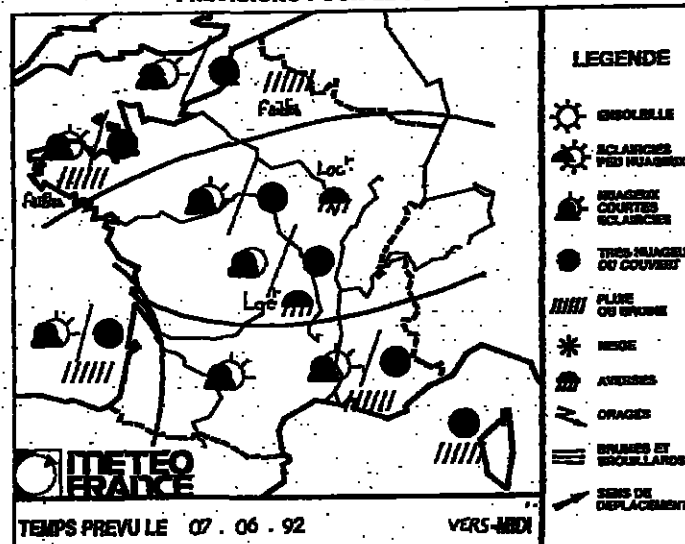
- Conférence du professeur F.-R. Hausman : « Un grand montagnard : Hugo Friedland », le samedi 13 juin 1992, à 14 h 30, salle des Actes de la Sorbonne. Entrée libre. Société internationale des amis de Montaigne, BP Paris Bourse 913, 75073 Paris, Cedex 02.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 6 JUIN 1992 A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 7 JUIN 1992



Dimanche : toujours des nuages, quelques pluies. - Au sud du 45°, malgré de timides éclaircies, les nuages s'emparent encore. Le dimanche par moment des ondées et des orages pourraient même éclater de la Corse aux Alpes, peut-être jusqu'au Jura. Les pluies pourraient avoir un caractère peu plus continu sur l'Aquitaine.

De la Bretagne nord au Pas-de-Calais, le ciel sera le plus souvent gris, et il y aura toujours un risque de petites pluies.

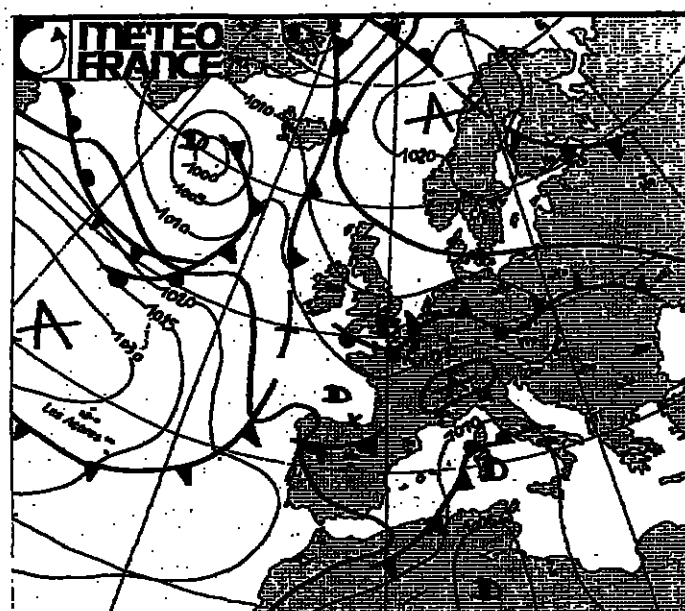
Sur les autres régions, la météo débute souvent sous la grisaille, brumes et brouilles limitant la visibilité. Dans la journée, on pourra compter sur quelques éclair-

cies. Il faudra tout de même surveiller le ciel, car on n'est toujours pas à l'abri d'une averse.

Le thermomètre sera une nouvelle fois bien paresseux. Au petit matin, les températures, assez homogènes sur l'ensemble de la France, seront comprises entre 9 degrés et 12 degrés. Près de la Méditerranée et en Corse, elles se rapprocheront de 15 degrés.

Les températures de l'après-midi resteront faibles pour la saison. Elles s'éleveront entre 15 degrés et 18 degrés près de la Manche, en Aquitaine et dans la Nord-Est ; entre 18 degrés et 21 degrés dans le Sud-Est ; entre 17 degrés et 20 degrés ailleurs.

PRÉVISIONS POUR LE 8 JUIN 1992 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maximale - minima et temps observé le 6-8-92

FRANCE	TOULOUSE	LUXEMBOURG	13	11	P
ARAJON	22	16	10	8	D
BARCELONE	17	11	10	8	D
BORDEAUX	16	11	10	8	D
BRESCIA	15	10	9	7	D
CHAMPEL	14	9	8	6	D
CHERBOURG	13	8	7	5	D
CHERBOURG	12	7	6	4	D
CHERBOURG	11	6	5	3	D
CHERBOURG	10	5	4	2	D
CHERBOURG	9	4	3	1	D
CHERBOURG	8	3	2	0	D
CHERBOURG	7	2	1	-1	D
CHERBOURG	6	1	0	-2	D
CHERBOURG	5	0	-1	-3	D
CHERBOURG	4	-1	-2	-4	D
CHERBOURG	3	-2	-3	-5	D
CHERBOURG	2	-3	-4	-6	D
CHERBOURG	1	-4	-5	-7	D
CHERBOURG	0	-5	-6	-8	D
CHERBOURG	-1	-6	-7	-9	D
CHERBOURG	-2	-7	-8	-10	D
CHERBOURG	-3	-8	-9	-11	D
CHERBOURG	-4	-9	-10	-12	D
CHERBOURG	-5	-10	-11	-13	D
CHERBOURG	-6	-11	-12	-14	D
CHERBOURG	-7	-12	-13	-15	D
CHERBOURG	-8	-13	-14	-16	D
CHERBOURG	-9	-14	-15	-17	D
CHERBOURG	-10	-15	-16	-18	D
CHERBOURG	-11	-16	-17	-19	D
CHERBOURG	-12	-17	-18	-20	D
CHERBOURG	-13	-18	-19	-21	D
CHERBOURG	-14	-19	-20	-22	D
CHERBOURG	-15	-20	-21	-23	D
CHERBOURG	-16	-21	-22	-24	D
CHERBOURG	-17	-22	-23	-25	D
CHERBOURG	-18	-23	-24	-26	D
CHERBOURG	-19	-24	-25	-27	D
CHERBOURG	-20	-25	-26	-28	D
CHERBOURG	-21	-26	-27	-29	D
CHERBOURG	-22	-27	-28	-30	D
CHERBOURG	-23	-28	-29	-31	D
CHERBOURG	-24	-29	-30	-32	D
CHERBOURG	-25	-30	-31	-33	D
CHERBOURG	-26	-31	-32	-34	D
CHERBOURG	-27	-32	-33	-35	D
CHERBOURG	-28	-33	-34	-36	D
CHERBOURG	-29	-34	-35	-37	D
CHERBOURG	-30	-35	-36	-38	D
CHERBOURG	-31	-36	-37	-39	D
CHERBOURG	-32	-37	-38	-40	D
CHERBOURG	-33	-38	-39	-41	D
CHERBOURG	-34	-39	-40	-42	D
CHERBOURG	-35	-40	-41	-43	D
CHERBOURG	-36	-41	-42	-44	D
CHERBOURG	-37	-42	-43	-45	D
CHERBOURG	-38	-43	-44	-46	D
CHERBOURG	-39	-44	-45	-47	D
CHERBOURG	-40	-45	-46	-48	D
CHERBOURG	-41	-46	-47	-49	D
CHERBOURG	-42	-47	-48	-50	D
CHERBOURG	-43	-48	-49	-51	D
CHERBOURG	-44	-49	-50	-52	D
CHERBOURG	-45	-50	-51	-53	D
CHERBOURG	-46	-51	-52	-54	D
CHERBOURG	-47	-52	-53	-55	D
CHERBOURG	-48	-53	-54	-56	D
CHERBOURG	-49	-54	-55	-57	D
CHERBOURG	-50	-55	-56	-58	D
CHERBOURG	-51	-56	-57	-59	D
CHERBOURG	-52	-57	-58	-60	D
CHERBOURG	-53	-58	-59	-61	D
CHERBOURG	-54	-59	-60	-62	D
CHERBOURG	-55	-60	-61	-63	D
CHERBOURG	-56	-61	-62	-64	D
CHERBOURG	-57	-62	-63	-65	D
CHERBOURG	-58	-63	-64	-66	D
CHERBOURG	-59	-64	-65	-67	D
CHERBOURG	-60	-65	-66	-68	D
CHERBOURG	-61	-66	-67	-69	D
CHERBOURG	-62	-67	-68	-70	D
CHERBOURG	-63	-68	-69	-71	D
CHERBOURG	-64	-69	-70	-72	D
CHERBOURG	-65	-70	-71	-73	D
CHERBOURG	-66	-71	-72	-74	D
CHERBOURG	-67	-72	-73	-75	D
CHERBOURG	-68	-73	-74	-76	D
CHERBOURG	-69	-74	-75	-77	D
CHERBOURG	-70	-75	-76	-78	D
CHERBOURG	-71	-76	-77	-79	D
CHERBOURG	-72	-77	-78	-80	D
CHERBOURG	-73	-78	-79	-81	D
CHERBOURG	-74	-79	-80	-82	D
CHERBOURG	-75	-80	-81	-83	D
CHERBOURG	-76	-81	-82	-84	D
CHERBOURG	-77	-82	-83	-85	D
CHERBOURG	-78	-83	-84	-86	D
CHERBOURG	-79	-84	-85	-87	D
CHERBOURG	-80	-85	-86	-88	D
CHERBOURG	-81	-86	-87	-89	D
CHERBOURG	-82	-87	-88	-90	D
CHERBOURG	-83	-88	-89	-91	D
CHERBOURG	-84	-89	-90	-92	D
CHERBOURG	-85	-90	-91	-93	D
CHERBOURG	-86	-91	-92	-94	D
CHERBOURG	-87	-92	-93	-95	D
CHERBOURG	-88	-93	-94	-96	D
CHERBOURG	-89	-94	-95	-97	D
CHERBOURG	-90	-95	-96	-98	D
CHERBOURG	-91	-96	-97	-99	D
CHERBOURG	-92	-97	-98	-100	D
CHERBOURG	-93	-98	-99	-101	D
CHERBOURG	-94	-99	-100	-102	D
CHERBOURG	-95	-100	-101	-103	D
CHERBOURG	-96	-101	-102	-104	D
CHERBOURG	-97	-102	-103	-105	D
CHERBOURG	-98	-103	-104	-106	D
CHERBOURG	-99	-104	-105	-107	D
CHERBOURG	-100	-105	-106	-108	D
CHERBOURG	-101	-106	-107	-109	D
CHERBOURG	-102	-107	-108	-110	D
CHERBOURG	-103	-108	-109	-111	D
CHERBOURG	-104	-109	-110	-112	D
CHERBOURG	-105	-110	-111	-113	D
CHERBOURG	-106	-111	-112	-114	D
CHERBOURG	-107	-112	-113	-115	D
CHERBOURG	-108	-113	-114	-116	D
CHERBOURG	-109	-114	-115	-117	D
CHERBOURG	-110	-115	-116	-118	D
CHERBOURG	-111	-116	-117	-119	D
CHERBOURG	-112	-117	-118	-120	D
CHERBOURG	-113	-118	-119	-121	D
CHERBOURG	-114	-119	-120	-122	D
CHERBOURG	-115	-120	-121	-123	D
CHERBOURG	-116	-121	-122	-124	D
CHERBOURG	-117	-122	-123	-125	D
CHERBOURG	-118	-123	-124	-126	D
CHERBOURG	-119	-124	-125	-127	D
CHERBOURG	-120	-125	-126	-128	D
CHERBOURG	-121	-126	-127	-129	D
CHERBOURG	-122	-127	-128	-130	D
CHERBOURG	-123	-128	-129	-131	D
CHERBOURG	-124	-129	-130	-132	D
CHERBOURG	-125	-130	-131	-133	D
CHERBOURG	-126	-131	-132	-134	D
CHERBOURG	-127	-132	-133	-135	D
CHERBOURG	-128	-133	-134	-136	D
CHERBOURG	-129	-134	-135	-137	D
CHERBOURG	-130	-135	-136	-138	D
CHERBOURG	-131	-136	-137	-139	D
CHERBOURG	-132	-137	-138	-140	D

Le Monde

HEURES LOCALES

Dérapiages immobiliers sur les pentes de la Croix-Rousse

A Lyon, des habitants de l'ancienne colline des canuts, en cours de réhabilitation tentent de résister à la spéculation et aux risques d'exclusion

LYON

de notre bureau régional

M. ROLAND CHANDELON, maire du 1^{er} arrondissement de Lyon, un proche de M. Michel Noir, peine à cacher son désarroi. « Je ne sais pas faire », ose-t-il avouer face aux provocations répétées de quelques dizaines de squatters qui revendent, haut et fort, le droit au logement... gratuit. La méthode forte n'a pas calmé leurs ardeurs. Le 15 mars, au petit matin de la date légale, la police a, sans ménagement, chassé d'une usine désaffectée ces jeunes français et étrangers, héritiers des luttes urbaines de grandes villes européennes, qui, par conviction ou par obligation, ont choisi la marginalité.

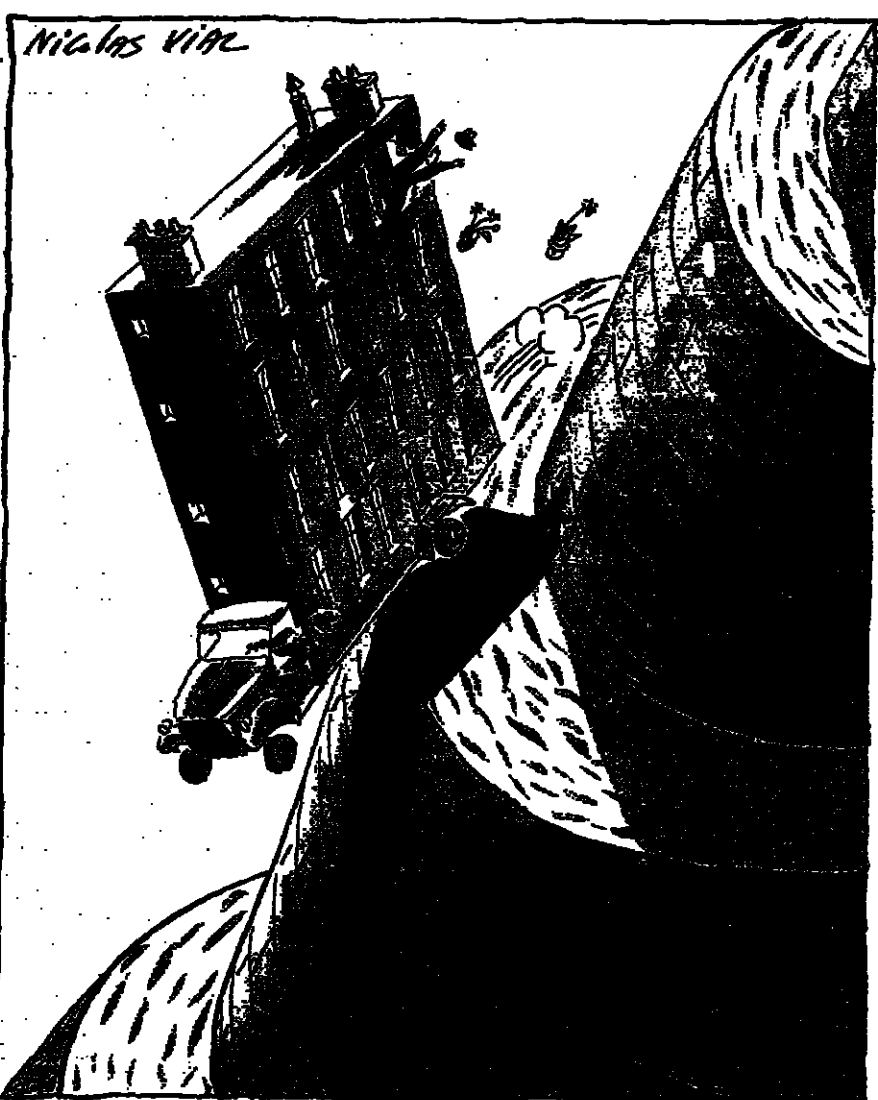
Le propriétaire des lieux, une fondation, souhaitait vendre au profit d'un promoteur bien en vue sur la place. Il n'en a pas fallu plus pour que la Croix-Rousse connaisse, à nouveau, quelques nuits agitées de courses-poursuites à travers ses rues étroites et ses traboules, un dédale de passages couverts et d'escaliers. Les tentatives de conciliation n'ont guère plus abouti. Les squatters sont toujours là, dispersés parmi les quelques 500 logements déclarés vacants sur les 14 000 de ce « village » d'environ 23 000 habitants, dominant superbement le Rhône et la Saône, à deux pas du centre et de l'hôtel de ville.

La tradition libertaire, « canaille et sulfureuse », ose M. Gilles Buma (Verts), conseiller d'arrondissement, ne s'est pas éteinte, malgré les assauts répétés de ceux qui tentent de transformer en cité résidentielle « la colline qui travaille ». Le lieu historique de la révolte prolétaire des canuts, celui de la Résistance lyonnaise durant la guerre. « Cette colline est un lieu symbolique. Mais cette fois, il lui faut résister à l'argent », précise M. Bernard Devert, prêtre et « promoteur », engagé dans la folle opération de la Cour des Ventes. Dans cet autre lieu chargé d'histoire, il a entrepris de réhabiliter soixante logements en permettant aux locataires, des familles à faibles revenus, de rester sur place, y compris durant les travaux. « Nous aurons gagné lorsqu'il sera prouvé que la réussite technique est compatible avec un bilan social exemplaire ». Exemplaire ? Sûrement au sens d'un compte tenu de son coût financier exorbitant. Ce pari-là n'est pas encore gagné.

Une richesse sociale culturelle et associative

« La Croix-Rousse est au cœur d'enjeux lyonnais. Au centre de la ville, elle bénéficie d'une richesse sociale, culturelle, associative indéniable. Il n'est donc pas étonnant que la pression foncière soit forte et qu'elle risque de générer des phénomènes d'exclusion », reconnaît M. Henry Chabert (non inscrit), adjoint au maire chargé de l'urbanisme. Ce risque-là a déjà été et bien produit ses effets, depuis que la rénovation s'est emparée de ce quartier. Un des plus denses d'Europe, composé d'un entrecroisement d'immeubles aux façades roses et ocre, qui épousent les dénivellés de la pente. Construits à l'identique, ils se distinguent par leurs grandes ouvertures de fenêtres, conçues pour laisser la lumière envahir les anciennes collines de canuts, les ateliers des artisans de la soie.

Il y a bien longtemps qu'on ne travaille plus sur la Croix-Rousse : à l'exception des grossistes du textile, regroupés dans le Sen-



tier, des restaurants et cafés-théâtres où de quelques centaines d'artistes, pour la majorité des peintres et des sculpteurs. Mais le quartier a gardé ses racines. « De longue date, les Pentes ont eu une fonction d'accueil des nouveaux arrivants, ruraux venus chercher du travail, immigrés nouvellement débarqués. Cette vocation a favorisé l'enracinement de familles modestes bien insérées qui n'ont pas l'intention d'en partir », indique la charte préalable à une opération de développement social urbain (DSU), l'une des cinq en France à « s'attaquer » à un secteur ancien de centre-ville, où 5 000 logements sont encore régis par la loi de 1948, dont 2 300 sont considérés hors normes sanitaires. Un quartier qui, contrairement aux banlieues, reste animé par un réseau de trois cents associations actives.

« Malgré le faible nombre de HLM, 7 % au total, le parc privé ancien exerce une réelle fonction sociale », signale M. Jean Chabert, responsable du collectif du droit au logement qui regroupe une vingtaine de comités d'immeubles et de partis politiques. Une raison supplémentaire, selon lui, pour ne pas porter atteinte au savant équilibre de la diversité des populations patiemment tissé au fil des

décennies. « La ville est là. Elle existe. Il n'est pas admissible que les plus démunis soient contraints de partir pour rejoindre les ZUP des banlieues », ajoute-t-il.

Mais cet équilibre-là est menacé. Dans les années 80, aux grandes heures de la rénovation urbaine, des blocs, jugés insalubres, ont été détruits, remplacés par des ensembles de standing. Plus subtilement, des investisseurs extérieurs ont exploré un terrain vierge, dans le bâti ancien, pour réaliser de belles opérations spéculatives. Cascades d'achats et de reventes sur un marché artificiellement gonflé, menaces à l'encontre des locataires en place : le réseau associatif s'est nourri de ces « bagarres » contre des promoteurs spéculateurs. Mais il n'a pas pu empêcher le spectaculaire montage des prix.

La chasse aux touristes de la plus-value

Dès son élection en mars 1989, M. Michel Noir décrète « la chasse aux touristes de la plus-value ». Le « gone » de la Croix-Rousse va être pris au mot. Son objectif : la réhabilitation par l'intervention des organismes publics, mais aussi par un appel à un secteur privé solidement encadré. « Nous puisons

dans la boîte à outils des procédures les éléments de notre politique », assure M. Chandelon.

Le Plan de restauration immobilière (PRI), réglementé par une charte architecturale, est assorti d'autorisations spéciales de travaux. La collectivité use du droit de préemption, y compris par l'utilité publique en cas de défaillance des propriétaires. Les opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH) se succèdent, tandis que, dernière en date, la mise en œuvre d'une zone de protection du patrimoine architectural et d'urbanisme (ZPPAU), une des rares en milieu urbain, doit fixer de nouvelles obligations. « Contrairement aux secteurs historiques à vocation touristique, où chaque immeuble avait sa spécificité, la Croix-Rousse se caractérise par sa vision d'ensemble », souligne M. Régis Neyret, chargé de mission pour la ZPPAU. Représentant une métaphore empruntée à l'industrie textile, il précise : « L'important est de respecter la chaîne du bâti et la trame des hommes. »

Tout en reconnaissant le bien-fondé et l'utilité de ces procédures juxtaposées, les associations considèrent toutefois qu'elles ne portent que sur « la marge ». Elles ont choisi de s'attaquer à un autre volet de l'action de M. Noir : le rééquilibrage sociologique par des opérations neuves de standing, dont les droits à construire, facilement accordés aux promoteurs, permettent de financer les surcoûts d'un volet social avancé. Pour M. Buma, « outre la densification néfaste, cette politique a des effets pervers, en renouvelant considérablement la population ». M. Devert n'est pas loin de partager cet avis : « Aujourd'hui, dit-il, on commence à savoir faire pour les plus démunis. Mais il faudra bientôt s'attendre aux classes intermédiaires, elles aussi menacées d'exclusion. »

Entre une catégorie « haut de gamme » et les défavorisés puissamment aidés par la collectivité, le fossé se creuse progressivement. « C'est la diversité de ses habitants qui faisait l'unité et l'originalité de la Croix-Rousse », considère M. Jean Chabert. Premiers signes de cette rupture : de nouveaux phénomènes de délinquance et de drogue ont fait leur apparition, tandis que le taux de chômage est en forte progression parmi les jeunes. Ces signes ne manquent pas d'inquiéter les travailleurs sociaux et l'antenne DSU, justement chargée du volet social de la réhabilitation.

Dans l'immédiat toutefois, cette évolution immobilière semble subir un sérieux coup de frein. Le marché de la construction est, comme ailleurs, en panne. Récemment, un promoteur a rendu ses droits à construire. Les associations, de leur côté, n'hésitent plus à utiliser l'arme tactique juridique pour bloquer des projets dont la nature ou la qualité ne sont pas jugées conformes. « Les promoteurs sont étonnés, reconnaît M. Buma. Ils ne sont pas sûrs de construire, et encore moins de vendre. »

A la mairie, on préfère ne pas s'attarder sur cette situation « conjoncturelle ». « La Croix-Rousse comptait autrefois 60 000 habitants. A moins de créer une réserve où l'on viendra voir le dernier des Croix-Roussiens, ce quartier doit se renouveler », M. Chandelon, volontiers optimiste, se réfère à l'histoire : « Dans l'amphithéâtre des Trois-Gaules, au pied de la colline, des peuples forts différents ont réalisé une esquisse d'unité nationale. La Croix-Rousse restera toujours un symbole d'insertion et d'intégration. » La véritable image de la ville.

MICHEL DELBERGHE

Villes à l'écran

Une idée hante les maires des grandes villes : convaincre le reste des Français des qualités de leur cité. Ils souhaitent faire connaître les charmes de leurs voies piétonnes ou le calme de leurs espaces verts, sans oublier l'attrait de leurs parcs technologiques.

Dans cette course à la notoriété, les élus utilisent tous les moyens de communication. Conseillés par des agences spécialisées, les plus fortunés sont même tentés par les messages publicitaires sur le petit écran. Montpellier avait ouvert la voie, d'autres ont suivi offrant leurs images aux téléspectateurs entre une marque de parfum et les souples des hôtesses du « Club Med ».

Au mois de novembre 1991, Nantes a vanté « l'effet Côte ouest ». Trois spots de douze secondes, répétés pendant quinze jours, devaient donner envie, aux habitants du journal de TF1 en avance sur l'horloge, de venir découvrir la vie sur les bords de la Loire. Musique, rythme, couleurs, tous les ingrédients étaient réunis pour mettre en avant le dynamisme d'une cité où les étudiants étudiaient et les cadres travaillaient.

Vivre en intelligence

Dernièrement, ce sont les téléspectateurs du service public qui ont appris qu'à Rennes on « vit en intelligence ». Diffusés sur A2 et FR3, soixante-dix spots de vingt secondes ont, grâce à la voix de Claude Piéplu, « mis en valeur le savoir-faire des Rennais, tant sur le plan de la recherche que de la qualité de la vie ». Ainsi, avant le tiercé ou après la météo, les petites lucarnes se sont ouvertes sur « un centre historique remarquablement restauré », ou, plus surprenant pour un habitué des manuels de géographie, sur des planches à voile surfant sur les vagues.

Pour un investissement de 4 millions de francs, la municipalité bretonne a fait savoir que « côté formation le Rennais est également en avance ». En avance sur Montpellier, sur Nantes ou sur la prochaine ville à occuper le petit écran pour annoncer, enfin, ce que chaque téléspectateur attend : un centre historique à la fois au bord de la mer et au pied des montagnes.

S. B.

Partager la rue

Des aménagements de la voirie peuvent permettre de faire comprendre aux automobilistes, sans les exclure, qu'ils ne sont pas les seuls usagers des centres-villes

L'ÉPOQUE des grandes percées de type haussmanniennes semble terminée. Les villes ne bâtissent plus en fonction du trafic automobile mais, à l'inverse, depuis quelques années, elles auraient plutôt tendance à réduire la largeur de leurs rues. « Plus on élargit une voie, plus on augmente la fluidité du trafic et on assiste à une augmentation de la circulation en volume et en vitesse », explique Gérard Plantier, adjoint chargé de l'urbanisme à Saint-Léger-du-Bourg-Denis.

Dans cette commune de l'agglomération rouennaise, une concertation a été engagée avec la population pour définir les priorités d'un nouveau plan de circulation. Selon l'adjoint au maire, « tout automobiliste est aussi un piéton, et il doit se montrer responsable dans ses choix ».

A lui d'accepter de ralentir sa vitesse en ville, à lui de penser que dans certains quartiers « la voirie est conçue en priorité pour les piétons et les cyclistes, pour les enfants afin qu'ils puissent jouer en toute sécurité ». A Saint-Léger-du-Bourg-

Denis, comme dans nombre de villes, les services municipaux envisagent de planter des arbres aux carrefours pour réduire la visibilité ou de multiplier les obstacles sur la trajectoire des voitures. Dans d'autres cités, la décision est prise de limiter les places de parking en centre-ville. Des aménagements de la voirie qui n'ont qu'un seul but : modérer la circulation automobile. Si elle veut être autorisée en milieu urbain, la voiture doit tenir compte des autres usagers de la rue. Or, l'automobiliste paraît beaucoup plus sensible à quelques bancs ou à un soi pavé qu'à un panneau de limitation de vitesse. Il adapte son comportement à l'environnement qu'il traverse.

Recréer une animation urbaine

Il faut pour cela agir à la fois sur l'ambiance du lieu, par la végétation, le mobilier urbain, les matériaux, et sur la configuration physique de la rue. Le long ruban noir de la route doit être cassé, dans sa longueur, en créant des occasions de ralentissement, dans sa largeur, en

réduisant l'espace offert à la voiture, et dans sa hauteur, en jouant sur la perspective.

Coupée en deux par une route nationale, la petite ville de Doyet, dans le département de l'Ailier, voyait peu à peu disparaître toute vie locale. En cinq ans, dix-neuf accidents graves s'étaient produits sur cette voie fréquentée quotidiennement par 5 000 véhicules. Grâce au programme interministériel expérimental « Ville plus sûre, quartiers sans accidents », la commune est partie à la reconquête des 600 mètres de route qui formaient de fait son centre-ville (1).

Des « portes » d'entrée et de sortie de la zone centrale ont été matérialisées par des colonnes. Parmi les nouveaux carrefours, celui de la mairie a été aménagé en place, à l'aide d'un pavage circulaire d'un mobilier urbain adapté (bacs à fleurs, bancs et lampadaires). La largeur de la voie a été réduite par une plus forte emprise des trottoirs et par la création d'un terre-plein central. Une piste cyclable de couleur, entre chaussée et trottoir, accentue l'effet de rétrécissement.

Le terre-plein central a été planté. Les arbres, en brisant la perspective, coupent l'élan de l'automobiliste. Non seulement ces aménagements incitent les automobilistes à ralentir, mais ils permettent à la vie urbaine de naître. Dans un environnement plus sûr et valorisé par des plantations, des bancs, des couleurs, les piétons se réapproprient la rue, créant ainsi une animation qui renforce l'ambiance urbaine à laquelle est sensible l'automobiliste.

Le programme « Ville plus sûre, quartiers sans accidents » concernait surtout les grands axes, mais son principe de base – réconcilier circulation, sécurité et vie urbaine – peut s'appliquer à n'importe quel secteur d'une ville. A l'approche de son centre piétonnier, Chambéry a entièrement réaménagé une place pour une meilleure mixité des usages.

CÉCILE MAILLARD

Lire la suite page 13

(1) Une quarantaine d'opérations ont été réalisées à l'occasion du programme interministériel « Ville plus sûre, quartiers sans accidents » lancé en 1984.



LYONNAISE
DES EAUX
DUMEZ

Un groupe mondial
de construction et de services
pour l'environnement.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde L'ÉCONOMIE

HEURES LOCALES

REPÈRES

AUVERGNE

Disparition
de la scène nationale
d'Aurillac

À la fin de l'année doit disparaître le Centre de développement culturel (CDC) d'Aurillac, qui, comme une soixantaine d'autres en France, a le label de « scène nationale ». Ce centre gère la politique des spectacles de la ville et réalise des productions, il a participé à une création du Royal de Luxe. La difficile situation financière du CDC est à l'origine de la décision prise par les représentants de la municipalité et de l'État.

Après la découverte d'un déficit supérieur à 1,265 million de francs pour la saison 1989-1990, un plan de redressement sur quatre ans, avec l'aide d'un emprunt garanti par la ville, a été proposé, mais de nouveaux dérapages sont apparus, précise M. René Soucheon (PS), maire d'Aurillac.

La ville a souhaité impulser un nouveau projet culturel, mais il n'a pas été retenu par le ministère. Dès lors, les deux partenaires, devenus les seuls décideurs après la démission en avril du président et des membres associés du conseil d'administration, ont convenu que cet organisme ne pouvait plus poursuivre son activité.

Le directeur a été licencié, et les quatre employés devraient être reclassés par la ville. Pendant six mois, le CDC fonctionnera sous un nouveau statut et, en 1993, il sera remplacé par une institution municipale qui doit être créée à l'automne.

BOURGOGNE

Tout savoir
sur les aides économiques
en Saône-et-Loire

Le conseil général de Saône-et-Loire, par l'intermédiaire de sa structure de promotion, vient de réaliser un catalogue des innombrables aides économiques. Une démarche qui sera appréciée par tous ceux, créateurs ou repreneurs d'entreprises, qui ont besoin de connaître les aides économiques dans le labyrinthe des mesures administratives destinées à soutenir l'action économique.

Le guide des aides économiques, version Saône-et-Loire, fait le point sur une centaine de mesures. Cinq thèmes y sont développés : la création d'entreprise, le développement d'une entreprise, la reprise d'une entreprise, les mesures liées à l'emploi et les cas liés aux entreprises en difficulté.

Pour réaliser ce document distribué gratuitement, Saône-et-Loire Promotion a sollicité la collaboration de nombreux services de l'État, de la région ou d'organismes professionnels, qui ont tous compris qu'ils contribuaient ainsi à servir le développement de leur région. L'utilisateur, bourguignon ou non, qui suit le guide « réalise en tout cas une sérieuse économie de temps et de téléphone ».

BRETAGNE

Un concours
pour attirer
des usines à Guingamp

HOMME de défi, Noël Le Graët avait déjà transformé le petit club de football de Guingamp en équipe professionnelle, avant de donner un nouvel élan à Caelig, une entreprise de surgelés de Saint-Brieuc. Il lance maintenant un nouveau match sur le terrain économique de la Bretagne centrale.

Son objectif : inciter « un jeune chef d'entreprise qui a une idée en poche et besoin d'un coup de main » à s'installer dans le pays de Guingamp. Un bassin d'emplois touché par la crise de l'électronique qui tente de développer le secteur de l'agroalimentaire.

L'industriel a imaginé un concours offrant à un jeune la possibilité de s'implanter sur l'agropole de Guingamp. Peuvent être candidats des personnes ou des sociétés de moins de cent salariés, non dépendantes d'un grand groupe et désirant créer un établissement. Le lauréat recevra un chèque de 30 000 francs, un prêt participatif de 100 000 francs du Crédit agricole et le soutien de nombreux partenaires comme l'Agence de développement économique du Trégor, les chambres de commerce et des métiers des Côtes-d'Armor et le groupe UNICOPA.

Ce supplément a été réalisé avec la collaboration de nos correspondants : Bernard Catus (Aurillac), Patrick Le Nen (Saint-Brieuc) et Claudine Mettetal (Macon).

Les dérives de la politique de la ville

Elus, sociologues et travailleurs sociaux s'interrogent
sur les effets pervers de l'action sociale dans les quartiers dits « défavorisés »

POUR combattre « à la racine » le malaise urbain et le racisme, l'action sociale sous toutes ses formes apparaît plus que jamais prioritaire. On réhabilite les HLM, on aide les associations, les écoles et toutes les initiatives destinées à ranimer la vie sociale et à apaiser les tensions. Or c'est souvent dans les quartiers qui bénéficient directement de ces actions publiques que la bête xénophobe grogne le plus fort. Le résultat des dernières élections régionales dans les banlieues « difficiles » en témoigne. Avec 42 % des voix dans les grands ensembles de Dreux et près de 36 % au Val-Fourré, la ZUP de Mantes-la-Jolie (1), le Front national engrange les dividendes de la mal-vie, sans même avoir mené une campagne locale.

Si ces résultats ne condamnent évidemment pas les efforts des pouvoirs publics dans ces cités — sans eux, où en serait-on ? — au moins conduisent-ils à s'interroger sur les contre-effets mal maîtrisés de ces interventions. M. Jean-Marie Delarue, délégué interministériel à la

ville, a ainsi admis, mardi 26 mai, que « les politiques publiques sont aussi une source d'exaspération » de la part des habitants qui refusent de voir financés « des gens dont ils ne veulent pas entendre parler ». D'où le sentiment d'une « provocation », et des réactions du type « on n'en fait que pour les immigrés ».

Au-delà
de la bonne conscience

« Il faut aller au-delà de la bonne conscience » antiraciste, et « regarder ce qu'il y a derrière » le discours xénophobe pour mieux le combattre, a déclaré M. Delarue, intervenant lors d'un débat organisé par le Fonds d'action social (FAS) et le ministère de l'équipement autour de la très éclairante étude sur la France raciste menée par le sociologue Michel Wieviorka (2). Pour celui qui reste, après la démission de M. Bernard Tapie et l'arrivée de M. François Londe, l'un des ordonnateurs de la politique de la ville, « la vie ordinaire de trois millions de nos concitoyens (habitants des cités de banlieue) reste largement mécon-

nue. Les quartiers sont des lieux de fantasmes tant pour les élus que pour les fonctionnaires ».

D'où la minimisation des réactions de rejet manifestées tant par les habitants des centres-villes qui ont l'impression qu'« on en fait trop » pour ces banlieues effrayantes, que par les « petits Blancs » des cités qui se sentent encore rabaisés par l'étiquetage « quartier en difficulté ».

Les élus locaux sont évidemment sensibles à ces mécontentements. « On a l'impression d'investir énormément et de ne pas être compris par des populations qui attendent des réponses immédiates », a souligné M^{me} Christiane Ramphit, adjoint au maire de Cergy, chargée de l'action sociale. Les interrogations atteignent aussi des fonctionnaires et des travailleurs sociaux chargés de mettre en œuvre la politique de développement social des quartiers (DSQ). Un chef de projet DSC mulhousien a témoigné de son étonnement de voir des habitants immigrés formés par lui à la gestion associative se lancer dans la création de listes strictement maghr-

bines pour les élections à l'office d'HLM. Ailleurs, ce sont des militants actifs de l'intégration qui sont « fonctionnarisés » et mis sous l'étiquette des « dispositifs d'État » pour la ville.

L'appel
aux principes

Face à ces dérives et aux réactions xénophobes, les discours des élus en appelant aux valeurs humanistes et universalistes ne suffisent plus. M. Daniel Jacquin, l'un des sociologues qui a participé à l'enquête sur la France raciste, a préconisé, de la part des élus, « un va-et-vient entre les principes moraux, et la référence à des problèmes très concrets ».

Pour effacer le dangereux sentiment de jalousie à l'égard de « l'autre », il faut « tenir un équilibre absolu entre l'action sociale vers les immigrés et vers les autres, afin que personne n'ait le sentiment d'être oublié », a estimé M. Gérard Moreau, directeur de la population et des migrations au ministère des affaires sociales et de l'intégration.

Les conséquences concrètes de cette réflexion restent à préciser. La première pourrait concerner la présentation de la politique d'intégration « qui n'a pas forcément à être explicite », selon M. Jacquin. Car les changements dans un quartier, comme les discours trop appuyés sur l'intégration des étrangers peuvent susciter des peurs nouvelles, et se retourner contre ceux qu'ils prétendent servir. La nouveauté consisterait à prendre en compte ces effets pervers dans la mise en œuvre des mesures sociales, au lieu de les nier. L'enjeu, de taille, est de « rendre attractive la politique de la ville » et « palpables » ses résultats. Car, comme l'a malicieusement souligné le sociologue en se référant à la disparition du ministère de la ville, « rien n'est plus néfaste que les effets d'annonce non suivis d'effets ».

PHILIPPE BERNARD

(1) Chiffres tirés de l'étude sur les comportements électoraux des habitants de vingt grands ensembles publiée par le Conseil national des villes (CNV).

(2) La France raciste de Michel Wieviorka. Le Seuil (lire Le Monde du 8 mai).

Des panneaux
pour les associations parisiennes

DEPUIS quelques semaines ils ornent des murs de la capitale. Largement vitrés, encadrés de blanc, soulignés du logo de la Ville de Paris, de nouveaux panneaux d'affichage viennent de faire leur apparition.

Cent cinquante panneaux pour des informations générales et quatre cents réservés plus particulièrement à la vie locale ont été installés dans les arrondissements pour recevoir les messages des associations. Afin de ne pas accroître l'occupation des trottoirs parisiens, déjà bien encombrés, ces supports sont placés soit sur des murs communaux, soit sur des palissades de chantier.

C'est la société d'affichage Dauphin qui a obtenu la concession de ce nouveau service délégué par la municipalité à une entreprise privée. Elle assure la responsabilité de l'installation, de l'entretien et de l'exploitation de ces panneaux. En contrepartie, la société Dauphin s'engage à financer le ravalement et la décoration de murs pignons, pour un montant de 12 millions de francs. Cette entreprise est

déjà liée, par un contrat de douze ans, à la ville pour l'affichage publicitaire sur les murs de la capitale.

Pour bénéficier de ce service, les associations, qui ont leur siège à Paris doivent donc s'adresser à la société concessionnaire (1) qui accordera, à la demande de la mairie, une priorité à l'information culturelle. Tout message à caractère politique ou religieux est prosaït.

Selon les services municipaux, cette initiative doit permettre de lutter contre l'affichage sauvage et aussi de répondre aux attentes des associations aux ressources insuffisantes pour acheter des emplacements publicitaires. L'article 12 de la loi du 29 décembre 1979 fait, en effet, obligation aux collectivités locales de créer des espaces réservés à l'affichage de l'information associative.

(1) Société Dauphin, Z.I. des Reingiers, 44-46, avenue du 8-Mai-1945, 92390 Villeneuve-la-Garenne. Tél. : 40-85-00-41.

DÉBAT

Assez de morosité

par Jacques Nodin

Il est des moments où il faut savoir mettre en valeur l'efficacité du syndicalisme. Au moment de quitter mes fonctions de secrétaire général de la fédération Interco CFDT, qui syndique les agents des collectivités locales et du ministère de l'intérieur, je tiens à témoigner contre la morosité de « certains salons parisiens ». Une morosité qui conduit à transiger sur un syndicalisme jugé moribond.

En quinze ans de responsabilité, j'ai eu la joie de contribuer à des réformes capitales pour la transformation des rapports sociaux, ressort indispensable de la modernisation de la société et de l'approfondissement de la démocratie.

Parmi ces réformes, la décentralisation tout d'abord. La CFDT Interco a joué un rôle primordial dans son élaboration et sa mise en œuvre, ouvrant ainsi la voie à de nouveaux espaces d'action et de négociation et à une dynamisation des rapports sociaux porteurs d'améliorations quotidiennes dans la vie des habitants.

La solidarité
une fonction essentielle

Aujourd'hui la décentralisation trouve son prolongement avec la déconcentration, dossier conflictuel s'il en est ! La CFDT s'inscrit pleinement dans cette démarche, consacrée dans la charte de la décentralisation et qui vise à valoriser le rôle de l'État au niveau des échelons régionaux et départementaux.

Qui veut la fin veut les moyens ! Au chapitre des transformations nécessaires pour mener à bien ces deux réformes complémentaires que sont la décentralisation et la déconcentration, la fédération a privilégié l'axe revendicatif de la reconnaissance des fonctionnaires. Parce qu'ils sont porteurs de valeurs comme la solidarité et la fraternité, la CFDT a négocié, pour eux, la revalorisation de leur carrière comme de leur formation continue. Bien sûr, il reste à concrétiser une politique de l'encadrement sans laquelle il ne saurait y

avoir de service public efficace. Mais, là aussi, la CFDT a posé les jalons d'une modification sociale.

Dans le même ordre d'idées, et parce que l'histoire de la CFDT se confond avec celle du combat contre toutes les formes d'exclusion et d'inégalité, Interco a privilégié l'action contre les privatisations « sauvages » des services publics locaux. Souvent synonymes de braderies, ces privatisations affectent des domaines aussi divers que le logement, la restauration sociale, la distribution de l'eau, les pompes funèbres ou les espaces verts. Car ces services ont tous en commun une fonction essentielle : la solidarité.

Enfin, je ne peux passer sous silence notre engagement dans la réforme de la sécurité civile, point de passage obligé de la protection des personnes et des biens. En obtenant des états généraux sur la sécurité civile, la CFDT s'est donné les moyens de poser les jalons d'un débat essentiel : celui du développement de la société industrielle et de la prévention des risques. Certes, aujourd'hui encore, il reste beaucoup de combats à mener, tels ceux de la protection et du développement du service public de l'habitat ou de la reconnaissance des travailleurs sociaux dans la politique de la ville. Mais (à tout le moins), au terme de mes quinze années de responsabilités syndicales, je peux affirmer que la CFDT est sortie de la pure tradition de contestation conservatrice pour s'engager, totalement, par la voie contractuelle, dans les grands débats de société.

Encore faut-il que la négociation avec les syndicats soit aussi la volonté des tenants du pouvoir — économique et politique — et devienne une pratique systématique : il y va de la régulation des conflits, incontournables dans toute société démocratique qui évolue.

» Jacques Nodin, secrétaire général de la fédération Interco de la CFDT jusqu'au 19 mai, vient d'être nommé sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de l'Alier.

BLOC NOTES

AGENDA

□ L'avenir de la métropole lilloise. — Comment se positionner par rapport aux trois grandes capitales : Paris, Londres, Bruxelles ? Doit-on miser sur le tout-territoire ou valoriser une tradition industrielle toujours présente ?

Ces questions doivent être évoquées, jeudi 11 et vendredi 12 juin à Lille, lors des Assises de la métropole, en présence d'élus et d'acteurs de la vie économique locale, mais aussi de spécialistes belges et anglais de l'aménagement.

» Francome, 16, place aux Halles, 59 000 Lille.

□ L'audiovisuel en région. — Le Syndicat des producteurs de programmes audiovisuels (S2PA) organise à Lyon, le vendredi 12 juin, une journée d'étude, intitulée « Produire en région, les nouvelles opportunités de l'audiovisuel ».

» Renseignements : Emmanuelle Laurent, tél. : 43-87-26-58.

□ Rectificatif. — Nous avons publié, par erreur, Le Monde du 31 mai-1^{er} juin un numéro de téléphone de la Fédération des meiries des villes moyennes qui est erroné. Il fallait lire (1) 45-44-99-61.

PUBLICATIONS

□ L'investissement public en France. — Le Groupe d'étude et de réflexion interrégional (GERI), que dirige M. Jacques Vaisard, président du Comité de décentralisation, vient de publier un rapport sur la Dynamique de l'investissement public à travers la France. Ce recueil de statistiques comprend deux volumes. L'Évolution des crédits d'investissement de l'État, et

l'Évolution des crédits d'investissement des collectivités locales recensent les dépenses effectuées entre 1976 et 1989, en matière d'enseignement, de formation, de culture, de santé, de développement rural, urbain, de transports, logement ou d'action économique, par l'État (248 milliards de francs) et les collectivités (1 038 milliards de francs).

» La Documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75344 Paris cedex 07.

□ Concours touristiques. — La Direction générale des collectivités locales (DGCL) vient de publier un Guide pratique de calcul des deux concours particuliers touristiques 1991. Cet ouvrage fait le point sur les décisions accordées aux communes touristiques, thématiques ou connaissant une forte fréquentation touristique journalière.

» DGCL, 2, place des Saussaies, 75008 Paris. Tél. (16-1)

NOMINATIONS

□ Un nouveau directeur des services pour la région Bourgogne. — Directeur des services du département du Tarn, M. Christian Olivieri a été nommé, lundi 1^{er} juin, directeur général des services du Conseil régional de Bourgogne.

[Né en 1948, M. Christian Olivieri est titulaire d'un DESS de gestion des collectivités locales. Administrateur territorial, il a débuté sa carrière à Dijon, avant de devenir secrétaire général de la ville d'Auxerre, puis de Valence. Proche de M. Jean-Pierre Sisson, il a été son chef de cabinet de 1983 à 1989, et ministre adjoint de l'Équipement au cabinet de M. Olivier. En 1990, il avait été nommé directeur des services du conseil général du Tarn.]

□ ... et au conseil général de Gironde. — M. Charles Vigny, directeur des services du conseil général du Gers, vient d'être nommé aux mêmes fonctions au conseil général de la Gironde.

[Né en 1945, M. Charles Vigny est polytechnicien et ingénieur en chef des Ponts et Chaussées. De 1974 à 1979, il est directeur de l'Industrie à Marseille, avant de rejoindre Toulouse où il exerce la fonction d'adjoint au directeur régional de l'Industrie. En 1982, il est nommé directeur des services économiques au conseil régional de Midi-Pyrénées, avant de rejoindre le conseil général du Gers en 1986.]

(Publicité)

3^e SALON DE L'IMPLANTATION D'ENTREPRISES
ET DU DÉVELOPPEMENT LOCAL

16, 17 et 18 juin 1992

Parc des Expositions

Tuil 2-2 - Porte de Versailles - Paris

Horaires : 9h00 - 18h30 les 16 et 18 juin
9h00 - 19h30 le 17 juin

Jeu 18 juin Journée débats Le Monde

9 h 30 - 11 h 30 Etude Démoscopie S'IMPLANTER/ S.O.C.L.E. (Système d'Observation des Critères de Localisation des Entreprises) : profil de 1 000 entreprises qui ont réalisé depuis 3 ans ou vont réaliser d'ici à 3 ans une nouvelle implantation (analyse parue dans le supplément « Heures locales » du Monde le samedi 4, daté 5/6 avril).

11 h 30 - 12 h 45 Quelle stratégie de développement pour les collectivités locales ?

15 h 15 - 16 h 15 Forum DATAR : collectivités locales, partenaires du territoire.

16 h 45 - 17 h 45 Les métiers du développement économique local.

Chaque séance sera animée par un journaliste du Monde.

Entrée sur invitation.

Inscription jusqu'au vendredi 12 juin. Tél. : 42-94-06-10.

Melun-Sen

smance en Dor

Le Monde
HORS-SÉRIELA FRANCE
DANS SES RÉGIONS26 enquêtes sur
le pays d'aujourd'hui
et
le résultat complet
des élections
du 22 mars136 pages - 45
VIENT CHEZ VOUS
MAGASIN DE JOURNAUX

que de la ville

هكذا من الجمل

La Monde • Dimanche 7 - Lundi 8 juin 1992 13

HEURES LOCALES

Melun-Sénart entre jardin et stade

La dernière née des cinq villes nouvelles de la région parisienne multiplie les projets d'aménagement et d'infrastructure pour valoriser son espace

L n'y a pas de temps, Melun-Sénart, la petite dernière des villes nouvelles de la couronne, de ville verte contre un peu de béton, quelques activités économiques et quelques activités sportives. En 1987, l'établissement public d'aménagement de Melun-Sénart (EPAMS) a même fait poser quelques chefs d'œuvre dans les sous-bois de la forêt de Sénart devant des objectifs photographiques pour les besoins d'une campagne de communication lacrimogène intitulée: « Ces six patrons détestent la campagne ».

Cinq ans plus tard, à la faveur des décisions de l'Etat de prolongement de la ligne B du RER jusqu'à Melun, programmé pour 1993, on d'inscription au schéma directeur des TGV d'une gare, l'image de Melun-Sénart, « ville paysage », reprend ses droits. Au point que le syndicat d'agglomération nouvelle (SAN) de Sénart, qui regroupe les huit communes seinte-marnaises de la ville nouvelle, développe depuis deux ans un projet de Festival international des jardins destinés à marquer durablement le territoire avant qu'il crée un événement en 1997.

Au-delà d'une manifestation ponctuelle, capable de mobiliser la profession horticole et d'attirer les touristes, le projet de Melun-Sénart est d'abord conçu comme un outil d'aménagement urbain. L'objectif est de valoriser à long terme l'espace central, autrement dit le cœur de la ville nouvelle, sur lequel sont prévus plus de

deux mille logements et plus de un million de mètres carrés de bureaux à l'horizon 2015.

« Certes, il ne faut pas nier l'indépendance de ce festival dans un domaine où notre balance commerciale est déficitaire d'environ 4 milliards de francs », précise le président du syndicat d'agglomération nouvelle, M. Jean-Jacques Fournier. Mais nous voudrions surtout aménager définitivement le site, ses espaces verts et ses jardins parcs. Il s'agit de réussir l'urbanisation d'un espace aujourd'hui agricole, qui aurait nécessité, de toutes les manières, de très forts investissements de paysagement ».

Le conseil général très réservé

Le SAN doit donc maintenant convaincre ses interlocuteurs - département de Seine-et-Marne, région Ile-de-France et surtout l'Etat - pour réunir les 400 à 600 millions de francs nécessaires à l'organisation de ces florales internationales. Le tour de table s'annonce difficile dans un contexte où l'Etat se tourne volontiers vers le secteur privé, comme c'est le cas pour la construction d'un grand stade de football. « Ce festival représenterait un apport réellement significatif en matière d'aménagement urbain, mais il ne peut exister qu'avec un apport de finances publiques important », reconnaît le directeur général de l'établissement public, M. Bertrand Méary, dont la logique diverge sensiblement de celle des élus.

En dépit de la hausse significative de ses recettes de taxe professionnelle (104 millions de francs en 1992 contre 85 en 1991), soit une augmentation de plus de 22%, le poids de la dette du syndicat d'agglomération nouvelle reste considérable (125 millions sur un budget de 221 millions de francs). Dans ces conditions, les obstacles qui continuent de peser sur les deux autres grands projets du moment, le centre commercial Francilia et le grand stade, font figure de tests.

Le premier, élaboré par la Société des centres commerciaux (SCC), a par deux fois été revu à la baisse, passant d'une surface de 100 000 mètres carrés à 63 000 puis à 53 000 mètres carrés. Pour des raisons à la fois politiques - le conseil général comme l'agglomération de Melun sont dirigés par la droite, la ville nouvelle par des socialistes - et économiques, les résistances des commerçants melunais, le dossier est, depuis plusieurs mois, en attente au ministère du commerce et de l'artisanat. « La création d'un équipement commercial d'un bon niveau est pourtant fondamentale pour diversifier le logement et attirer l'immobilier de bureaux qui nous fait défaut », souligne le directeur général de l'établissement public.

Quant au grand stade, l'appel d'offres doit être lancé dans les semaines qui viennent auprès des entreprises privées. Le cahier des charges leur impose la construction d'une enceinte de 70 000 à 85 000 places, d'un parking de 12 000 places et, en contrepartie, leur offre la possibilité d'amé-

nager 300 000 mètres carrés de bureaux. Mais l'absence d'engagement financier de l'Etat suscite les réserves du conseil général de Seine-et-Marne. L'assemblée départementale a certes approuvé, le 24 avril, les statuts du groupement d'intérêt public chargé de mener les études financières, juridiques et techniques (1) mais en décidant de « surseoir pour le moment à toute décision relative à la participation du département au projet programmé dit ». Seule l'attribution à la France de la Coupe du monde de football 1998 (la FIFA doit se prononcer le 2 juillet) pourrait définitivement lever les incertitudes qui pèsent sur cette opération nationale.

« Les changements successifs de gouvernement n'ont pas favorisé nos projets, qu'il s'agisse du grand stade, du centre commercial francilien ou du festival des jardins », estime M. Fournier. Mais l'Etat ne peut pas nous demander d'acquiescer par de quinze mille logements dans les vingt années qui viennent sans nous offrir les moyens d'un développement de qualité. Le festival, s'il peut contribuer à la réussite de notre espace central, dépasse largement la ville nouvelle ».

ROLAND PUIG

(1) Le GIP est financé par l'Etat (1,5 million de francs), le Comité national olympique sportif français (300 000 francs) la région, le département et le syndicat d'agglomération nouvelle (400 000 francs pour chacune des trois collectivités), soit au total 2 000 000 de francs.

Vagues à la frontière pyrénéenne

Les autorités espagnoles s'inquiètent des travaux d'aménagement du port de plaisance d'Hendaye

BAYONNE

de notre correspondant

JOSÉ MARIA VELO DE ANTELO, responsable au ministère espagnol des affaires extérieures, des « limites » des Pyrénées, s'est rendu au début du mois de mai sur les bords de la Bidassoa afin de constater l'état d'avancement des travaux d'aménagement des pontons de Sokoburu à Hendaye et du port de plaisance de cette ville. Cet aménagement lourd est un sujet de discorde entre les villes d'Hendaye, d'une part, Fuenterrabía et Irun, d'autre part.

Les travaux d'infrastructure, notamment de dragage, ont débuté cette année, « sans que les villes voisines soient réellement informées ». Or, un traité datant de 1856 stipule que les communes bordant la Bidassoa doivent donner leur accord pour tout aménagement sur le lit de la rivière frontalière. Ainsi, l'aménagement de Sokoburu et les terrassements afférents risquent de modifier le lit de la Bidassoa, perturbant ainsi, selon les autorités espagnoles, le cours de cette rivière.

José Maria Velo de Antelo a assuré que, les 25 et 26 mars dernier, une réunion restreinte de la commission internationale des Pyrénées a eu lieu à Paris, au cours de laquelle les autorités françaises s'étaient engagées à communiquer le projet d'aménagement du littoral hendayais à l'administration espagnole - ce qui n'a pas encore été fait. Aussi, le ministère espagnol des affaires étrangères vient-il de rappeler ces engagements à la France.

José Maria Velo de Antelo s'inquiète, dans la mesure où les travaux se poursuivent sur le site d'Hendaye. « Selon la convention de 1856, on ne peut toucher au lit de la rivière sans accord préalable de l'ensemble du voisinage », réplique le responsable espagnol. Or, les activités de dragage ont déjà eu lieu sur la partie française de la frontière, et ce sont au total 135 000 mètres cubes de sable qui devront être déplacés pour la réalisation du port de plaisance et l'aménagement définitif du site de Sokoburu.

PATRICK BUSQUET

Alternance en Dordogne

La nouvelle majorité RPR du conseil général révisé les priorités financières du département

PÉRIGUEUX

de notre correspondant

RESPONSABLE de l'image du Périgord, de la recherche d'investisseurs et de l'avis technique sur les demandes d'aide formulées par les entreprises, le comité d'expansion faisait partie des institutions mises en place par le conseil général à majorité socialiste du département de la Dordogne.

Le changement de l'équilibre politique de cette assemblée est venu bouleverser les traditions. M. Gérard Fayolle (RPR), nouveau président du conseil général, assure que « les Périgourdins ne peuvent pas donner chaque année 2 milliards de centimes pour la marche d'une institution qui a pour finalité l'emploi. C'est deux fois trop ».

Redressement judiciaire

Plus question donc de financer le comité d'expansion, une institution qui « coûte beaucoup trop cher ». Le président doute aussi de l'efficacité de certains de ses quarante-cinq salariés.

Une partie du personnel était jusqu'à présent rémunérée sans avoir de tâches précises et certains avaient des compétences éloignées

des objectifs du comité d'expansion. C'était le cas, notamment, de deux anciens délégués syndicaux COT, d'un responsable du Parti communiste, de l'épouse d'un conseiller général socialiste et du directeur de cabinet de l'ancien président du conseil général.

Le tribunal de grande instance de Périgueux a prononcé, mercredi 3 juin, le redressement judiciaire du comité d'expansion. Il a constaté qu'il était en cessation de paiement et placé dans l'impossibilité de faire face à un passif voisin de 10 millions de francs.

Un administrateur a été nommé en la personne de M. Audinet. Il s'est vu notamment fixer pour mission de licencier les employés dont la présence ne serait plus indispensable au bon fonctionnement de cet organisme.

M. Audinet devra consulter le bureau du conseil général pour savoir quelles sont ses intentions. Pour l'instant, les amis de M. Gérard Fayolle affirment qu'ils se prononceraient après avoir pris connaissance des conclusions de l'audit qu'ils ont demandé sur le comité d'expansion. Mais il semble bien que la nouvelle majorité de droite ait décidé de se passer de ce type de structure.

DOMINIQUE RICHARD

DIJON

de notre correspondant

UNE vue imprenable sur le vignoble, voilà le paysage idéal que se proposent de créer les promoteurs du projet hôtelier se proposant d'offrir aux touristes. Accroché au coteau de Meursault, au lieu dit les Chaumes de Narvaux, un établissement quatre étoiles de cent chambres, devait être « un paradis » de 4 hectares situé à deux pas des caves de dégustation, Hubert Rougeault, premier magistrat de la commune et entrepreneur de son état, en rêvait déjà. « Nous aurions créé soixante emplois, la plupart pour les jeunes du pays », explique-t-il. Il projetait même d'acheter le coteau de la tour professionnelle à la restauration de la léproserie qu'en son temps Hugues de Bourgogne avait plantée là, au bord de la future nationale 74 et qui, depuis Dijon, longe les côtes de Nuits et de Beaune.

Mais ce beau scénario s'est effondré un an après le dépôt du permis de construire. Le jour où Hubert Rougeault découvrit « une stupeur » en lisant le Journal officiel que son bout de lande où, « si le sol était bon pour la vigne, il y a longtemps qu'on vendrait » était devenu site protégé par décret du 17 avril 1992, au même titre que l'ensemble de la côte méridionale de Beaune. La protection concerne 5 000 hectares de vignobles, boisements et landes sur le territoire de onze communes de la Côte-d'Or et d'une commune de Seine-et-Marne. Les villages, dont certains déjà inscrits au titre des monuments historiques, ainsi que leur aire

d'extension naturelle sont exclus du classement.

La version de l'administration est tout autre. Il convenait de protéger « l'écotone en raison de sa qualité paysagère, renforcée par une valeur culturelle exceptionnelle qui a valu au site de donner son nom au département sous la Révolution », argumente le préfet de la Côte-d'Or dans un communiqué. M. Brice Lalonde, alors ministre de l'environnement, a ensuite autorisé le classement, parmi vingt autres sites, au conseil des ministres du 5 juin 1990. De plus, selon les responsables du ministère, la côte de Beaune était « en danger ».

Des élus devant le fait accompli

La première alerte intervint il y a deux ans. La préfecture de la Côte-d'Or est saisie d'un projet de carrière en surplomb de Santenay, sur la montagne des Trois-Cimes. Une instance de classement est prononcée le 4 décembre 1990, cette procédure ayant pour conséquence de geler tous les projets pouvant porter atteinte au paysage (carrières, habitats, diffusions d'urbanisation) pendant un

an, le temps de réaliser l'enquête administrative conduisant au classement définitif. L'incident conduisit la direction régionale de l'environnement à entreprendre dans la vallée une étude paysagère sur la côte viticole, en vue d'un classement futur. La seconde alerte est alors le projet d'hôtel de Meursault pour lequel une demande de permis de construire a été déposée le 25 janvier 1991. Trois mois plus tard, la même procédure expresse est mise en œuvre par le ministère de l'environnement.

C'est moins le principe du classement que la procédure employée qui provoque le courroux des élus. Ils disent avoir été « piégés dans une course contre la montre » qui a abouti à les mettre « devant le fait accompli ». Certes, les élus ont été consultés au cours de l'enquête administrative, cependant l'absence de plan d'occupation des sols (POS) dans plusieurs communes les a, selon eux, handicapés. Dans ce contexte, « comment pouvions-nous participer à la définition du périmètre de classement qui, finalement, s'est fait depuis un bureau à Paris ? », s'interroge M. Amathieu, maire de Corpeau. « Certes, nous aurions pu décider d'une protection rapide uniquement sur la commune de Meursault, mais nous aurions fait jurisprudence, car une procédure de classement s'applique sur la totalité d'un site », fait observer Alain Flahat, directeur régional de l'environnement.

En outre, dans la côte viticole, un dialogue de sourds s'est instauré avec l'administration autour de la loi du 2 mai 1930, définissant la protection des sites, qualifiée d'« obsolescente ». Celle-ci ne donne aux élus qu'une

voix consultative au sein de la commission départementale de la protection des sites. Or, c'est une voix délibérative qu'ils auraient souhaité obtenir. Les maires se sentent par ailleurs piégés et poignés. « La réglementation est obsolète. Je ne vois pas me transformer en gendarme », dit Jacques Bergeret, satisfait d'avoir pris les devants en créant un lotissement il y a plusieurs années.

Les responsables de l'administration s'efforcent de calmer les esprits. Ils ont proposé une collaboration étroite dans l'élaboration du cahier de gestion du site. Un cahier où devront être précisés les types de travaux soumis ou non à autorisation du préfet et les projets qui devront être présentés au ministère de l'environnement. Le directeur régional se veut rassurant. « Un classement ne signifie pas que toute construction hors des villages sera interdite », précise Alain Flahat. En revanche il y aura des contraintes architecturales à respecter. En attendant de connaître les modalités d'application, les élus éprouvent un sentiment d'injustice.

La carrière projetée à Santenay sera finalement ouverte, certes à plusieurs encablures du site initial, suite à un compromis entre l'administration et les entrepreneurs. En revanche, le projet d'hôtel est bien mort. Et la multiplication des infrastructures hôtelières ces dernières années à Beaune fait craindre aux vignerons que même des initiatives modestes dans ce domaine n'aient plus la moindre chance d'être économiquement viables.

CHRIS MAIZIAT

Le Monde

HORS-SÉRIE

LA FRANCE DANS SES RÉGIONS

26 enquêtes sur le pays d'aujourd'hui et le résultat complet des élections du 22 mars

156 pages - 45 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Partager la rue

Suite de la page 11

Les automobilistes peuvent faire le tour de ce qui est devenu la principale station de bus du centre-ville, mais ils sont prévenus qu'ils circuleront dans une « rue à priorité piétonne ». Les semi-pavés de couleur sur le sol créent une ambiance urbaine et forment des dessins qui fractionnent visuellement le trajet de la voiture. Les bordures des trottoirs ont disparu, elles donnaient aux automobilistes la sensation que leur leur était permis sur la chaussée. Aujourd'hui, dans cet espace semi-piétonnier, même les cyclistes se sentent chez eux, et la création de pistes réservées à leur usage ne se justifie plus.

Garder la « mixité »

Un décret du mois de novembre 1990 offre aux communes la possibilité de créer des « zones 30 », des secteurs où la vitesse est limitée à 30 km/h, et dont les entrées et sorties sont annoncées par une signalisation et font l'objet d'aménagements spécifiques. Ce type d'aménagements répond à une préoccupation nou-

velle : gérer le conflit entre circulation et qualité de vie urbaine sans exclure une catégorie d'usagers de la rue. Pendant longtemps, la ségrégation des modes de déplacement a prévalu. D'un côté, les plans de circulation s'adressaient aux voitures, de l'autre aux zones piétonnes et les pistes cyclables à leurs usagers respectifs. Aujourd'hui, les déplacements sont pensés de manière globale et le maître mot est la « mixité ».

Les études réalisées sur les centres urbains ont montré que la voiture crée une animation dans les villes et que les rues exclusivement piétonnes sont désertes le soir et le dimanche. « C'est pour ne pas étendre son « ghetto piétonnier » que Chambéry a créé des rues mixtes », indique le directeur des services techniques de la préfecture de la Savoie.

A Chambéry, comme dans d'autres communes plus modestes, tous les modes de déplacement doivent pouvoir cohabiter. Mais pour cela il ne faut pas que l'un d'eux domine les autres. Dans l'avenir les automobilistes devront faire preuve d'une plus grande modestie.

CÉCILE MAILLARD

Le Monde

des

Collectivités territoriales

UNE NOUVELLE RUBRIQUE SPÉCIFIQUE POUR VOS RECRUTEMENTS

Chaque mardi (daté mercredi) dans :

Le Monde

INITIATIVES

Renseignements (1) 46-62-73-02.

AGENDA

THÉÂTRE

AKTÉON-THÉÂTRE (43-38-74-82). Le Journal intime de Sally More : 19 h. Courtaillade... Guitry : 20 h 30. L'Amour est aveugle : 22 h 15.

ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). La Fille sur la banquette arrière : 20 h 45, dim. 15 h 30.

ARCANÉ (43-38-19-70). Le Poisson volant : 20 h 30, dim. 17 h.

ARTISTIC - A THÉVAIN (48-08-36-02). Sésal ou le Communisme des esprits : 20 h 30, dim. 16 h.

ATLANTIDE (46-06-11-30). Le Venin du théâtre : 20 h 30, dim. 17 h.

ATELIER (46-06-49-24). Personne d'autre : 21 h.

BASTILLE (43-57-42-14). L'Inquiétude : 21 h, dim. 17 h.

BATEAU-THÉÂTRE NAUTILUS (40-51-84-53). Martin Eden : 20 h 30. Gare aux lunes : 22 h 15, dim. 17 h.

BERRY (43-57-51-55). Dim. Les Champêtres de Jule : 20 h 30.

BOUFFONS-THÉÂTRE DU XIXE (42-38-35-53). La Cerisaie : 20 h 30. Dim. Les Femmes au tombeau : 18 h.

Café de la Gare (42-78-52-51). Théâtre à la manière ou l'es citon : 20 h 15. Dim. Festival d'expression artistique : 20 h.

CARTOUCHE-THÉÂTRE DE LA TEMPESTE (43-28-38-36). Salle 1. La Seconde Surprise de l'Amour : 20 h 30, dim. 16 h. Salle 2. Die, quel cinéma tu nous fais ! 21 h, dim. 16 h 30.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Y a-t-il un communiste dans la salle ? 21 h, dim. 15 h 30.

GYMNASÉ MARIE-BELL (42-46-78-79). Elle et Moi... : 20 h 30.

HUCHETTE (43-28-38-89). La Cantatrice cheuve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30.

LA SUIVÈRE (48-74-76-89). C'était bien : 21 h, dim. 15 h.

LA VIEILLE GRILLE (47-07-22-11). Glady : 20 h 30.

LE BOURVIL (43-73-47-84). Ma Souveraine Algérie : 20 h 30.

LE FUNAMBULE THÉÂTRE-RESTAURANT (42-23-88-83). Hortense a dit Je m'en fous : 21 h. Angèle : 22 h.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-67-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45.

L'AMÉRIQUE (42-78-03-53). L'École des femmes : 21 h.

MARIE STUART (45-08-17-80). Snow White and the three Frenchmen (spect. en anglais) : 18 h. My Dinner with André (spect. en anglais) : 19 h 30. Savage Love : 21 h 15.

MARIGNY (42-66-04-41). Le Misanthrope : 21 h, dim. 16 h.

MÉTAMORPHOSE (42-61-33-70). Marchand de rêve : 21 h, dim. 15 h.

MICHEL (42-65-35-02). Les Aviateurs : 21 h.

MICHOÏÈRE (42-42-02-07). Je veux faire du cinéma : 21 h.

MONTMARNASSE (43-22-77-74). Cuisine et dépendances : 18 h 30 et 21 h.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Les

THÉÂTRE DE LA LUNE NOIRE (43-38-70-29). Histoires de dire... : 20 h 45.

THÉÂTRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-DE-MAI (48-05-67-89). Le Ronde : 21 h, dim. 17 h. Salle de Mai. Au cœur, la brûlure : 19 h, dim. 15 h.

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Ubu roi : 20 h 30, dim. 15 h. Salle Jean Vilar. La Nuit des rois : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-68-43-80). Grande salle. Greek (A la grecque) : 20 h 30, dim. 15 h 30. Petite salle. Kvetch : 21 h, dim. 16 h.

THÉÂTRE NATIONAL DE L'ODÉON (43-26-70-32). La vie est un songe : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE DE NESLE (46-34-61-04). Les Bonnes : 20 h 30. Vaillances funèbres : 20 h 30. Le Libertinage : 22 h.

THÉÂTRE SILVIA MONFORT (45-31-10-98). L'Heure du thé chez les Pencilbury : 20 h 30, dim. 17 h.

TOURTOUR (48-87-82-48). L'Éducation d'un prince : 19 h. Agnès de Dieu : 20 h 30.

TRÉTAUX DE L'ARSENAL (42-77-47-54). Le Professeur Froppe : 20 h 30.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Patrick Timst : 19 h et 21 h.

VARIÉTÉS (42-33-09-82). La Trilogie marseillaise : 16 h et 20 h 30.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

SAMEDI

La Cinéma polonais : la Vraie Fin de la guerre (1957, v.o. s.t.f.), d'Jerzy Kawalerowicz, 14 h 30 ; la Passagère (1981, v.o. s.t.f.), d'Andrzej Munk, 17 h 30 ; l'Homme de fer (1981, v.o. s.t.f.), d'Andrzej Wajda, 20 h 30.

DIMANCHE

La Cinéma polonais : les Noces (1972, v.o. s.t.f.), d'Andrzej Wajda, 14 h 30 ; la Parole de la couronne (1972, v.o. s.t.f.), de Kazimierz Kutz, 17 h 30 ; Rencontre sur l'Atlantique (1980, v.o. s.t.f.), de Jerzy Kawalerowicz, 20 h 30.

LUNDI

La Cinéma polonais : Pleine Lune (1979, v.o. s.t.f.), d'Andrzej Kondratiuk, 14 h 30 ; l'Épave dans un train (1981, v.o. s.t.f.), de Kazimierz Kutz, 17 h 30 ; l'Œuvre de l'Europe (1988, v.o. s.t.f.), de Jerzy Kawalerowicz, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande-Galerie porte-Saint-Eustache
Forces des Médias
(40-28-34-30)

SAMEDI

Polars en Seine : Justiciers : l'Équipe Feuillade (1965) d'Albert Dagnant, Juché (1963) de Georges Franju, 14 h 30 ; Parodie : l'Impacte (1991) de Rémy Gandon, inspecteur la Beauce (1980) de Claude Zidi, 16 h 30 ; Parodie : Bande annonce : le gendarme d'Espion (1981) de Gilles Grangier, le Cave se reboute (1981) de Gilles Grangier, 18 h 30 ; Enquêtes policières : Compromis tueur (1965) de Costa-Gavras, 20 h 30.

DIMANCHE

Polars en Seine : Parodie : C'était un rendez-vous (1976) de Claude Lelouch, Une fille et des fusils (1964) de Claude Lelouch, 14 h 30 ; Enquêtes policières : Jean-Pierre Melville (1971) d'André S. Labarthe, Un fil (1971) de Jean-Pierre Melville, 16 h 30 ; Enquêtes policières : Bande annonce : Un dimanche de flics (1983) de Michel Vianey, Flic Story (1979) de Jacques Deray, 18 h 30 ; Enquêtes policières : A la recherche de Maigret (1988) de Jean-Marie Coldefy, Cécile est morte (1967) de Claude Barmis, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

A BRIGHTER SUMMER DAY (ITALYAN, v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-54-15-04).

FACES (A, v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (43-33-97-77) ; Les Trois Balzacs, 6 (45-61-10-60) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60).

I WAS ON MARS (A, v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; 14 Juillet Parnasse, 6 (43-25-58-00) ; 14 Juillet Parnasse, 6 (43-25-58-00) ; 14 Juillet Parnasse, 11 (43-07-48-60).

LATINO BAR (Esp.-Mex., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

OPENING NIGHT (A, v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Pathé Hauteville, 6 (46-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-18-08) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Reflet Médias, 13 (43-21-60-74) ; Gaumont Aléa, 14 (38-65-75-14) ; Pathé Montparnasse, 15 (43-20-32-20) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wapler, 15 (45-22-47-94).

SUVARNAREKHA (Ind., v.o.) : Espace Saint-Michel, 6 (44-07-20-48).

TRUST ME (A, v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-25-58-00).

LES GRANDES REPRISES

ALLEMAGNE ANNÉE ZÉRO (F., It., v.o.) : Europa Panthéon (ex-Reflet

Panthéon), 5 (43-54-15-04).

CÉRÉMONIE SECRÈTE (Brit., v.o.) : Le Champ - Espace, Jacques Tati, 5 (43-54-51-60).

LE CRIME ÉTAIT PRESQUE PARFAIT (A, v.o.) : Action Christine, 6 (43-28-11-30).

EASY RIDER (A, v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82).

ÉTOILE CACHÉE (Ind., v.o.) : Espace Saint-Michel, 6 (44-07-20-48).

EVA (Fr.-Brit., v.o.) : Action Christine, 6 (43-28-11-30).

FANTASIA (A.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82).

FRISBANDS (A, v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

L'IMPÉRATRICE ROUGE (A, v.o.) : Les Trois - Luxembourg, 6 (46-33-97-77).

L'IMPOSSIBLE MR. SÉBÉ (A, v.o.) : Action Éclipses, 5 (43-25-72-07) ; Mac-Méhon, 17 (43-25-72-07).

MEURTRE D'UN BOOKMAKER CHINOIS (A, v.o.) : Saint-André-des-Arts II, 6 (43-28-80-25).

MINNIE AND MOSKOWITZ (A, v.o.) : Utopia, 5 (43-25-84-66).

ORANGE MÉCANIQUE (Brit., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82).

LA PARTY (A, v.o.) : Reflet Médias,

Logos salle Louis-Jouvet, 5 (43-54-42-34).

LA PLANÈTE BLEUE (Can.) : La Gode, 19 (40-05-80-00).

LE ROMAN DE RENARD (Fr., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-25-58-00).

SARRAQUINIA (Fr.-Mauritanien, v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-67-18-08) ; Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

THE BLUES BROTHERS (A, v.o.) : Les Trois Balzacs, 6 (45-61-10-60).

TO BE OR NOT TO BE (A, v.o.) : Reflet Logos II, 5 (43-54-42-34).

UN ENFANT ATTENDU (A, v.o.) : Utopia, 5 (43-25-84-66).

UNE FEMME SOUS INFLUENCE (A, v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

LES VALSEUSES (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Pathé Montparnasse-Concorde, 8 (43-59-92-82).

LA VIE DES MORTS (Fr.) : L'Entropol, 14 (45-41-63).

SPECTACLES NOUVEAUX

LE PROFESSEUR FREPPEL Tré-taux de l'Arsenal (42-77-47-54) (dim., lun.), 20h30 (3).

PERSONNE D'AUTRE Atelier (46-06-49-24) (dim.), 21h (4).

LE VENIN DU THÉÂTRE Atalante (46-06-11-30) (dim. soir, mar.), 20h30 ; dim. 17 h (4).

LA MALADE IMAGINAIRE Comédie-Française (40-15-00-15), sam., mar., jeu, 20 h 30 et lun. 14 h (6).

UN POUR LA ROUTE Guichet Mont-

parnasse (43-27-88-81) (dim.), 18 h (8).

SUFAPLANÈTES Théâtre national de l'Odéon (petite salle) (43-25-70-32), mar. 18 h 30 (9).

L'INDIEN CHERCHE LE BRONX Hôpital épistémère (46-27-03-28), mar. 21 h (9).

PATY, OK, YTA, KO, Barry (43-57-51-55), mar. 19 h 30 (9).

SANS MENTIR Bouffes parisiens (42-96-80-24) (dim. soir, lun.), 21h ; sam. 18 h et dim. 15 h 30 (9).

RÉGION PARISIENNE

BATEAU-THÉÂTRE À COURBOVOIE (OUAI MARECHAL-JOFFRE) (40-51-84-53). Esotérisme Satie : 20 h 30.

CERGY-PONTOISE (THÉÂTRE DES ARTS) (30-30-33-33). Le Chant des Signes : 21 h.

ENGHIEN (THÉÂTRE MUNICIPAL DU CASINO) (34-72-94-94). Dim. Cirque baroque : 19h30.

MALAKOFF (THÉÂTRE 71) (46-55-43-45). Ivanov : 20 h 30, dim. 17 h.

NEUILLY-SUR-SEINE (L'ATHLÉTIC) (46-24-03-63). Soirées bourgeoises : 20 h 30.

NOISIEL (GRAND THÉÂTRE DE LA FERME DU BUISSON) (64-62-77-77). Hula d'os : 21 h.

VITRY-SUR-SEINE (STUDIO-THÉÂTRE) (46-81-75-65). Les Bonnes : 21 h.

VITRY-SUR-SEINE (THÉÂTRE JEAN-VILAR) (46-82-84-90). Dim. Ay Fedrico Garcia : 17h.

CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

SAMEDI

Hommage à Claude Cardinale : les Professionnels (1968), de Richard Brooks, 15 h ; l'Audience (1971, v.o. s.t.f.), de Marco Ferreri, 18 h ; Sandra (1965, v.o. s.t.f.), de Luciano Visconti, 20 h 30.

DIMANCHE

Hommage à Claude Cardinale : Il était une fois dans l'Ouest (1968, v.o. s.t.f.), de Sergio Leone, 15 h ; Meurtre à l'italienne (1959, v.o. s.t.f.), de Pietro Germi, 18 h ; Les Deux Rivales (1969), de Francesco Maselli, 20 h 30.

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

SAMEDI

Histoire permanente du cinéma : Cabiria (1913-1914), de Giovanni Pastrone, 18 h 30 ; Et vogue le navire (1983, v.o. s.t.f.), de Federico Fellini, 21 h.

DIMANCHE

Histoire permanente du cinéma : la Ligne générale (1928), de S.M. Eisenstein, 18 h 30 ; Vendémiaire (1918), de Louis Feuillade, 21 h.

LES FILMS NOUVEAUX

LES ANNÉES CAMPAGNE. Film français de Philippe Leclerc : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Pathé Clichy, 18 (46-22-47-94).

AU CŒUR DES TÉNÉBRES. Film américain d'Eleanor Coppola, Fox Bahr, George Hickman, v.o. : 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-58-00) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82).

CINQ FILLES ET UNE CORDE. Film taiwanais de Yeh Hung-Wel, v.o. : 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-58-00).

LES IMPOSTEURS. Film britannique de Michael Lindsay-Hogg, v.o. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.o. : Pathé Wapler, 15 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).

MUTRONICS. Film américain de Steve Wang et Screaming Mad George, v.o. : Forum Orient Express, 7 (43-53-42-28) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; v.o. : Rex, 9 (42-38-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-84) ; Paramount Opéra, 9 (42-42-58-31) ; UGC Lyon Bastille, 13 (45-61-94-96) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-84) ; Pathé Ci-

chy, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).

LA NUIT DE L'OCEAN. Film français d'Antoine Perret : Latine, 4 (42-78-47-86) ; Elysées Lincoln, 6 (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

LE ROI EBAHI. Film hispano-franco-portugais d'Imanol Uribe, v.o. : Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Latine, 4 (42-78-47-86) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-18-08) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

TWIN PEAKS (7). Film américain de David Lynch, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Pathé Hauteville, 6 (46-33-79-38) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Champs-Élysées, 9 (43-59-04-67) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Max Linder Panorama, 9 (48-24-88-88) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Aléa, 14 (38-65-75-14) ; 14 Juillet Beaubourg, 15 (45-75-79-79) ; v.o. : Paramount Opéra, 9 (47-42-80-33) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobellins, 13 (45-61-94-96) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wapler, 15 (45-22-47-94).

LES ITINÉRAIRES CULTURELS

GRECE

GRECE

GRECE

GRECE

GRECE

GRECE

GRECE

GRECE

GRECE

GRECE

GRECE

GRECE

GRECE

GRECE

GRECE

GRECE

GRECE

GRECE

GRECE

GRECE

GRECE

GRECE

GRECE

GRECE

GRECE

GRECE

GRECE

GRECE

GRECE

GRECE

GRECE

GRECE

GRECE

GRECE

GRECE

GRECE

GRECE

GRECE

GRECE

GRECE

GRECE

GRECE

GRECE

GRECE

GRECE

GRECE

GRECE

GRECE

GRECE

GRECE

GRECE

GRECE

GRECE

GRECE

GRECE

GRECE

GRECE

GRECE

GRECE

GRECE

GRECE

GRECE

GRECE

GRECE

GRECE

GRECE

GRECE

PARIS EN VISITES

LUNDI 8 JUIN

« La Seine, ses vieux ponts, les nautes, la basilique », 10 h 30, place du Châtelet, devant la fontaine (Paris autotour).

« Jardins et ruelles du vieux Belleville, de la résidence des saints-simoniens au cimetière », 11 heures et 14 h 30, métro Pyrénées, devant Twenty (C. Marie).

« Cinq d'artistes et jardins secrets de Montmorency », 11 heures, 15 heures et 17 h 15, métro Abbesses (Connaisseur d'ici et d'ailleurs).

« Les tombes les plus célèbres du cimetière Montparnasse », 11 heures et 15 heures, 3, boulevard Edgar-Quinet (D. Flouff).

« Demeures du Marais aristocratique, de la place des Vosges à l'Hôtel de Clugny », 14 h 30, sortie métro Chemin Vert (Arts et casters).

« Ruelles et jardins du vieux Belleville », 14 h 30, sortie métro Télégraphe (Régénération du passé).

« Au Palais-Royal : trois siècles d'histoire et d'histoires », 14 h 30, 2, place du Palais-Royal, devant le Louvre des Antiquaires (Connaissance de Paris).

« Le quartier Montmartre », 14 h 30, métro Monge, sortie escalator (Euroc épilo).

« Les cachots souterrains de l'Hôtel de Clugny », 14 h 45, métro Le Kremlin-Bicêtre (M. Banassat).

« L'Hôtel-Dieu et la médecine autotour », 15 heures, entrée Hôtel-Dieu, côté parvis de Notre-Dame (Paris autotour).

« Le village des Batignolles et le côté des Fleurs », 15 heures, angle de la rue Legendre et de la rue Boursault (D. Bouchard).

« L'Académie française et collège des Quatre-Nations. Coupole,

CULTURE

COLLOQUE

Etes-vous politiquement correct?

A la Sorbonne, les intellectuels américains ont importé un débat idéologique sous l'œil sceptique des Européens.

Les départements de lettres de plusieurs universités américaines telles que Harvard sont, depuis plusieurs mois, en proie à d'étranges pratiques de police du langage émanant des tenants de la « correction politique ». Cette tentative se double d'une remise en cause du contenu même des études, qui privilégient la culture européenne blanche et oublient les autres continents et les autres traditions (le Monde du 4 juin).

Le colloque qui s'est tenu les 3 et 4 juin à la Sorbonne avec la collaboration de France-Culture et de la revue *Autrement* était destiné à faire

connaître au public français ces pratiques universitaires américaines qui entendent rompre avec la tradition du *melting pot* au profit d'un multiculturalisme souvent vécu sur le mode agressif. Il s'agissait en même temps d'engager un dialogue entre intellectuels américains et français sur ce phénomène.

Tom Sison, président du centre de civilisation française de la New York University, qui dirigeait ce colloque, a réussi à faire venir à Paris les meilleurs spécialistes américains de la *political correctness*. Ceux-ci ont parlé souvent avec passion, à la diffé-

rence des Français qui étaient en situation de spectateurs et ne croyaient guère, dans l'ensemble, à une possible « contagion » sur le Vieux Continent.

Pour Charles Fried, professeur de droit à Harvard, ancien conseiller juridique du président Reagan, la nouveauté, dans cette affaire, est que ces restrictions apportées à la liberté d'expression émanent de gens de gauche : la Constitution des États-Unis, « notre religion civile », affirme que le pouvoir politique ne peut en aucune manière contrôler ou interdire des propos qui ne lui plaisent pas. Seule la distinction entre des individus est possible de poursuites, mais pas l'attaque contre des symboles, des groupes sociaux ou des idées. La Cour suprême a ainsi récemment estimé, au nom de la liberté d'expression, que brûler le drapeau américain n'était pas un délit.

Charles Fried discerne donc des « tendances répressives » au sein des universités américaines. Il en veut pour preuve les règlements extrêmement précis qui, à l'université de Michigan, à Stanford en Californie ou à Harvard, interdisent l'emploi de tout terme négatif à l'égard d'innombrables catégories de personnes. D'autres intervenants américains ont contesté l'existence même d'un « mouvement PC » qu'ils présentent comme une création de journalistes conservateurs qui n'ont plus

d'ennemi extérieur à pourfendre depuis la disparition de l'URSS.

Du côté français, Danielle Salonna, professeur à Paris-X Nanterre, affirme qu'il faut choisir, entre la défense de la liberté de l'individu et celle d'une communauté « quelle qu'elle soit, au profit de la première. Elle voit de l'« orwellisme » dans le mouvement PC, y compris dans son recours aux euphémismes. Il s'agit de proposer des solutions symboliques à des problèmes réels. L'écrivain Pascal Bruckner, qui s'interroge sur la réalité du phénomène PC, note que l'idéologie dénoncée rappelle le « romantisme réactionnaire allemand », avec le pincet donné aux racines, à l'appartenance à un groupe.

Rares ont été lors de ce colloque les défenseurs de la « correction politique ». Benjamin Barber, de la Rutgers University, actuellement professeur à Paris à l'École des hautes études en sciences sociales, a assumé ce rôle ingrat. Si les règles édictées par les partisans du « PC » permettent le maintien des jeunes Noirs à l'université, tant mieux, selon lui. Quant à l'intimidation à laquelle se livreraient ces nouveaux Savonaroles du multiculturalisme, elle n'existe, selon Benjamin Barber, que dans les imaginations. Charles Fried affirme pourtant l'avoir vue à l'œuvre à Harvard. Qui croire?

DOMINIQUE DHOMBRES

THÉÂTRE

Révélations inachevées

L'INQUISITEUR à la Bastille

Entre à petits pas un vieillard courbé, il va vers une chaise à haut dossier qui semble tenir dans un équilibre douteux. Mais quand il s'assoit le chaise pivote et se stabilise. Le vieillard se cramponne, prêt à partir. Il doit répondre aux questions que lui pose un interlocuteur invisible, à propos de la disparition d'un des hommes chez qui il est domestique.

Le vieillard observe avec dignité le rituel des comportements que l'on attend du domestique, et ne parle que pour répondre. Il ressemble à ces piliers de bistrots sans âge, au bord de la clochardisation, vaguement inquiétants parce qu'ils semblent plantés là, irrécupérables, et parce qu'on ne sait pas qui ils sont, alors qu'ils connaissent tout le monde.

Les questions sont insistantes, insidieuses. La disparition du maître n'est qu'un prétexte pour cet interrogatoire cherchant à creuser les secrets d'un village. D'une petite ville, peut-être. Le vieil homme est probablement au courant de tout. Sans doute est-il mêlé à... on ne sait trop quoi. Avec ce texte qui a lui-même adapté

pour le théâtre, Robert Pinget s'amuse à construire un faux suspense policier, brouille les pistes, engage les spectateurs dans un fouillis de doutes, les fait trébucher sur des révélations inachevées.

Un drôle de jeu de l'esprit - proche des perversités de David Lynch dans les meilleurs épisodes de *Twin Peaks* - pour lequel Robert Pinget a retrouvé David Warlow, son interprète de l'*Hypothèse*, ainsi que son metteur en scène, Joël Jouanneau. On peut seulement regretter que cette mise en scène fasse l'économie de l'inquisiteur. Même si c'est pour obéir aux indications de l'auteur, la « voix off », l'interlocuteur invisible, apparaît comme des solutions de facilité. Mais David Warlow est époustouflant. Qui d'autre aurait su nous tenir en haleine avec une histoire dont nous sommes vicieusement déjactés à chaque tournant, qui d'autre aurait su nous emmener en douceur au bord de précipices insondables ?...

COLETTE GODARD

Du mardi au samedi à 21h. Dimanche à 17 h 30. A 19 h 30 les 19 et 21 juin. A 15 h 30 le 22. Jusqu'au 28 juin. Tél. : 43-57-42-14.

Performance d'acteur

CANNES

de notre correspondant régional

Avec Conflans-Sainte-Honorine, Cannes a montré la voie dans l'organisation de manifestations consacrées à l'honneur, qui foisonnent aujourd'hui en France. D'abord dédié au café-théâtre, son festival international de la performance d'acteur revendique toujours un rôle de découvreur de nouveaux talents tout en servant de consécration aux artistes, français et étrangers, qu'il a accompagnés dans leur ascension. La 13^e édition, qui a commencé le 5 juin et s'achèvera le 13, comprend vingt-six spectacles de théâtre, café-théâtre, music-hall, comédie, cirque ou mime dont une

dizaine de nouveautés ou de premières françaises, parmi lesquelles des créations, pour le festival, de Jango Edwards et de Didier Guistin. Dans la liste des « classiques » et des spectacles « à découvrir » figurent ceux d'Alex Métayer, Michel Boujenah, Les Vamps, Popeck, Anne Roumanoff, Jean-Marie Bigard, Toni Novembre, Massimo Rocchi, Alain Chevalier, etc. Des stages de comédie sont animés, cette année, par Jango Edwards (États-Unis), I. Colombeloni (Italie) et Gustave Parking. Le festival Performance d'acteur de Cannes, principal du genre en Europe, avait accueilli, l'an dernier, trente mille spectateurs.

G. P.

□ Prix du Théâtre Italien. - La Société italienne des auteurs et éditeurs attribue des prix de 30 000 F, 20 000 F, et 10 000 F aux trois meilleures traductions ou adaptations en langue française d'œuvres théâtrales italiennes. Une bourse de 50 000 F ira à la mise en scène d'une des pièces lauréates. Les manuscrits devront parvenir avant le 30 septembre 1992.

► Renseignements : 65, rue La Boétie, 75008 Paris. Tél. : 43-69-88-89.

□ L'architecture des salles en congrès. - Le congrès d'été de la Société internationale des administrateurs des arts du spectacle (ISPA), qui se tiendra pour la première fois à Paris, du 16 au 19 juin, a choisi pour thème : Bâtir pour les arts : rêve et réalité. Les débats, centrés sur l'architecture des musées et des auditoriums, seront précédés d'une cérémonie d'ouverture présidée par M. Emile Bissolati, secrétaire d'État aux grands travaux.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5796

HORIZONTALEMENT

I. Une arme à double tranchant. Souvent versé après le dessert. - II. Un amoureux pas nécessairement transi. Vit le début d'un fameux exode. Qu'on risque de rencontrer souvent. - III. Quelque chose de fétide. Bien couronné. Paré de sa force quand il est allongé. - IV. Titre dévalé. Assurance tous risques. - V. Symbole. Se nourrit à bon compte. Fait sortir du circuit. - VI. En France. Fapon de se mouiller. - VII. Or est sûr de l'avoir à l'œil. Partagé. Durassent à la cuisson. - VIII. A l'étranger. Pour se mettre au travail, il attend souvent d'avoir du chagrin. Possessif. - IX. Les meilleurs sont généralement réservés pour la fin. Change de cap. - X. D'un auditeur. Dès que se dissipent les voiles de la nuit. En France. - XI. Experts en paroles d'incubation. Objets de flotter. - XII. Point de fuite. Il faut bien avouer qu'il amuse plutôt qu'il enchante quand il est joué. Droit à l'autodétermination. - XIII. Passage. Milieu des algues. Disposent en couches. - XIV. Eau. Telles des vagues. Pronom. - XV. Entreprends une démolition. Permis de circulation. Abréviation.

VERTICALEMENT

1. Pastels peu intéressants. Avant d'y aller, on fait le point. - 2. Présentées en relief. On salue quand il descend. - 3. C'est un risque à courir. Evite d'avoir des ampoules. Résidence surveillée. - 4. - Sert à écarter. Un grand mouvement. Prisonniers des phalanges. - 5. Oignon d'une plante. Degré. Quand elle est grande, il y a abondamment d'éclats. Le temps qui court. - 6. Très touché. Figure biblique. Fit en sorte de pouvoir être localisé. - 7. Endroit où l'on peut faire des supposés. Se portait au bout d'une chaîne. N'a donc pas circulé. - 8. Donné quand le compte est bon. Incapables de tou-

cher un sens. - 9. Quand son taux augmente, les traites sur l'avenir diminuent bien souvent. Faire circuler comme des livres. - 10. Hulle orientale. Pile ancienne. En plus. - 11. Qui devraient être remplacés. Est parfois sur les dents. Rude. - 12. Préposition. Pile quand il est vieux. Le trame des jours. Echange de timbres. - 13. Un homme qui n'est pas du quartier. Opération industrielle. - 14. Se déclare à l'oreille. Doux en « aimant ». Se vident après usage. - 15. Site. Mot signifiant qu'il ne faut plus en jeter. A toujours inquiété son entourage.

Solution du problème n° 5795
Horizontalement
I. Eclairage. - II. Courtisan. - III. Rusticité. - IV. Er. Ex. Né. - V. Vair. Dés. - VI. Igusa. As. - VII. Sal. EP. Un. - VIII. Sue. Tracé. - IX. Es. Peines. - X. Sème. An. - XI. Saucière.

Verticalement
1. Ecrivains. - 2. Courageuses. - 3. Lus. Ius. Ma. - 4. André. Feu. - 5. Int. (tit). Sata. - 6. Ric. Priat. - 7. Asine. Anne. - 8. Gîte-sauca. - 9. Enée. Anesse.

GUY BROUTY

TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » : ◊ Film à voir : * On peut voir : ** à ne pas manquer : *** Chef-d'œuvre du classique.

Samedi 6 juin

TF 1

20.50 Variétés : Histoires d'en rira.
22.40 Magazine : Ushusia. Présenté par Nicolas Hult. La Réunion : Journal intime d'Afrique. Chéri Lani. Gordon Hampton. Saoula Story. La Pierre de l'artiste. Krjoberg, le poète des végétales.
23.45 Magazine : Formule sport.

A 2

20.20 Sport : Rugby. Championnat de France (finale) : Biarritz-Toulon.
22.00 Sport : Côté court. Résumé des Internationalaux de tennis de Roland-Garros.
22.20 Magazine : Double jeu. Invité : Anémone.
23.35 Journal et Météo.

FR 3

20.45 Feuilletton : Édouard et ses filles. De Michel Lang.
21.40 Magazine :

Samedi en 82e. France Europe Express, tou d'Europe des variétés.
22.40 Journal et Météo.
23.00 ► Traverses. Sandrine à Paris, documentaire de Solweig Anspach.

CANAL PLUS

20.30 Téléfilm : La Guerre de la drogue. Casseurs et cascadeurs n° 10.
22.55 Flash d'informations.

M 6

20.35 Divertissement : Les Dents de l'Amour.
20.38 Météo des plages.
20.40 Téléfilm : Drôle de collège.
22.20 Téléfilm : La Petite Fille aux allumettes.

ARTE

20.30 Documentaire : Innocents Abroad.
22.10 Cinéma d'animation.
22.30 Documentaire : Baroque Duet.

Dimanche 7 juin

TF 1

14.05 Série : Rick Hunter. Inspecteur choc.
18.00 Série : Columbo.
18.35 Disney Parade.
18.35 Magazine : Téléfoot.
19.00 Série : Tomer de feu.
20.00 Journal. Tiersé. Météo. Traffic Infos et Tapis vert.
20.50 Cinéma : Le Jour le plus long. *
23.50 Magazine : Ciné dimanche.
23.55 Cinéma : Corps 2 a corps. ◊

A 2

14.10 Série : Mister T.
14.45 Sport : Tennis.
18.20 Magazine : Stade 2.
19.20 1. 2. 3. Théâtre.
19.25 Série : Maguy.
19.55 Journal. Côté court. Journal des courses et Météo.
20.55 Série : Maigret et les plaisirs de la nuit.
22.20 Sport : Côté court. Résumé Roland-Garros.
22.35 Magazine : Bouillon de culture.
23.55 Journal et Météo.

FR 3

13.50 Documentaire : Les Saisons de la mer.
14.38 Documentaire : Horus.
14.50 Dessin animé : Fine Feather.
15.00 Téléfilm : La Rose et le Chacal.
16.30 Tiersé, en direct de Chantilly.
17.00 Documentaire : La Koala.
17.15 C'est Lulo !
18.15 Magazine : A vos amours. Invité : Pierre Ferrut.
19.00 Le 19-20 de l'information.
20.05 Divertissement : Téléchat.
20.10 Série : Benny Hill.
20.48 Spectacle : Festival du cirque de Monte-Carlo.
22.05 ► Magazine : Le Divan. Invité : Wojciech Jeruzelski.
22.30 Journal et Météo.
22.55 Cinéma : Gold Diggers of 1935. *** Film américain (1935) (v.o. N.B.).

CANAL PLUS

14.00 Téléfilm :

L'Affaire Howard Beach.
15.35 Magazine : 24 heures.
16.35 Documentaire : Le Mystère des dauphins.
17.05 Dessin animé : Les Simpson.
17.25 Casseurs et cascadeurs n° 10.
17.55 Le Journal du cinéma.
18.00 Cinéma : Autant en emporte le vent. *
19.30 Flash d'informations.
19.35 Ca cartoon.
20.20 Magazine : Dis Jérôme ?
20.25 Magazine : L'Équipe du dimanche.
20.30 Cinéma : Catfish. * Film américain (1989).
22.05 Flash d'informations.
22.10 L'Équipe du dimanche.

M 6

14.40 Variétés : Multitop.
16.10 Série : Clair de lune.
17.05 Série : Le Saint.
18.00 Série : Espion modèle.
19.00 Série : Les Routes du paradis.
19.54 Six minutes d'informations. Météo.
20.00 Série : Madame est servie.
20.38 Magazine : Sport 6.
20.38 Météo des plages.
20.40 Téléfilm : Le Nouvel Homme invisible.
22.35 Magazine : Culture pub.
23.00 Cinéma : Le Fau sous la peau. ◊ Film français de Gérard Kikoïne (1989).

ARTE

15.55 Soirée thématique. La Strada di Spot. Film en images de synthèse.
19.38 Documentaire : Demandez-moi ce que les rêves sont devenus.
20.00 Dessin animé : I dole mio.
20.05 Débat : L'Art et la publicité.
20.15 Documentaire : Un film, c'est du rythme.
21.15 Documentaire : Pourquoi tout de suite sauter en l'air ?
21.30 Rendez-vous sous la table.
22.50 Documentaire : Le Film publicitaire à Oberhausen.

V.O. DOLBY : KINOPANORAMA (70 mm) • GAINMONT AMBASSADE • GAINMONT PHILLES • GAINMONT BALLE • GAINMONT OPÉRA • GAINMONT PARNASSE • GAINMONT ALÉRIA • HAUETTEVILLE • 14 JUILLET ORÉAN • 14 JUILLET BEAUREGELLE • BASTILLE • PARDUE.
V.F. DOLBY : PATHE MONTPARNASSE • GAINMONT CONVENTION • GAINMONT FRANÇAIS • FAUTETTE • PATHE WEFER, PÉRIPL. V.O. : LE VILLAGE NEUILLY V.F. : CYRANO VERSAILLES • 4 TEMPS LA DÉFENSE • 4 CHAMPS PALAISEAU • ESPACE CINÉMA ÉTOY • ESPACE CINÉMA ST-QUENTIN

RETOUR A HOWARDS END PALME D'OR DE LA CRITIQUE

	Maurice Achard (Le Passé)	Claude Balthazart (Le 13-Sept)	Jean-Jacques Bernard (Framling)	Michel Bouché (EDU)	François Fossier (L'Express)	Anne de Castry (Le Quotidien de Paris)	Denise Heymann (Le Monde)	Maurice Huet (Ricochet)	Gérard Lefort (L'Express)	Monique Paillet (France Soir)	Michel Pascal (Le Point)	Jean-Pierre Laroque (Globe)	Claude-Marie Tassin (Télérama)	Thierry Joussé (Les Cahiers du Cinéma)	Yann Toubin (Région)
HOWARDS END	***	***	***	*	**	***	***	***	***	***	***	***	***	***	***
Passionné (***)	Beaucoup (**)				Un peu (*)				Pas du tout (◊)						

GRAND PRIX DU FESTIVAL DE CANNES - 45^e ANNIVERSAIRE

ÉCONOMIE

BILLET

L'ombre de Rio sur EDF

Sommet de la terre à Rio oblige, M. Dominique Strauss-Kahn se découvre une passion pour l'environnement des Français. Résultat de cet engouement du ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur, l'annonce en fin de semaine d'une série de mesures destinées à améliorer l'insertion des lignes électriques dans l'hexagone. Concertation insuffisante avec les autorités locales avant l'installation d'une ligne nouvelle, indemnisation des riverains, mise en souterrain des lignes à haute tension : le ministre estime que sur ce « sujet crucial » EDF n'en fait pas assez. Aussi, à partir des conclusions d'un rapport sénatorial, commandé par son prédécesseur à l'Industrie, M. Strauss-Kahn a-t-il invité l'entreprise publique à changer de comportement. En pratique, EDF est fermement incitée à enterrer toutes les nouvelles lignes électriques à moyenne tension (20 000 volts). « L'objectif, a déclaré son ministre de tutelle, est de parvenir à l'horizon de l'an 2000 à un quasi-entierrement des lignes électriques de moyenne tension. » Même si EDF n'a pas attendu l'injonction de M. Strauss-Kahn pour découvrir ce problème, force est de constater que la France, avec 22 % de ses lignes à moyenne tension enterrées, montre un indéniable retard. L'Allemagne et la Grande-Bretagne font beaucoup mieux, sans parler des Pays-Bas où la totalité des lignes de ce type est enterrée. Rejoindre les meilleurs nécessitera un investissement annuel de l'ordre de 1,5 milliard de francs, a prévenu le directeur général d'EDF, M. Jean Bergougnoux. Pour les lignes à haute tension, l'entierement reste exclu car il s'avère hors de prix à l'heure actuelle. Critiquant « l'insuffisante compensation de l'impact des ouvrages » pour ceux qui habitent dans leur voisinage immédiat, le ministre de l'Industrie a d'autre part « demandé » à EDF de se montrer plus généreux. Désormais, l'entreprise devra indemniser sur une base précise ceux qui, par exemple, pâtissent de la proximité d'une ligne haute tension, même si celle-ci n'empiète pas directement sur leur terrain. Enfin, pour éviter la multiplication des contentieux, le ministre appelle à « un véritable dialogue » entre EDF et les autorités locales « en amont de l'élaboration de projets ». Ironie du sort, dans la France d'aujourd'hui, la construction d'une centrale nucléaire haute tension n'a pas l'opinion publique qui l'installation d'une ligne à haute tension. Il reste à savoir si les quelques remèdes préconisés par le ministre calmeront l'ardeur des opposants.

JEAN-PIERRE TUQUOI

La Hongkong and Shanghai a désormais le champ libre

La Lloyds Bank renonce à son OPA sur la Midland

La bataille « historique » que se livraient depuis le mois d'avril la Hongkong and Shanghai Banking Corp. (HSBC) et la Lloyds Bank pour le contrôle de la quatrième banque britannique, la Midland, vient de tourner court. Vendredi 5 juin, la Lloyds a fini par jeter l'éponge alors que son adversaire venait de relever, le 2 juin (le Monde du 4 juin) son offre publique d'achat de 3,4 milliards de livres à 3,9 milliards de livres (3,8 milliards de francs). De l'avis des dirigeants de la Lloyds, une fusion des deux banques aurait fourni une « occasion unique » de remodeler l'industrie bancaire d'outre-Manche, mais le prix à payer pour surpasser la nouvelle offre de HSBC n'aurait pas été dans l'intérêt de leurs actionnaires. Il faut dire que la banque anglaise cumulait les handicaps. Sa contre-offre à 3,7 milliards de livres, annoncée le 29 avril, valait l'hostilité des syndicats et restait conditionnelle jusqu'à la

faillait convaincre la commission britannique des monopoles et des fusions. Pour HSBC, les choses s'étaient révélées bien plus faciles. Le soutien de la Midland, qui souhaitait de longue date cette fusion, lui était totalement acquis et la Commission de Bruxelles comme le gouvernement britannique ne se sont pas opposés à son offre amicale. Des conséquences politiques Le rapprochement HSBC-Midland va donc donner naissance à ce qu'on peut considérer comme la première banque à vocation réellement mondiale, à cheval sur deux continents. Avec 1 450 milliards de francs au bilan (dont 600 milliards pour la Midland), le nouvel ensemble deviendra la dixième banque du monde et la deuxième ou troisième d'Europe derrière des établissements français. Au-delà des aspects purement financiers, cette fusion ne sera pas sans conséquences politiques. En dehors de la Lloyds Bank, les plus déçus de l'issue de la bataille se trouvent sans doute du côté des autorités politiques chinoises.

HSBC, même si elle s'en défend, cherche à se retirer progressivement de Hongkong avant son retour dans le giron de la Chine en 1997. Le transfert à Londres en avril 1991 de la société-mère de HSBC, HSBC holding, devenue une société de droit britannique, était un signe. Le fait que HSBC holding lance l'OPA (offre publique d'achat) et prenne le contrôle directement de la Midland confirme ce sentiment. Pour autant, HSBC et Midland ne sont pas au bout de leurs peines. Les rapprochements entre banques au-delà des frontières sont extrêmement délicats, a fortiori quand la culture et la géographie les séparent à ce point. Autre handicap, la nouvelle entité aura 52 % de ses actifs en Europe, 30 % en Asie-Pacifique et 16 % en Amérique, mais tirera l'essentiel de ses profits (plus de 4 milliards de francs en 1991) de l'Asie. Et, à partir de 1997, l'activité la plus rentable sera soumise à d'éventuelles interférences du gouvernement chinois. Une autre bataille commence.

ERIC LESER

Directeur du Trésor

M. Jean-Claude Trichet est élu président du comité monétaire européen

M. Jean-Claude Trichet, directeur du Trésor français, a été élu, mercredi 3 juin, pour un mandat de deux ans, président du comité monétaire européen, en remplacement de M. Kees Maas, son homologue néerlandais. Instance regroupant les directeurs du Trésor et les sous-gouverneurs des banques centrales des douze pays de la Communauté, le comité monétaire européen est le bras séculier du conseil des ministres de l'économie et des finances des douze pays de la CEE (le conseil Ecofin dans le jargon bruxellois). Ce comité se réunit une fois par mois, à Bruxelles, sous les efforts de convergence économique des pays membres et prépare les décisions des conseils des ministres de l'économie et des finances. Jouant un grand rôle dans la gestion du système monétaire européen (SME), le comité a été amené, dans le passé, à organiser certaines opérations de réajustement monétaire.

Le siège de la future Banque centrale

M. Jean-Claude Trichet, directeur du Trésor depuis 1987, est déjà le président du Club de Paris, ce comité informel qui regroupe les États créanciers des pays endettés. Il succède à la présidence du comité monétaire européen au directeur néerlandais du Trésor, M. Kees Maas. Le comité des gouverneurs des banques centrales, l'autre instance communautaire chargée des questions monétaires et financières, se trouve quant à lui dans une conjoncture particulière : il est actuellement présidé par le gouverneur de la Banque centrale du Danemark, M. Erik Hoffmeyer. Le « non » des électeurs danois aux accords de Maastricht pourrait naturellement à terme remettre en cause cette situation.

Au-delà des débats en cours sur ces accords, la bataille autour de la localisation du siège de la future Banque centrale européenne se poursuit. Le sujet devrait être abordé lors du sommet de Lisbonne et la décision prise lors de celui d'Edimbourg, à la fin de l'année. Outre Londres et Francfort, Amsterdam, Barcelone, Lyon, Lille et Strasbourg se sont déjà déclarées plus ou moins officiellement candidates. Le gouvernement allemand se fait de plus en plus pressant pour le choix de Francfort. Le gouvernement français, en revanche, n'a pas encore pris position. Le groupe de pression qui s'est constitué en faveur de la ville de Lyon, animé notamment par MM. Michel Noir et Raymond Barre (le Monde du 3 décembre 1991), multiplie pour sa part les initiatives.

L'ancien premier ministre animait ainsi jeudi 4 juin à Paris une table ronde à ce sujet dans les locaux de l'Association française des banques (AFB). L'Allemagne appuie la « candidature agressive » de Francfort, a estimé M. Barre qui a rejeté l'hypothèse d'un changement de nom pour l'écu, la future monnaie unique. On sait que certains dirigeants allemands suggèrent un changement de nom pour l'écu, celui-ci pouvant être appelé le franc, en contrepartie de quoi la France soutiendrait la candidature de Francfort.

Après avoir décliné tous les atouts de Lyon (sa position géographique, « pont » entre le nord et le sud de l'Europe, son indépendance à l'égard des autres grandes places financières, la présence d'organisations internationales comme Interpol et Euroneus, la qualité de ses hommes et de ses infrastructures), M. Barre a déclaré : « Je me tiens aux accords de Maastricht où la monnaie unique s'appelle l'écu ».

ERIK IZRALEWICZ

Baisse de 0,3 % des dépenses de l'assurance-maladie en avril

La perspective de l'application d'un mécanisme effectif de maîtrise des dépenses de santé inciterait-elle d'ores et déjà les médecins à modérer leur activité ? A la lumière des statistiques publiées vendredi 5 juin par la Caisse nationale d'assurance-maladie, on peut se le demander. En effet, les remboursements ont enregistré un recul de 0,3 % au cours du mois d'avril alors qu'en février et mars ils avaient progressé respectivement de 0,7 % et 0,4 %. Ce recul est le premier depuis juillet 1991. « S'explique-t-il par un effet de calendrier (la baisse de 0,1 % de remboursements aux établissements hospitaliers publics) mais aussi par une réduction des honoraires et des prescriptions du secteur libéral. Les premiers enregistrent un recul de 0,2 % et les seconds un repli beaucoup plus important (0,7 %). Selon le versement d'indemnités journalières, la progression (0,6 %).

Le ministère de l'économie et des finances exclut des privatisations sous l'actuelle législature

Le ministère de l'économie et des finances a tenu à préciser, vendredi 5 juin, qu'il était « exclu » d'envisager des privatisations d'entreprises publiques dans le cadre de l'actuelle législature. La mise au point de Bercy vise à lever les ambiguïtés nées du programme électoral du parti socialiste présenté le 20 mai. Si l'on confirme bien à Bercy que l'Etat pourra être amené à poursuivre sa politique de cession d'actifs de certaines entreprises publiques, on précise en revanche que « dans le cadre de l'actuelle législature, il est exclu de faire des opérations ayant pour objet de ramener la participation de l'Etat en dessous de 50 % dans les entreprises publiques ».

EN BREF

Augmentation des réserves de change de la Chine. — Les réserves de devises de la Chine se montaient à 42 milliards de dollars fin 1991 contre 28,6 milliards fin 1990, a fait savoir vendredi 5 juin la Banque centrale de Chine. Cette augmentation de 46,8 % en un an — qui place les réserves de change du pays à un niveau jamais atteint — s'expliquerait selon les autorités chinoises par un fort courant d'exportations. La dette extérieure de la Chine atteignait, selon les mêmes sources, 60 milliards de dollars fin 1991, en augmentation de 7,5 milliards par rapport à la fin de 1990. La Banque de Chine estime que la dette extérieure s'accroîtra de 8 à 10 milliards de dollars chaque année, et que le

pays pourra facilement en payer les intérêts. — (Reuters).

Intermarché reprend le conservateur Darquier. — Le tribunal de commerce d'Auch (Gers) a autorisé vendredi 5 juin le groupe Intermarché à acquérir pour 7 millions de francs la société Darquier, basée à Castelnau-d'Auzan (Gers), dernier conservateur indépendant de foie gras du Sud-Ouest. Cette foie gras du Sud-Ouest. Cette société, qui a successivement alimenté la chronique économique et rughystique, puis fiduciaire, avait déposé son bilan en septembre 1991. Intermarché, qui écoulait déjà 75 % des ventes globales de foie gras de Darquier, s'est engagé à maintenir 110 emplois sur le site, mais aussi à reconstruire les contrats passés avec les 400 producteurs et savants d'oies de la région.

La vente de Thomas Cook au groupe allemand LTU

Une page tournée du « british way of life »

LONDRES

de notre correspondant

On prête à un ancien vice-roi des Indes ce dicton : « On peut vivre sans livres, mais un homme civilisé ne peut pas vivre sans Cook. » Certes, la vente de Thomas Cook au groupe allemand LTU (le Monde du 6 juin) n'empêchera pas 3 millions de Britanniques leur 15 millions de voyages organisés chaque année de recourir aux services de leur agent de voyages préféré, mais, psychologiquement, c'est presque un joyau de la Couronne qui est racheté par l'étranger. L'affaire s'est conclue pour 200 millions de livres (environ 2 milliards de francs) et le vendeur, la banque Midland — qui est en passe d'être rachetée par la Hongkong & Shanghai Banking Corporation (HSBC), — avait bien besoin de cette manne financière pour couvrir une partie de ses dettes.

La rachat de la plus ancienne agence de voyages européenne par le premier groupe allemand de vols charters intervient après que Cook a enregistré une année de bénéfices record en 1990 (plus de 27 millions de livres), suivie en 1991 d'une chute brutale liée à la guerre du Golfe. Cette vente ne doit pas changer la structure de la firme créée en 1841 par Thomas Cook : 10 400 personnes sont employées dans 1 800 points de

vente répartis dans près de 120 pays. Une cinquantaine sont situés en Allemagne, contre 340 en Grande-Bretagne.

Lorsque, il y a un siècle et demi, cet imprimeur et défenseur des lignes anti-écoliques qu'était Thomas Cook entreprit son premier acte de tour operator, ce fut pour emmener 570 convains des vertus de la température dans un voyage en train à vapeur, de la ville de Leicester à celle de Loughborough, distante de 18 kilomètres... Depuis, des week-ends à Paris aux croisières sur le Nil, les destinations se sont multipliées. En 1872, ce fut le premier tour du monde, en deux cent vingt-deux jours, pour deux compagnons, ce périple étant réputé avoir inspiré celui (en quatre-vingt jours) de Jules Verne.

Mais l'expansion de ce précurseur du tourisme de masse connut des hauts et des bas. En 1928, la firme fut vendue à la Compagnie des wagons-lits. Devenue en 1948 propriété de British Rail, elle fut rachetée en 1972 par la Midland. Ce nouveau départ de Cook ne devait pas avoir de conséquences fâcheuses pour les quelque 6 800 employés en Grande-Bretagne. Pourtant, dans l'imaginaire collectif des Britanniques, une page d'un certain british way of life vient de se tourner.

LAURENT ZECCHINI

Le secteur tertiaire en stagnation

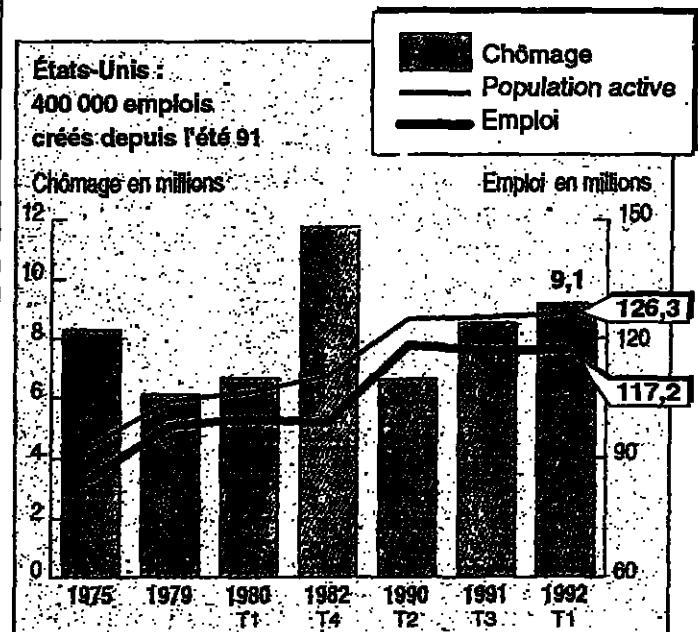
L'économie américaine crée des emplois mais le chômage augmente

Le chômage a fortement progressé en mai aux Etats-Unis, atteignant 7,5 % de la population active, le plus élevé depuis août 1984. En avril, il était de 7,2 %. La situation s'est fortement dégradée depuis juin 1990, un peu avant le début de la récession : à l'époque le chômage n'était que de 5,2 % de la population active.

Le mauvais résultat de mai qui rend probable une nouvelle baisse des taux à court terme a beaucoup surpris. Au cours de ce mois, 68 000 emplois ont été créés, ce qui

9,1 millions de personnes et, selon les derniers chiffres publiés par le département du travail, 2,2 millions d'emplois ont été perdus par l'économie américaine entre juin 1990 et janvier 1992, soit 500 000 de plus qu'on ne l'estimait jusqu'alors.

Après une remontée du nombre des emplois dans l'industrie au deuxième trimestre 1990, une tendance à la baisse s'est de nouveau dessinée avec en contrepartie une augmentation du nombre des emplois dans le secteur non salarié,



est moins qu'attendu. Le nombre d'emplois total a atteint 117,2 millions au premier trimestre 1992, période au cours de laquelle la croissance économique a été de 2 % en rythme annuel. Au troisième trimestre 1991, qui marqua le creux de la vague pour l'emploi (116,8 millions), la croissance avait été de 1,3 % en rythme annuel, mais s'était pratiquement interrompue en fin d'année (le PIB ou produit intérieur brut n'avait augmenté que de 0,4 % en rythme annuel au quatrième trimestre 1991).

Le chômage touche actuellement

domaine des emplois précaires par excellence. Le même phénomène s'était produit fin 1982 lors de la fin de la récession. La durée hebdomadaire du travail dans le secteur manufacturier atteignait au premier trimestre 1992 le « plafond » des 41 heures. L'embauche devrait donc reprendre, seule solution pour produire davantage. La forte poussée des emplois dans le secteur tertiaire entre 1982 et 1990 ne s'est pas reproduite en 1991. Dans ce domaine, la tendance était encore à la baisse au premier trimestre de cette année.

Les employeurs aux Etats-Unis

	Emplois salariés (*)			Emplois non salariés et agricoles
	Public	Manufacturier	Tertiaire	
1 ^{er} trim. 1980	18.170	20.803	53.835	8.976
4 ^{tr} trim. 1982	18.830	18.117	54.774	10.399
2 ^{tr} trim. 1990	18.472	18.224	72.528	7.777
3 ^{tr} trim. 1991	18.419	18.418	72.127	7.802
1 ^{er} trim. 1992	18.527	18.248	72.060	8.332

(*) En milliers, moyenne trimestrielle désaisonnalisée. Source : OFCE.

COMMUNICATION

A l'Assemblée nationale

Création d'une commission d'enquête sur l'audiovisuel et la presse

L'Assemblée nationale a adopté vendredi 5 juin, à l'unanimité, la proposition des groupes UDC, UDF et RPR de créer une commission d'enquête « sur la situation depuis dix ans et les perspectives d'avenir de la presse et de l'audiovisuel ». M. Bernard Schirmer (PS, Yvelines) a noté que cette proposition avait été déposée « dans un contexte particulier, le dépôt de bilan de La Cinq », et que les « graves difficultés » du secteur audiovisuel « nécessitent un examen approfondi », en ajoutant que

le groupe PS « ne redoute rien d'un bilan dans ce domaine ». M. Michel Pelchat (UDF, Essonne) a estimé que « la condamnation de La Cinq, la situation financière difficile d'Antenne 2 et de FR3, la gabegie du câble, l'insécurité des choix industriels devraient inciter la commission à s'intéresser en priorité au secteur public et aux choix industriels ».

Le rapport de la commission sera remis dans six mois au président de l'Assemblée nationale.

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 1^{er} AU 5 JUIN 1992

PARIS

La sirène danoise

INDICE CAC 40
-2,54%

Il aura suffi d'une semaine, riche en péripéties, pour que s'éloignent encore un peu plus les espoirs de voir l'indicateur de la place parisienne renouer avec ses plus hauts niveaux atteints au cours du mois d'avril 1990. Les boursiers auraient-ils péché par excès d'optimisme? Des discours qu'ils tansient en début d'année sur le potentiel de hausse de la place, sur des résultats d'entreprises meilleurs que prévu, il ne subsiste dans l'immédiat qu'un exercice de navigation à vue et une perte de 2,54 % d'une semaine sur l'autre.

Ainsi, au gré des événements, le marché a, au cours de la semaine qui vient de s'achever, alterné les séances de hausses et les séances de baisses avec une parfaite régularité. Lundi a rimé avec repli. Au terme d'une séance caractérisée par le manque d'affaires, les valeurs françaises abandonnaient 0,78 %. Légère reprise le lendemain, où une meilleure tenue du MATIF et une Bourse new-yorkaise à un niveau record permirent à l'indice de terminer sur un gain de 0,37 %. Mercredi, alors que le reste des places européennes « encaissaient » sans trop de secousses le « non » du Danemark au traité de Maastricht, la réaction française fut beaucoup plus sensible. Baïsse du franc, regain d'intérêt pour le mark face à l'écu, tensions sur les taux d'intérêt, les marchés obligataires plongeaient, entraînant dans leur sillage celui des actions.

De plus, l'annonce, à la mi-semaine, que la ratification du traité de Maastricht serait soumise à

référéendum dès l'automne plongea les intervenants dans la perplexité. En fait, les investisseurs redoutant que ne s'installe en France une ère d'incertitudes au moment où la situation politique est fragile. L'indice pour sa part abandonna 2,5 % au plus fort du mauvais temps pour finalement ne perdre que 1,59 % à l'issue des transactions. Ce coup de sirène venu du Danemark eut pour effet de ramener l'indice sous la barre des 2 000 points au-dessus de laquelle il évoluait depuis le 28 avril dernier.

Retour au calme, dès jeudi, en dépit d'une météo houleuse où la suspension du contrat écu long terme sur le MATIF pesa indirectement sur le marché des actions. Après sa suspension, le retour du contrat à la hausse stimula la tendance. Les deux nouvelles du jour, à savoir de possibles privatisations après mars 1993 et surtout l'abandonnement de la fiscalité des SICAV monétaires susceptibles de créer un transfert d'épargne vers le plan d'épargne en actions, permirent tout juste aux valeurs françaises de s'apprécier de 0,11 %. Le marché faisant la preuve d'une certaine résistance, ces mesures auraient pu avoir un impact plus sensible. Lors de la dernière séance, le marché, « ni traumatisé ni meurtri », selon l'expression d'un professionnel, a reflété l'absence totale d'initiatives à la veille du long week-end de la Pentecôte. Ce manque d'orientation s'est finalement traduit à la clôture par un recul moyen des valeurs de 0,67 %, positionnant ainsi l'indice CAC 40 à 1 981,58 points.

Aux valeurs, il est à noter que les volumes d'échanges ont été relativement modestes. A l'exception de certains titres, comme Euro

Disney avec près de 4 millions de titres échangés au cours de la semaine et un recul de 6,6 % ce qui porte à 27 % sa baisse depuis le 31 décembre dernier. La tire a terminé la semaine à 109,50 franc. Il y eut également de beaux volumes sur Peugeot (918 000 titres), Alcatel avec 1,1 million de titres.

La relance du second marché

Si le marché à règlement mensuel a connu quelques tourments cette semaine, le second marché pour sa part aimerait que les siens cessent. Non pas qu'ils soient alarmants, loin de là, mais une bonne relance lui permettrait de redonner le vivier d'entreprises souches d'entamer une carrière boursière. Lors d'un colloque organisé à Nantes les 2 et 3 juin par le Comité des entreprises du second marché (CESM) avec la participation du Crédit national et du Crédit agricole, M. Jean-François Théodore, président de la Société des Bourses françaises (SBF), a réaffirmé sa volonté de continuer à promouvoir le second marché. Selon M. Théodore, « la SBF ne peut qu'avoir à cœur de maintenir le dynamisme d'un marché qui représente près du tiers des sociétés cotées et constitue la source d'approvisionnement naturelle de ce qu'il est convenu d'appeler le marché officiel ». Et d'ajouter que 31 sociétés inscrites aujourd'hui au règlement mensuel appartiennent autrefois au second marché, que deux d'entre elles faisaient désormais partie du panier de l'indice CAC 40 (Cap Gemini et Canal Plus). Après ces transferts et après les radiations de la cote à la suite

de rachats, dépôts de bilan ou décision des autorités de tutelle, le second marché compte encore aujourd'hui 288 entreprises sur les quelque 400 qui avaient été tentées par la Bourse au cours des dix années qui viennent de s'écouler.

La relance de ce marché, qui constitue « la poumon indispensable à la respiration de la cote » et demeure une source de financement indispensable pour les petites et moyennes entreprises, va s'effectuer de plusieurs façons. Faisant suite à des propositions faites par le CESM, un groupe de travail devrait étudier, d'ici l'automne, l'élargissement des critères de répartition des valeurs (en catégorie 1, 2 ou 3), et la création d'une catégorie spécifique pour mieux distinguer les valeurs du second marché de celles du hors-cote. D'autre part, la SBF entend aussi contribuer à la mise en place de contrats d'animation de marché entre les émetteurs et les intermédiaires. En outre, la création d'un « palmarès des valeurs » à fort potentiel de croissance du second marché avec l'aide logistique du Crédit national et du CESM, basé sur des critères qualitatifs et quantitatifs, devrait permettre d'établir dans un premier temps la liste des cinquante valeurs les plus performantes. Selon le président de la SBF, « la création de ce palmarès aura le mérite de souligner la nécessaire effort de promotion de chaque valeur, le nécessaire engagement de chaque émetteur pour l'information des actionnaires, l'animation du marché et le marketing du titre ».

FRANÇOIS BOSTNAVARON

NEW-YORK

Un record, le même

INDICE DOW JONES
+0,05%

Wall Street a terminé la semaine avec un record de clôture pour la première séance de la semaine. Lundi 1^{er} juin, le principal indicateur de la place a terminé la séance à 3 413,21 points, passant pour la première fois la barre des 3 400 points. Il est ensuite retombé vendredi à 3 398,72 points, en hausse de 1,81 point par rapport à la semaine précédente soit un gain hebdomadaire marginal de 0,05 %.

Mis à part la mauvaise surprise de vendredi 5 juin avec l'annonce d'un bond du taux de chômage aux Etats-Unis pour le mois de mai, les autres statistiques économiques de la semaine qui ont été dans l'ensemble jugées positives.

Le taux de chômage s'est établi à 7,5 % le mois dernier, soit le niveau le plus élevé depuis huit ans, alors que les experts tablèrent généralement sur une stabilisation. En revanche, l'indice des directeurs d'achat a progressé à 56,3 % en mai contre 51,3 % en avril (un pourcentage supérieur à 50 % indique généralement que le secteur manufacturier de l'économie est en expansion) et les commandes des industries ont augmenté de 1 % en avril.

Toutefois, les analystes mettent en garde contre un excès d'opti-

misme à Wall Street. « C'est un marché très dangereux », a noté M. Ricky Harrington, directeur des investissements chez Marion Bass Securities, ajoutant que, bien que l'indice Dow Jones continue à battre des records, l'ensemble du marché ne suit pas et est resté largement inchangé depuis le début de l'année.

Les spécialistes soulignent également que les valeurs cycliques ont nettement progressé au cours des derniers mois.

Indice Dow Jones du 5 juin : 3 398,72 (c. 3 396,91).

	Cours 29 mai	Cours 5 juin
Alcoa	77 5/8	79
AT&T	42 1/2	42 1/8
Bearing	43 7/8	44 7/8
Chase Nat. Bank	27 3/4	27 5/8
De Post de Newcom	52 3/4	51 3/8
Eastman Kodak	39 3/4	40 1/4
Exxon	60 5/8	62 3/4
Ford	44 1/2	46
General Electric	76 3/8	77 5/8
General Motors	39 7/8	44
Goodyear	71	70 1/2
IBM	96 3/4	96 1/4
ITT	63 1/4	63 5/8
Johnson & Johnson	65	66 1/8
Merck	74 1/2	72 1/2
Schlumberger	65 3/4	67 5/8
Tesoro	64	64 1/2
Union Carbide	118 3/8	116 3/4
United Tech.	52 1/2	52 1/4
Westinghouse	17	17 3/8
Xerox Corp.	75	74

TOKYO

INDICE NIKKEI
-3%

La Bourse de Tokyo a de nouveau chuté cette semaine. L'indice Nikkei a chuté vendredi à 17 790,04 points, en baisse de 557,71 points, soit un recul de 3 % par rapport à la semaine dernière. La plupart des investisseurs ont restés en marge du marché, attendant l'échéance, le 12 juin prochain, du contrat à terme sur l'indice Nikkei. De ce fait, la semaine s'est terminée avec une activité très faible et sans relief, le volume des transactions quotidiennes s'élevant à 213,6 millions d'actions en moyenne.

La plupart des investisseurs institutionnels estimant peu rentable de renouveler leurs contrats à terme arrivant à échéance fin juin en contrats à terme échéant en septembre, ils ont tenté, chaque fois que c'était possible, de se défaire de leurs positions, ont expliqué les boursiers.

Le marché avait démarré la semaine sur une note pessimiste, le Nikkei ayant chuté lundi 1,87 %, en dépit d'une sensible hausse du yen face au dollar. Mardi, le Nikkei

rebondissait, gagnant 0,67 % grâce à une chasse aux bonnes affaires. L'indice de référence de la Bourse de Tokyo a de nouveau été en hausse mercredi, gagnant 0,35 % sur des achats de particuliers. Les deux dernières séances furent orientées sous le poids des ventes d'arbitrages (-1,2 %, jeudi et -1 %, vendredi).

Dans la semaine, l'indice Nikkei a évolué autour des 18 000 points pendant « deux » ou « trois » semaines, les investisseurs s'attendant à ce que les valeurs spéculatives continuent d'être au centre des transactions.

Indice du 5 juin : Nikkei, 17 790,04 (c. 18 347,75); Topix, 1 345,96 (c. 1 376,32).

	Cours 29 mai	Cours 5 juin
Aijiomoto	1 300	1 290
Daewoo	1 180	1 180
Canon	1 420	1 410
Fuji Bank	1 500	1 440
Honda Motors	1 520	1 450
Mitsubishi Electric	1 300	1 340
Mitsubishi Heavy	292	270
Sony Corp.	4 320	4 320
Toyota Motors	1 510	1 520

LONDRES

Semaine difficile
-1,4%

La Bourse de Londres a connu une semaine difficile, déstabilisée par le « non » danois au traité de Maastricht, qui pourrait remettre en cause la construction européenne et affaiblir la livre sterling. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a perdu sur la période 39,1 points, soit 1,4 % par rapport à, vendredi dernier, terminant la semaine à 2 668,5 points.

Selon les analystes de la banque d'affaires J. P. Morgan, la cote devrait rester orientée à la baisse dans les semaines à venir, déprimée par des corrections techniques, et une consolidation générale de ses gains après l'envoi qui a suivi la victoire des conservateurs aux élections générales en avril. Toutefois, selon ces analystes, le marché devrait terminer l'année entre 2 900 et 2 950 points.

Indice « FTI » du 5 juin : 100 valeurs, 2 668,50 (c. 2 707,60); 30 valeurs, 2 077,40 (c. 2 114,10); fonds d'Etat, 88,86 (c. 89,56); minis d'or, 104,99 (c. 108,50).

	Cours 29 mai	Cours 5 juin
Allied Lyons	8,39	8,34
BP	2,73	2,75
BTB	4,86	4,85
Carbury	4,64	4,68
De Beers	14,43	14,25
Glaxo	7,76	7,41
ICI	15,65	15,63
ICI	13,45	13,25
Rochem	11,95	11,60
RVT	6,20	6,27
Shell	5,16	5,10
Unilever	9,88	9,25

FRANCFORT

Fermé
-0,8%

La Bourse de Francfort est restée fermée cette semaine, en dépit de quelques incertitudes soulevées par le « non » danois au traité de Maastricht. Au final, l'indice instantané DAX a perdu, d'une semaine sur l'autre, 14,15 points à 1 789,07 points, soit un repli de 0,8 %.

Le marché s'était initialement replié. Puis la légère hausse enregistrée dès le lendemain a vite été oubliée en raison du résultat du référendum danois. En outre, l'annonce d'un vaste plan d'économies, dans le secteur de l'assurance-maladie, a porté un sérieux coup aux valeurs de la chimie et de l'industrie pharmaceutique.

Le marché obligataire est resté prudent et réservé cette semaine. La aussi, la décision danoise a pesé sur le choix des investisseurs qui ont hésité à se lancer. De ce fait, les emprunts publics ont été en baisse, ce qui a fait remonter leur taux de rendement moyen à 8,26 %, contre 8,23 % vendredi dernier.

Indice DAX du 29 mai : 1 789,07 (c. 1 803,22).

	Cours 29 mai	Cours 5 juin
ABG	297	286
BASF	245,10	244,50
Bayer	295,80	289
Commerzbank	259	255,50
Deutschebank	265,50	262
Hoechst	265,50	260,50
Karstadt	631	633
Mannesmann	302	304,70
Siemens	696,50	682,80
Volkswagen	410	408,10

Alimentation

	5-6-92	Dif.
Béghin-Soy	669	-2
Boulogne	3 285	-15
BSN	1 089	-14,50
Carrefour	2 639	-51
Casino, C. Per.	1 731,0	+0,90
Cyprien-Gasc.	1 748	-11
LYMIF	4 047	+104
Olipar	167	-6
Pernod-Ricard	1 548	-1
Promodis	3 570	-208
Saint-Louis	1 281	-18
Souris Perrier	1 700	inch.
Nestlé	36 330	-220

Métallurgie, construction mécanique

	5-6-92	Dif.
Alpi Aviation	322	+1
Dassault Aviation	395	+12
De Dietrich	1 820	+20
Fives-Lille	402	-5
Peugeot	762	-25
SAGEM	2 280	+111
Stratfor, Facon	861	-24
Valco	771	+29
Vallourec	241,10	-6,90

Mines, caoutchouc

	5-6-92	Dif.
Géophysique	674	+22
Imetal	352,60	+13,60
Métallurgie	97	+1
Métallin	215,40	+0,30
RTZ	61,28	-0,30
Zinc	4,20	+0,14

Produits chimiques

	5-6-92	Dif.
Institut Mérieux	6 660	-40
Roussel-Uclaf	2 210	+10
Synthelabo	1 144	-45
SAF	826	-5
Bayer	976	-9
Hoechst	875	-10
Imp. Chemical	129,10	-2,80
Norsk Hydro	151	inch.

Valeurs diverses

	5-6-92	Dif.
Accor ep. 16 F	664	-106
Air liquide	777	-15
Bic	830	+44
Bla	342,10	-3,40
CCIP	12	-1
Club Méd.	515	-6
Elf Saclat ep. 23 F	1 056	-30
Esso	462	+1,40
Euro Disney	109,30	-9,20
Europe 1	1 008	-2
Eurotunnel	36,40	-0,05
Groupe Citi	564	-11
Hachette	140,70	+0,70
Havas	538	+5
Marine Waudel	325	inch.
Navigation mixte	114	-11
Nord-Est	127,50	+7,50
L'Oréal	89	+6
Saint-Gobain	587	-1
Sauvages Chailion	245	+6,10
Shis Rossignol	678	-11

Banques, assurances, sociétés d'investissement

	5-6-92	Dif.
AGF	492	-7
AXA (ex-Cie Midl)	029	-3
Bell Equipement	119,20	-3,30
Banque (Cv)	446,60	-16
Cedem	770	-7
CCF	186	-1,70
CEP	916	-35
CPI	282	-3
Chargeurs	1 259	+1,10
C. Local de France	247	+11,30
CPB	247,70	+11,30
Eurofrance	1 571	+10
GAN	1 930	+20
Loctidus	752	+22
Paribas	393	-2
Schneider	763	+3
Société générale	527	+6
Suez (Cv fin.)	320	-8
UAP	522	-55

Bâtiment, travaux publics

	5-6-92	Dif.
Bouygues	613	-11
Ciments français	472	inch.
GTM	413,10	-6,90
Imvoh. Phéas	151,10	+0,10
J. Lefebvre	920	+18
Lafrance-Coppée	365,10	-6,30
Polier	596	+11
SCE-SB	238	-4,30

Filatures, textiles, magasins

	5-6-92	Dif.
Agache (Cv)	848	-23
BHV	782	+7
Danant	3 150	-10
DIC	374	-2,70
Gal. Lafayette	2 200	+92
Nouv. Galeries	563	-22
Printemps	803	-14
La Redoute	5 860	-10
SCOA	16,50	+0,10

Matériel électrique

	5-6-92	Dif.
Alcatel-Alsthom	646	-3
CS&E	395	-15
Général des comm.	2 328	-36
Intertechnique	887	+11
Labinal	786	+3
Logram	4 750	-129
Lyon. des aut.	563	-11
Matra	188	-5
Martin-Gierin	600	+5
Moulines	172	-3
Radiotechnique	664	+1
SEB	2 225	+1,90
Sect. Avionique	157	-5,30
Thomson-CSF	482	-13,50
IBM	343	-1,90
ITT	365,10	+1,30
Schulmberger	365,10	+1,30
Siemens	2 300	-50

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 5 juin 1992
Nombre de contrats : 123 320 environ

COURS	ÉCHÉANCES			
	JUIN 92	SEPT. 92	DÉC. 92	MARS 93
Premier	107,84	108,12	108,34	-
+ haut	107,92	108,24	108,34	-
+ bas	107,62	107,90	108,12	-
Dérivé	107,64	107,94	108,12	-
Compensation	107,66	107,94	108,12	108,18

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	29-5-92	1-6-92	2-6-92	3-6-92	4-6-92
RM	2 942 883	1 459 149	2 024 534	2 406 405	2 153 254
Comptant	15 889 049	9 758 687	14 046 166	23 861 045	19 950 186
R. et obl.	130 396	132 406	180 837	161 809	102 240
Total	18 962 328	11 350 242	16 251 557	26 429 259	22 205 680

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1991)

	1-6-92	1-6-92	3-6-92	4-6-92	5-6-92
Françaises	117,6	116,5	116,9	115,5	115,6
Etrangères	107,7	107,1	107,1	106,6	106,1

INDICES CAC (du lundi au vendredi)

	1-6-92	2-6-92
--	--------	--------

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Réaction très négative aux incertitudes européennes

Le refus du Danemark de ratifier le traité de Maastricht a profondément perturbé le marché international des capitaux, dont la réaction a été très négative. Dans plusieurs compartiments, les secousses subies depuis mercredi ont dépassé en intensité celles qui ont immédiatement suivi le crack boursier d'octobre 1987. Les difficultés ne se sont pas limitées aux seules monnaies européennes directement concernées ou à l'écu, ce panier de monnaies qui, en quelque sorte, symbolise ce que pourrait être la devise commune de notre continent. Certes, c'est là que le trouble est le plus profond, mais, comme par contagion, il s'est répercuté ailleurs.

Cette évolution tient au fait que, soudainement, on a vu se tarir une des sources de financement dont on espérait beaucoup. Cela faisait des mois qu'il n'y avait pas eu d'emprunts très importants libérés en écu. De nombreux débiteurs de premier plan attendaient le verdict danois avant de solliciter ce compartiment. L'éventualité d'un « non » avait certes été envisagée mais, auparavant, personne ne voulait vraiment y croire. Si les candidats s'armaient de patience et différaient l'exécution de leurs projets, c'est surtout, semble-t-il, parce qu'ils pensaient, pour la plupart d'entre eux, que les nouvelles qui parviendraient de Copenhague le 2 juin donneraient à leur opération un éclat supplémentaire.

Jusqu'au tout début du mois, l'opinion qui prévalait était que l'écu allait jouer un rôle croissant pour libérer des emprunts internationaux, et rivaliser en importance avec le dollar des États-Unis et le yen. La liste des candidats déclarés ou présumés ne cessait de s'allonger et la confiance était si grande que la préoccupation majeure était de savoir comment faire face, d'une manière pratique, à une avalanche d'emprunts en écu qui allait déferler ces prochaines semaines. Les spécialistes prévoyaient par exemple l'arrivée en quelques jours d'un milliard de francs de la Suisse suisse, d'un milliard de francs de la Suisse suisse, d'un milliard de francs de la Suisse suisse.

Mais, alors que l'annonce d'un référendum en France a encore avivé l'incertitude au sujet de

l'Union économique et monétaire en Europe, ce programme très lourd ne pourra pas se réaliser comme on l'attendait. De nombreux emprunteurs devront se tourner vers d'autres compartiments, qui risquent rapidement de s'engorger. Il reste qu'on prévoit généralement que les marchés des dollars américain et canadien, ainsi que celui du yen, soient renforcés par l'épreuve que traverse actuellement l'Europe.

Emissions records de la Finlande et d'EDF

Pour ce qui est des monnaies de notre continent, le Deutschland a bien des chances de profiter de la situation. C'est à lui, finalement, que l'utilisation de l'écu risquerait de faire ombrage. Comme il demeure une monnaie d'emprunt peu coûteuse, il attire un grand nombre de débiteurs parmi les meilleurs du monde. Il vient d'ailleurs de fournir une preuve de sa capacité d'absorption en permettant à la Finlande de porter à 2 milliards de DM l'emprunt d'un emprunt de dix ans de durée que dirige la Deutsche Bank. C'est devenu la plus volumineuse émission de tout le compartiment allemand. Elle ne coûte au Trésor d'Helsinki que 8,40 % l'an.

Il y a toutefois un obstacle à l'expansion du marché du Deutschmark. Il s'agit d'un problème fiscal, celui de l'imposition des revenus que procurent aux Allemands leurs placements de capitaux. La question, pourtant très grave, n'est toujours pas résolue. La commission des finances du Bundestag vient de renvoyer le projet du gouvernement de Bonn. Les changements proposés reviennent finalement à distinguer entre deux catégories d'investisseurs allemands, ceux dont le portefeuille se trouverait dans leur pays qui verseraient le revenu de leurs titres diminue d'une retenue à la source, et les autres, qui ayant déposé leurs titres à l'étranger, échapperaient à ce prélèvement. Parallèlement, le fisc allemand ne prélève à la source aucun impôt sur l'intérêt servi sur les obligations.

Si, outre-Rhin, ce sujet est à l'ordre du jour, c'est parce que la Cour constitutionnelle de Karlsruhe a sommé le gouvernement d'œuvrer en faveur d'une plus grande justice fiscale et de mettre un terme à une

situation qui privilégie les revenus du capital par rapport à ceux du travail. Nombreux sont ceux qui doutent que la proposition de la commission des finances réponde vraiment aux exigences d'équité de la Cour constitutionnelle. Aussi craint-on que l'incertitude se prolonge encore à cet égard et ne finisse, en faisant fuir les capitaux, par provoquer une montée du niveau de l'intérêt en Allemagne.

Parmi les autres grandes monnaies européennes susceptibles de profiter de l'effacement actuel de l'écu, le franc français pourrait occuper une place de choix s'il parvenait à surmonter les incertitudes politiques dont il souffre depuis l'annonce d'un référendum. Le marché de l'eurofranc s'est tant développé qu'il est maintenant en mesure de satisfaire les plus exigeants des débiteurs et des investisseurs. Electricité de France (EDF) vient d'en fournir la preuve de façon spectaculaire. Cette entreprise a réussi à lever, à des conditions qui sont très avantageuses pour elle, pour trois milliards de francs pour une durée de trente ans.

Jamais auparavant un emprunteur autre que l'État n'avait été capable de se procurer des fonds de cette manière en visant une échéance aussi éloignée qu'on ne peut atteindre en Europe que sur le marché du franc. Le précédent record était détenu par le récent euro-emprunt de vingt ans de la Caisse autonome de refinancement. Aussi comprend-on que lorsqu'ils parlent de l'émission d'EDF, les spécialistes soient quelque peu de leur réserve contenue et laissent dans leurs commentaires percer une pointe d'enthousiasme. Deux heures seulement après son lancement, lundi matin, l'opération était bouclée, plus de 80 % du montant étant placé hors de France, principalement en Europe. La direction de la transaction était confiée à Paribas qui en avait arrêté les conditions de façon à offrir aux investisseurs un rendement de 8,88 %, soit au départ 36 points de base (ou centièmes de point de pourcentage) de plus que les fonds d'État français de référence. Tout compris, l'affaire revient aux débiteurs à 8,93 % l'an.

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Le retour du mark

En Europe, quand les choses vont mal, on se tourne vers le mark. Valeur refuge, en dépit des mauvaises performances, temporaires, de l'Allemagne. M. Michel Sapin, notre nouveau ministre des finances, en convenait après les remous qui ont suivi le « non » danois au référendum sur le traité de Maastricht et l'annonce d'un référendum français à l'automne.

On voit donc, après la fatidique mercredi 3 juin, les cours de la devise allemande progresser sur tous les marchés, notamment au sein du Système monétaire européen (SME), passant de 3,3680 francs à près de 3,37 francs sur la place de Paris, et se confirmant nettement à Londres, tandis que les autorités monétaires italiennes devaient intervenir vigoureusement pour défendre leur monnaie. Ce phénomène est aisément explicable : si la construction européenne ne se fait pas, on se fait mal, le Deutschmark n'est plus à soutenir, les monnaies faibles, et se trouvent renforcées d'autant. Si la France prenait le même chemin que le Danemark, les investisseurs étrangers seraient moins confiants.

Dans cette affaire, la grande victime a été l'écu, future monnaie européenne, qui a violemment baissé sur son principal marché, le MATIF à Paris, où, deux jours de dimanche, le contrat qui a été suspendu pendant une heure en raison d'un écart de cours trop important (1 point et demi), avec

un volume record de 15 600 lots. Naturellement, un appel de couverture complémentaire auprès des opérateurs pour tenir compte des pertes fut décidé, et il y eut du « sang sur le carreau » : quand la chute du cours est forte et, surtout, brutale (les écarts s'élevaient et se rallumaient avec une sacrée base de cours), les acheteurs à découvert prennent la perte de plein fouet, et douloureusement.

Faiblesse de la lire

Face à un mark renforcé, le dollar s'est affaibli, après l'annonce d'une augmentation du taux de chômage aux États-Unis, qui passe, en mai, de 7,2 % à 7,5 % de la population active. De plus, pendant ce même mois de mai, 68 000 emplois ont été créés, au lieu de 110 000 attendus. Sans doute, le nombre des créations d'emplois en avril a été révisé en hausse, à 182 000 contre 126 000, mais, en année électorale, voir le taux de chômage se retrouver à son plus haut niveau depuis huit ans n'a rien de très réconfortant et pourrait même s'avérer catastrophique pour le pouvoir.

De plus, les ventes de maisons individuelles n'ont augmenté que de 1,3 % en avril, après un recul de 15,9 % en mars. A New-York, on observe que les principaux moteurs de la reprise depuis le début de l'année, l'immobilier et la consommation, ont ralenti, ce qui fait redouter

une croissance « molle ». La santé de la devise italienne n'est pas très bonne en ce moment, intrinsèquement et conjoncturellement. D'abord, la remontée du mark aux dépens de la lire a contraint la Banque d'Italie à relever, jeudi 4 juin, l'un de ses taux directeurs, celui des avances sur titre, comparable au Lombard, porté de 12,5 % à 13 %. Ce relèvement a été effectué après deux jours de fortes pressions sur la monnaie de la péninsule.

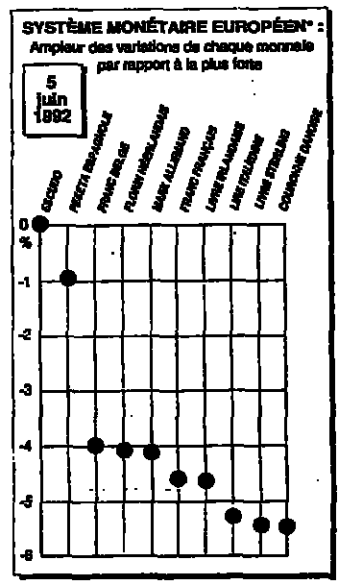
En dehors de cet accès de faiblesse, lié, comme on l'a vu, au référendum danois, la lire est, actuellement, l'objet de rumeurs pessimistes évoquant ouvertement la possibilité d'une dévaluation que certains voient bien à l'automne. Parmi les partisans d'un « réajustement » figurent, très logiquement, les industriels italiens, qui se plaignent de « passer » plus difficilement à l'exportation en raison d'une hausse excessive des prix de production, provoquée par une inflation irrépressible. En tout cas, la lire, après avoir longtemps caracolé en tête du Système monétaire européen, l'a traversée dans toute son épaisseur et glisse lentement et sûrement sur la queue du Système.

F. R.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 1^{er} JUIN AU 5 JUIN 1992
(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	\$ E.U.	Franc français	Franc suisse	Danmark	Mark	Florin	Lira italienne
New-York	1,8335	—	18,6741	68,8705	62,9129	3,6598	55,8815	0,00833
Paris	1,8285	—	18,5395	68,6342	62,2278	3,6248	55,2639	0,00826
Bruxelles	0,8184	5,3269	—	368,8017	336,8904	16,3812	299,2456	4,4588
Zurich	0,8275	5,2945	—	370,3844	335,8131	16,3234	298,7316	4,4599
Frankfurt	2,6622	1,4529	27,1148	—	91,5485	4,4417	81,1408	1,2896
Amsterdam	2,6541	1,4570	26,5598	—	90,6528	4,4071	80,5195	1,2841
Stockholm	2,9143	1,5385	29,4425	189,4697	—	4,6251	88,8257	1,3281
Oslo	2,9384	1,6070	28,7286	110,2951	—	4,6609	88,8951	1,3281
Bruxelles	0,8371	33,49	6,1046	22,5138	20,5642	—	16,2677	2,7219
Amsterdam	0,8452	33,06	6,1262	22,6945	20,5725	—	16,2702	2,7222
Stockholm	3,2810	1,7895	33,47367	1,2344	115,58257	5,47415	—	1,690803
Oslo	3,3997	1,8895	33,53992	1,24915	112,68112	5,47338	—	1,695455
Milan	2,0213	1,201	22,4264	827,1358	755,5835	33,29306	671,1372	—
Tokyo	2,2129	1,210	22,4134	830,4736	752,9588	36,68012	688,6936	—
Yokohama	2,2567	1,256	22,49748	87,36548	75,83643	3,88192	70,21364	0,155602
Lyons	2,3541	1,2765	25,65221	87,61153	75,43373	3,95116	70,54435	0,155602

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 5 mai, 4,2198 F contre 4,2275 F le vendredi 29 mai 1992.



MATIÈRES PREMIÈRES

Léger souffle d'optimisme sur le café

Réunis de nouveau à Londres le 27 mai, les pays producteurs, membres de l'Organisation internationale du café (OIC) s'étaient donné trois jours pour trouver un consensus sur les modalités d'un accord international. Celui-ci doit être renégocié par les soixante-seize pays membres de l'OIC sous la présidence britannique, le 22 au 26 juin.

L'enjeu est de taille : depuis que les clauses économiques de l'accord ont été abandonnées en juillet 1989, les cours n'ont cessé de baisser. En mai dernier, ils avaient atteint leur seuil le plus bas depuis vingt-cinq ans : 660 dollars par tonne pour le robuste coté à Londres et 64 cents par livre pour l'arabica à New-York. Le 4 juin, le ciel se était pas délavé : le robuste était coté à 700 dollars et l'arabica à 62 cents.

Pourtant, un certain optimisme s'est fait jour à la fin des discussions. Les pays producteurs, lassés de vendre « à petits prix », déterminés aussi par le poids des stocks, les consommateurs, se sont résolus à faire des propositions concrètes. Le consensus est apparu nettement sur les quotas d'exportation.

PRODUITS	COURS DU 5/6
Café b. g. (Londres)	1 257,50 (+ 18,30)
Trois mois	—
Arabica (Londres)	1 328 (lack)
Trois mois	—
Nickel (Londres)	7 269 (+ 167)
Trois mois	—
Sucre (Paris)	2943 (+ 7,7)
Juillet	—
Café (Londres)	709 (- 19)
Juillet	—
Cacao (New-York)	855 (+ 9)
Juillet	—
Riz (Chicago)	366 (+ 17)
Juillet	—
Mati (Chicago)	258 (+ 1)
Juillet	—
Soy (Chicago)	186,1 (+ 2,1)
Juillet	—

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

l'idée est de proposer un quota universel touchant tous les producteurs de 62 millions de sacs, inférieur de 10 millions à la consommation.

« Sur la base d'un marché universel de 72 millions de sacs, les producteurs estiment que, pour permettre une reprise des cours du café, qui se situent actuellement à des niveaux exceptionnellement bas, une réduction d'environ 10 millions de sacs est nécessaire, étant donné que les stocks détenus par les pays producteurs sont bien supérieurs à la normale. » Le document final publié à l'issue des discussions est sans équivoque.

Des consommateurs attentistes

Véritable volonté d'aboutir à une solution durable pour redonner une certaine légitimité aux petits grains noirs ? On pourrait le penser, car la proposition, loin de prendre en compte la production exportable de chaque pays producteur, s'est resserrée autour de la performance à l'exportation, ce qui paraît, a priori, plus logique. Lorsque les délégués se sont séparés, il a été décidé que la période de référence serait celle des trois dernières années. Le Brésil avait d'abord demandé que soit prise en considération une période de vingt et un mois courant de juillet 1990 à mars 1992 ; cela lui aurait donné une part sur le marché du café de 27 %. Avant la suspension des quotas en 1989, le Brésil, premier producteur mondial, avait une part avoisinant les 31 %. De mars 1991 à mars 1992, sa part est de 27,9 % avec 20,9 millions de sacs exportés sur un total de 74,9 millions.

Pour sa part, la Colombie détiendrait 17,5 %. Quant aux petits exportateurs, 5 % du quota global leur seraient réservés (parmi eux, citons Cuba, la Jamaïque, la Bolivie et le Zimbabwe). Notons, par ailleurs, qu'il y aurait un quota différencié arabica/robusta. A cet égard, le texte rédigé par les producteurs indique que « les producteurs sont prêts à explorer la question de la sélectivité mais considèrent que ce point doit être

discuté avec les consommateurs sur la base de propositions concrètes ».

Les consommateurs se montrent assez discrets. « Attendre et voir », telle pourrait être leur devise. En réalité, ils ne sont pas pris à la gorge, comme le sont leurs partenaires et gèrent plutôt sereinement les stocks énormes estimés à 40 millions de sacs. L'Allemagne, peut-être, aurait tendance à faire bande à part. Journaux la carte de la Colombie, qui monte en puissance sur le marché de l'arabica, elle préférerait des quotas prenant en considération la production exportable.

Si les délégués se sont séparés avec l'espoir de trouver enfin une issue à leurs débats, il reste encore beaucoup de problèmes à régler. Le premier est celui de l'intervalle séparant la conclusion de l'accord et sa mise en œuvre. On pourrait voir alors des pays liquider leur production, provoquant un très fort mouvement baissier. Une autre question à soulever sera celle des pays non membres de l'OIC. Puisqu'il s'agit de quotas universels, cela implique que ces producteurs n'aient plus le droit d'exporter leur café chez les consommateurs membres de l'accord ; ils n'auront pas non plus de débouchés vers l'Europe de l'Est, qui courtise trop l'Occident pour faire du pied aux producteurs récalcitrants.

CAROLE PETIT

Bruxelles approfondit son enquête sur l'accord ICI-Du Pont

La Commission européenne a décidé, mercredi 3 juin, d'approfondir son enquête sur la prise de contrôle de la branche fibres artificielles du groupe britannique Imperial Chemical Industries (ICI) par le groupe américain Du Pont de Nemours. La Commission avait ouvert une enquête préliminaire sur cette opération le 8 mai, après l'annonce d'un important accord croisé entre ces deux géants de la chimie (le Monde du 25 avril). La Commission redoute de voir le

Quelle semaine, et quelle tempête ! Les marchés n'aiment pas les surprises et ils ont été servis : mercredi matin, l'annonce du « non » danois au référendum sur le traité de Maastricht, l'après-midi, celle du référendum français sur le même thème. Du coup, la bourse s'est mise à tanguer violemment et, en deux jours, les cours de l'échéance juin sur le MATIF chutaient d'un point et demi, revenant de 108,80 à 108,35 au plus bas, pour remonter un peu à la veille du week-end, sous l'effet des rachats de vendeurs à découvert dans la perspective d'un chômage de trois jours. Mais les gains d'un mois entier ont été annulés, le rendement de l'OAT dix ans passait brutalement de 8,50 % à 8,70 %, avec la baisse des cours correspondants.

Les marchés n'aiment pas les surprises, avons-nous dit, et encore moins les incertitudes. Or voici maintenant que le ver est dans le fruit, que personne n'est plus sûr de rien et que, sur le chemin vers la convergence des taux, des chasses-trappes risquent de s'ouvrir sous les pieds des opérateurs.

Sans doute, les craintes d'un « non » français au référendum prévu pour septembre prochain paraissent-elles exagérées à beaucoup, sauf si la consultation populaire prend le tour d'un vote personnel pour ou contre le président

Mitterrand, cas de figure où tout devient possible. Mais le doute, même léger, lancé sur la construction européenne, a immédiatement incité les étrangers, en premier les Américains, puis les Anglo-Américains de Londres, à vendre des titres d'État français, de préférence à découvert (short), l'argument étant que les taux d'intérêt français devaient moins susceptibles de se rapprocher des taux allemands, actuellement inférieurs.

Après le véritable électrochoc infligé au MATIF cette semaine, les pertes subies initialement, et ponctuellement compensées, nul ne sait si d'autres remous ne viendront pas agiter la place la semaine prochaine, ce qui rend les opérations extrêmement prudentes... et pas tous optimistes. Dans cette affaire, notons-le, le grand gagnant a été le MATIF lui-même, qui a connu une activité très intense, battant tous ses records de transactions, avec un volume de 253 535 contrats pour le contrat notional (emprunt d'État à dix ans) et 49 322 lots sur le contrat Pibor trois mois (Paris Interbank Offered Rate).

Freiner la croissance de la masse monétaire

Sur le marché obligataire, passablement perturbé par ces événements, l'adjudication mensuelle d'obligations assimilables du Trésor (OAT), de jeudi 4 juin d'abord, a donné lieu préventivement à des ventes de couverture sur le MATIF, émanant des souscripteurs éventuels, notamment les spécialistes en valeur du Trésor (SVT). Naturellement, les taux moyens pondérés de ladite adjudication se sont inscrits en hausse, 8,72 % contre 8,65 % en mai sur la ligne à dix ans, et 8,72 % contre 8,69 % pour la ligne à trente ans, et 8,72 % pour la nouvelle ligne à quinze ans, ces rendements reflétant les cours du MATIF. Les étrangers ne se sont guère manifestés pour les raisons exposées précédemment. Le montant total de l'adjudication s'est élevé à 15 milliards de francs (12,2 milliards de francs aux enchères et 2,8 milliards de francs pour les souscriptions non compétitives du SVT). L'importance de ce montant traduit, on le sait, les besoins du Trésor pour financer le déficit budgétaire.

Le seul émetteur non gouvernemental a été la Caisse de refinancement hypothécaire (CRH), qui a levé un milliard de francs à onze ans et 8,60 % nominal, 8,82 % réel, sous l'égide de la Caisse nationale de crédit agricole, de la Société générale, et du Crédit du Nord. La CRH n'a pas eu de chance, se présentant la veille du référendum danois et prenant de plein fouet la hausse de rendements le lendemain.

Tout ce brouhaha a un peu détourné l'attention de ce qui se passe en Allemagne, où les dirigeants de la Bundesbank ont réitéré leurs déclarations menaçantes sur les liens entre la masse monétaire et l'inflation. M. Otmar Issing, l'un des directeurs de la Banque, a affirmé : « Compte tenu du scénario actuel, la Bundesbank n'a aucune possibilité de réduire les taux. De plus, une telle possibilité ne peut être envisagée tant que le rythme de la croissance monétaire ne décroîtra pas nettement pour s'acheminer vers l'objectif fixé (3,5 %-5,5 %) au lieu de 9 % au premier trimestre et 8,8 % en avril ».

Le président, M. Helmut Schlesinger, veut freiner davantage la croissance de ladite masse, « plus qu'elle ne l'a été jusqu'à présent cette année ». Un tel freinage pouvait prendre la forme, non d'un relèvement supplémentaire du taux lombard, mais d'une réduction du montant des pensions accordées régulièrement par la Banque centrale. Les analystes de la Dresdner Bank, soulignent le renforcement du rôle du mark après le « non » danois, le ralentissement (selon eux) de la croissance de la masse monétaire et l'annonce d'une diminution de l'inflation, qui pourrait permettre à la Bundesbank d'assouplir sa politique, recommandant, pour le court terme, de vendre des OAT françaises et des Gilt britanniques pour acheter des Bunds allemands.

FRANÇOIS RENARD

[illegible]